

AFRIQUE

Algérie

La visite de M. Marchais consacre le rapprochement entre le P.C.F. et le gouvernement Boumediène

De notre correspondant

Alger. — En visite en Algérie à l'invitation du F.L.N., M. Marchais a été reçu mercredi après-midi 11 septembre par le président Boumediène. Le secrétaire général du P.C.F., qui s'est déclaré très satisfait de cet entretien, a également été sensible au fait que son hôte ait modifié son emploi du temps pour le rencontrer dans la journée.

Malgré la lutte menée par les communistes français contre la « sale guerre d'Algérie », les rapports entre le F.L.N. et le P.C.F. avaient connu plusieurs crises entre 1964 et 1969. Les nationalistes algériens reprochaient, entre autres, aux dirigeants du parti d'avoir pas défendu réellement le droit de l'Algérie à l'indépendance avant le déclenchement du soulèvement du 1^{er} novembre, puis d'avoir eu des hésitations et d'avoir enfin marqué des réserves sur le sens de leur combat.

Une certaine coexistence s'était néanmoins instaurée après l'indépendance du fait que le nouvel État avait encouragé l'ouverture en direction des pays socialistes, et que le chef de l'État comptait dans son entourage un certain nombre de conseillers marxistes ou marxisants (communistes, trotskistes, chrétiens de gauche, etc.). C'est dans ce contexte, en 1964, que M. Waldeck Rochet avait alors été invité en Algérie.

Au lendemain du 19 juin 1965, le nouveau régime avait expulsé la plupart de ces éléments de gauche ou les avait incités à rentrer chez eux. « Si nous avions écouté tous ces gens qui avaient chacun son idée sur la voie que nous devions suivre, nous aurions dû faire cent de résolutions qu'il y avait de tendances de la gauche française. Nous estimions qu'il revenait aux Algériens de faire leur révolution comme de l'indépendance », nous a confié un jour l'actuel chef de l'État. A l'époque, cette attitude lui avait valu l'hostilité de la gauche en général — chez qui se recrutent ceux qu'on a appelés les « pieds rouges » — et du P.C.F. en particulier, qui avait récapitulé des membres du parti communiste algérien d'origine européenne, comme Henri Alleg. La situation était encore tendue lorsque le P.C.F. avait renouvelé, en 1968, l'expression de son soutien aux communistes algériens et à une organisation considérée comme une émanation du P.C.F., le P.A.G.S. (parti de l'avant-garde socialiste). Résultat : entre 1965 et 1971 il n'y eut aucun contact entre le P.C.F. et le F.L.N., ni entre la C.G.T. et l'Union générale des travailleurs algériens.

Le dégel se produisit en novembre 1970 lorsque le gouvernement Boumediène prit des mesures de clémence en faveur d'opposants de gauche algériens. Du dégel on passa au réchauffement à la suite des positions prises par le P.C.F. et la C.G.T. en faveur de l'Algérie et de son droit à récupérer ses richesses nationales lors de la crise pétrolière de 1971. Le P.C.F. a envoyé une délégation, dirigée par M. Kanapa, Guyot et Louis Odu. Parallèlement, les visites de fédérations industrielles de la C.G.T. se sont multipliées. En mars dernier, M. Benkroune, responsable de l'U.G.T.A., était reçu en France — M. Séguin vient de lui rendre sa visite — tandis qu'une nouvelle délégation du P.C., comprenant MM. Odu et Denis, était accueillie en Algérie.

PAUL BALTA.

Tunisie

Plusieurs anciens dirigeants du parti destourien dénoncent les conditions dans lesquelles se tient le congrès de Monastir

De notre envoyé spécial

Monastir. — Le président Bourguiba a ouvert officiellement, ce jeudi 12 septembre, à 10 heures, le neuvième congrès du parti socialiste destourien, qui réunit à Monastir quelque six cent quatre-vingt-deux délégués, représentant, selon les chiffres officiels, quatre cent onze mille membres répartis en mille quatre cents cellules.

Malgré tous les efforts déployés par le pouvoir pour reprendre en main le parti et pour éliminer ou isoler les éléments « irresponsables », des voix discordantes se font entendre à la veille même du début des travaux. Sept membres de l'ancien comité central du parti socialiste destourien ont remis à la presse une longue déclaration critiquant les conditions dans lesquelles a été convoqué et se réunir le neuvième congrès, et contestant ses objectifs. Parmi ces personnalités figurent MM. Bejj Calil Essabli, ancien ministre de la défense et de l'intérieur, ancien ambassadeur à Paris, Habib Boularès, qui dirige la radiotélévision, Habib ben Amar, ancien ministre de la défense, et Sadok ben Djernas, ancien ministre des P.T.T.

M. Meestri, ancien ministre de l'intérieur, exclu du parti en janvier 1972, n'a pas, pour cette raison, signé la déclaration faite par ses amis, mais il se déclare solidaire de leur action.

Les signataires font tout d'abord remarquer :

- « 1) Que depuis le huitième congrès, le comité central, régulièrement élu, a été délibérément écarté de toute décision ;
 - « 2) Qu'en violation des règlements du parti, le comité central a été écarté en tant que tel de la préparation du congrès et de la participation à ses travaux ;
 - « 3) Que contrairement à la lettre et à l'esprit des statuts, il a été décidé de modifier la base de représentation des cellules pour réduire le nombre des délégués. »
- Ces mesures, poursuivent-ils, qui sont en contradiction avec les résolutions du congrès, sont habilités à

modifier les statuts, viennent couronner d'autres décisions prises depuis trois ans (exclusion du parti, suspension d'activités, dissolution de comités de coordination et de bureaux de cellules élus, refus de candidature de militants, etc.) et qui vont toutes dans le même sens : « Il s'agit de renouer avec les démocrates qui ont marqué le huitième congrès légal et d'en annuler les résolutions, surtout celles faisant de l'élection le seul critère pour l'accès à tous les niveaux de responsabilité dans le parti. » Le texte conclut cette analyse en affirmant que ces pratiques ont pour but de « contraindre les militants démocrates attachés aux résolutions du congrès de 1971 à ne plus pouvoir choisir qu'entre la soumission et la démission de toute activité ».

Les signataires de la déclaration publiée à Tunis ajoutent que le congrès de 1971 n'était pas un geste isolé dans la voie de la démocratisation. Il était l'aboutissement d'une longue gestation marquée, notamment, par le discours du président Bourguiba, le 8 juin 1970, et par les résultats de l'enquête populaire effectuée la même année par une commission supérieure du parti. « Aussi, affirmant, toutes voies-faces apparues, nous considérons que le congrès de 1971 n'était pas un geste isolé dans la voie de la démocratisation. Il était l'aboutissement d'une longue gestation marquée, notamment, par le discours du président Bourguiba, le 8 juin 1970, et par les résultats de l'enquête populaire effectuée la même année par une commission supérieure du parti. »

Aussi, affirmant, toutes voies-faces apparues, nous considérons que le congrès de 1971 n'était pas un geste isolé dans la voie de la démocratisation. Il était l'aboutissement d'une longue gestation marquée, notamment, par le discours du président Bourguiba, le 8 juin 1970, et par les résultats de l'enquête populaire effectuée la même année par une commission supérieure du parti. »

Les signataires déclarent « qu'une telle situation condamne à l'échec le système du parti unique, dès lors qu'il ne peut même pas garantir la démocratie en son propre sein et, à plus forte raison, l'assurer dans le pays ».

Ils énoncent en outre dix principes libéraux qui les guident dans leur action et qui constituent l'esquisse d'un programme ne se limitant pas à la politique intérieure, mais englobant l'économie, le social et la politique étrangère. Il n'est pas exclu qu'il soit dans leur intention de regrouper sur ces bases un certain nombre de Tunisiens, peut-être même de constituer un nouveau parti.

Mais il est peu probable que les responsables du pays acceptent d'envisager la naissance en Tunisie d'un second parti, même si la Constitution ne l'interdit pas.

Quoi qu'il advienne, la déclaration publiée à Tunis relance le problème de la libéralisation du régime. Ses partisans avaient, en 1971, gagné la première manche. Le président Bourguiba avait remporté la seconde. Ils n'ont pas voulu que la belle se joue sans qu'ils aient pu au moins faire entendre leur voix.

DANIEL JUNQUA.

Mozambique

La panique a gagné les quartiers blancs de Lourenço-Marques

La situation demeure extrêmement tendue et confuse, jeudi 12 septembre, à Lourenço-Marques, capitale du Mozambique, notamment dans les faubourgs africains, après les troubles de ces derniers jours.

De notre envoyé spécial

Lourenço-Marques. — Une réelle panique a gagné depuis mercredi matin 11 septembre les quartiers blancs de la capitale du Mozambique, tandis que les scènes de violence et de pillage se multipliaient dans les « canisões » (bidonvilles noirs) de la périphérie. Les hôtels, les consulats et les maisons du centre de la ville hébergent désormais des dizaines de familles ayant fui leurs quartiers par crainte d'un « coup de main des Noirs ». La ville est toujours coupée du monde extérieur et notamment de son aéroport. Sur la grande avenue Craveiro-Lopes, notamment, plusieurs barricades élevées par la population africaine sont toujours en place, et les militaires ne s'y aventurent que très rarement.

Conséquences de cet isolement, aggravé depuis mardi soir par une interruption totale de tous les moyens de communication, Lourenço-Marques commence à manquer sérieusement de ravitaillement. Plus d'essence, plus de pain, plus de viande : les files d'attente s'allongent dès 4 heures du matin et se poursuivent jusqu'à la nuit. Les magasins et particulièrement les boulangeries, la vie économique et administrative reste naturellement paralysée.

Commencées dans la nuit de lundi à mardi, les explosions de violence dont ont été le théâtre la plupart des quartiers noirs n'ont pas complètement cessé, même si l'armée contrôle un peu mieux la situation.

A l'hôpital Miguel Bombarda, on enregistre mercredi soir un total provisoire de cinquante morts, parmi lesquels neuf Européens et trois cent soixante et onze blessés par balles.

Cette effervescence des quartiers noirs, que les responsables du FRELIMO s'efforcent désormais de discipliner, en accord avec l'armée portugaise, s'explique. Entre samedi et lundi, alors que le « mouvement » des insurgés blancs paraissait puissant, il est indéniable que des groupes de jeunes blancs surexcités se sont rendus en voiture dans les « canisões » pour se livrer à des razzias.

Les Noirs ont été tués, par balles, des deux côtés, ainsi que deux Européens. C'est à partir de ces premiers incidents violents que des soldats noirs de l'armée portugaise auraient distribué une dizaine de fusils automatiques « G3 » à leurs « frères de race » pour qu'ils organisent des groupes de vigilance. Mais il semble qu'ils aient été très vite dépourvus.

Selon le témoignage d'un journaliste démocrate, M. Carlos Carvalho, un autre incident aurait contribué à échauffer les esprits. Arrivés par des Africains dans un bidonville, les passagers blancs d'une voiture auraient jeté une grenade et blessé l'un des Noirs : M. Ismael Tembe. Celui-ci a été ensuite tué jusqu'à l'insensibilité de « Radio-Mozambique libre » et, devant le micro, on l'a contraint à faire des déclarations hostiles au FRELIMO.

Au surplus, des provocations ont semblé s'être produites dans des circonstances, probablement au

profit de groupes rivaux du FRELIMO. Toujours est-il que l'ensemble des bidonvilles a connu brusquement une extraordinaire flambée de violence.

« Ce qui s'est passé est une catastrophe », nous déclare un militant portugais favorable au FRELIMO. Depuis des semaines, avec le FRELIMO et des étudiants portugais de l'Association académique, nous faisons un travail d'explication dans les quartiers noirs. Il s'agit d'expliquer à tous que les accords de Lusaka ont ouvert une période de confiance entre les deux communautés, et que Blancs et Noirs pourraient vivre en bonne intelligence dans un Mozambique indépendant. Ce travail avait porté ses fruits, et dès le 4 septembre on avait vu voir des Blancs et des Noirs participer ensemble aux manifestations de soutien au FRELIMO. Ce sont tous ces efforts qui se trouvent désormais réduits à néant ».


Après la chute du « mouvement » mardi après-midi, le FRELIMO s'est efforcé de reprendre le contrôle de cette colère noire qui dégénérait, mais les choses n'ont pas été faciles. De nombreux responsables du FRELIMO avaient quitté Lourenço-Marques dès le samedi, et le Front de libération ne dispose pas dans la capitale d'une force militaire de maintien de l'ordre très organisée. Si des patrouilles mixtes armées portugaises-FRELIMO vont être mises sur pied très bientôt, ce sera avec des militants venus du front et politiquement formés.

Démoralisés par cette ruine de la confiance entre les deux communautés, les Portugais démentent que l'on peut renouer à Lourenço se montrent naturellement très sévères à l'encontre des responsables de cette « stupide et compléte querelle ». Mais ils mettent également en cause la police portugaise et ils ont déjà réclame à Lisbonne l'expulsion immédiate de certains cadres coupables à leurs yeux de complicité à l'égard des insurgés. Une autre organisation portugaise, l'O.P.V.D.C. (Organisation provinciale des volontaires de la défense civile), sure de mille blancs qui avait été mise en place dès le début de la guerre en 1964, aurait joué un rôle important en fournissant son appui et des armes aux initiateurs du « mouvement ». Depuis des mois d'ailleurs, la gauche avait réclame le démantèlement de cette milice encadrée par des militaires, mais en vain.

Enfin, si une partie des cadres de l'armée a fait preuve au moins d'une complaisance coupable à l'égard de Radio-Mozambique libre en n'intervenant pas plus vigoureusement dès le début, ce n'est pas le cas, semble-t-il, pour l'ensemble de la troupe. Il était révélateur de voir, jeudi matin, dans les quartiers noirs les soldats portugais salués familièrement par les Africains. Ceux-ci même qu'ils occupaient plus chers que le moindre civil blanc.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

Adoptez
le fameux matelas
en mousse de latex
PIRELLI
essayez-le chez
CAPELOU
DISTRIBUTEURS
Exposit - Essai - Vente
LIVRAISON RAPIDE
37, av. de la République
Paris-19 - TEL 327-4435
Ne parlez pas



SICOB
les moyens d'être international

Tout est prêt à Paris pour recevoir au SICOB les exposants et les visiteurs du monde entier.

Tout est prêt pour la présentation et la démonstration des matériels et des équipements : l'informatique, la communication et l'organisation du Bureau.

Les applications du logiciel (software) sont traitées à la Convention Informatique du 16 au 20 septembre 1974, au Centre International de Paris, Porte Maillot.

25^e SICOB

21-27 septembre 1974 CNIT-La Défense, Paris

ATHENES CHYPRE

le feu a pris
dans la Méditerranée de l'Antiquité
et la Méditerranée de vos vacances
lisez deux grands écrivains

un grec NIKOS KAZANTZAKI L'ODYSSEE ZORBA	un français MAURICE GENEVOIX de l'Académie française VAINCRE A OLYMPE LA GRECE DE CARAMANLIS ou la démocratie difficile
--	--

PLON

سكوت الاميل

EUROPE

Grande-Bretagne

EN CAS DE « CATASTROPHE ÉCONOMIQUE » Les libéraux envisageraient de participer à un gouvernement de coalition

De notre correspondant

Londres. — Bien que M. Wilson garde toujours le silence sur la date des élections, la campagne des partis gagne chaque jour en intensité. Les libéraux, qui sont actuellement réunis en congrès à Brighton, bénéficient naturellement d'un regain d'attention et de publicité, mais le Labour vient aussi de jouer un tour électoral précoce en présentant un nouveau plan de retraites destiné à abolir « la pauvreté chez les vieillards ».

A Brighton, M. Thorpe est contraint de mener un jeu très délicat. Mercredi 11 septembre, il a dit que, dans les conditions

présentes, il ne voit aucune chance d'accord au lendemain des élections ni avec les conservateurs ni avec les travaillistes. C'est une prise de position qui pourrait décourager les nombreux électeurs favorables à un gouvernement de coalition dont la politique serait nécessairement plus modérée que celle du Labour ou des Tories.

Le leader libéral doit tenir compte de l'attitude très ferme des militants du parti, et surtout des jeunes, qui entendent maintenir la « pureté » du libéralisme. Il a tout de même indiqué qu'après les élections il « considérerait toutes les propositions ».

Espagne

UN ANCIEN MINISTRE ANNONCE LA CRÉATION D'UN NOUVEAU MOUVEMENT D'OPPOSITION

M. Joaquín Ruiz Giménez, avocat connu de tendance démocrate chrétienne, ancien ministre de l'éducation et représentant du général Franco auprès du Vatican, a annoncé le mercredi 11 septembre que sera prochainement publié le statut d'un mouvement d'opposition dont le but essentiel sera de « diriger l'Espagne de libérés-publiques ». Il s'agit, a-t-il indiqué, « d'une alliance ouverte, souple et dynamique, de courriers fédérés, dont ne seront exclus que ceux qui sont opposés à des changements placés sous le signe de la démocratie ».

M. Ruiz Giménez a, ces dernières années, assuré la défense de nombreux détenus politiques jugés pour leur opposition au régime franquiste.

D'autre part, cinquante des soixante-sept personnes arrêtées dimanche dans un couvent de Sahadell, près de Barcelone, au cours d'une réunion clandestine de l'Assemblée de Catalogne ont été relâchées mercredi. Les dix-sept personnes maintenues en détention ont comparu mardi devant un juge de l'ordre public. Quatre d'entre elles se sont vu infliger par la direction géniale de la sécurité des amendes de 150 000 pesetas (environ 11 000 F).

A Bilbao, cinq personnes soupçonnées d'appartenir à l'organisation basque ETA ont été arrêtées mercredi. Des arrestations ont eu lieu à l'issue d'une descente de police dans un restaurant. Au cours de cette opération, il y a eu une fusillade : un militaire a été tué et un policier grièvement blessé. — (A.F.P., A.P.)

Chypre

Certaines catégories de prisonniers seront libérées

Nicosie (A.F.P.). — A l'issue de leur réunion du mercredi 11 septembre, MM. Glafcos Cléridis et Rauf Denktaş, respectivement chef de la communauté grecque et de la communauté turque de Chypre, ont annoncé qu'un accord avait été conclu en vue de la libération de certaines catégories de prisonniers.

Tous les détenus de moins de dix-huit ans ainsi que les étudiants, les membres du corps enseignant, les vieillards, les blessés et les malades seront relâchés. Les détenus de moins de dix-huit ans seront libérés « au lieu de résidence de leurs parents ». Les étudiants bénéficieront de moyens de transport pour regagner l'étranger, généralement Ankara ou Athènes. Enfin, il est prévu que les blessés et les malades seront libérés dans les hôpitaux situés à l'intérieur de leur ligne.

D'autre part, la question de la libération des hommes adultes prisonniers, qui n'ont pas été résolue mercredi, devrait être à l'ordre du jour de la réunion de vendredi. Les discussions qui ont eu lieu jusqu'à présent sur ce point n'ont pas permis d'arriver à un consensus sur les conditions dans lesquelles doivent être libérés la plupart des prisonniers de chaque camp. Alors que M. Denktaş entend que les prisonniers eux-mêmes décident du lieu de

leur libération, M. Cléridis — qui redoute toute possibilité de transferts de populations — insiste pour qu'ils soient remis en liberté là où résident leurs familles.

Enfin, à la suite de la mort par balle mardi d'un soldat canadien du contingent des Nations unies, M. Cléridis a exprimé dans un communiqué sa tristesse et fait savoir qu'une enquête officielle était en cours. Le soldat avait été tué par des coups de feu tirés d'une position tenue par la garde nationale chypriote grecque sur un véhicule de l'ONU qui patrouillait dans le secteur oriental de Nicosie.

● Les chefs des deux communautés chypriotes, MM. Glafcos Cléridis et Rauf Denktaş, ont été invités à se rendre à Strasbourg le 23 septembre prochain pour un échange de vues avec la commission politique de l'Assemblée parlementaire des dix-sept États membres du Conseil de l'Europe. Toujours dans le cadre des efforts du Conseil de l'Europe en vue de contribuer à la solution de la crise chypriote, un groupe de travail, comprenant notamment les présidents des quatre groupes parlementaires de l'Assemblée, se rendra prochainement à Nicosie. — (A.F.P.)

Belgique

PLUS DE SIX CENTS JUIFS SOVIÉTIQUES AYANT QUITTÉ ISRAËL ATTENDENT D'ÊTRE ADMIS DANS D'AUTRES PAYS

Bruxelles (A.F.P., U.P.I.). — Quelques six cents juifs soviétiques ayant rejoint à vivre en Israël se trouvent actuellement en Belgique, où ils attendent de pouvoir s'établir dans un autre pays, en général aux États-Unis, au Canada ou en Australie. Ces émigrés ont été pris en charge par deux organisations charitables : Caritas catholique et la Fondation Tolstoï, créée pour faciliter l'accueil des Russes blancs après la révolution. Les deux organisations commencent à être débordées.

An départ, ces juifs soviétiques désireux de quitter l'U.R.S.S. n'avaient pas le choix : « C'était Israël ou rien », a précisé un responsable de Caritas. « Mais, pour la plupart d'entre eux, Israël n'était qu'une étape, et une fois sur place il leur était possible de repartir. »

Mais dès qu'ils quittent Israël, ces émigrés d'U.R.S.S. deviennent citoyens israéliens du fait de se faire admettre dans un autre pays. Ainsi, ceux qui se trouvent en Belgique, et dont le groupe se grossit chaque jour de plusieurs dizaines de personnes, arrivent de France, d'Italie ou d'Allemagne

fédérale, où ils n'ont pu obtenir l'autorisation de s'établir.

La présence en Belgique de cette « colonie » a été gardée secrète pendant plusieurs semaines, les réfugiés juifs comme les autorités belges souhaitant éviter d'attirer l'attention d'éventuels commandos arabes.

Albanie

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE AURAIT ÉTÉ LIMOGÉ

Belgrade (Reuters). — M. Bekir Balluku, ministre albanais de la défense, aurait été limogé à la suite d'une divergence de vues avec M. Enver Hoxha sur la politique à adopter à l'égard des super-puissances.

On a noté son absence aux principales réunions officielles à Tirana depuis le 10 juillet. De source albanaise, on se refuse à confirmer ce limogement, mais on indique qu'un plénum du parti a été réuni les 25 et 26 juillet derniers pour discuter de questions de défense. On admet de même source que « des changements de cadres » ont eu lieu à

l'issue du plénum, mais par nécessité de renouveler les cadres et non pour des motifs politiques.

M. Balluku, membre du bureau politique et ministre de la défense depuis 1946, aurait encouru les foudres de M. Hoxha pour un discours prononcé il y a plusieurs mois. Il avait alors déclaré que les deux super-puissances représentaient un danger inégal pour l'Albanie. On ne sait pas qui il considérait comme moins dangereux : des États-Unis et de l'U.R.S.S. La politique de Tirana est que les deux puissances sont aussi dangereuses.

M. GISCARD D'ESTAING IRA EN POLOGNE

Au cours du conseil des ministres qui s'est déroulé le 11 septembre à Lyon, nos dernières éditions d'hier, le ministre d'État ministre de l'intérieur a rendu compte de son voyage en Pologne.

M. Michel Poniatowski, ministre d'État, a fait état de l'accueil « chaleureux et ouvert » qu'il a reçu, tant de la part du gouvernement que de la population, notamment à l'occasion de la fête des moissons à Poznan. M. Rossi a

annoncé plusieurs voyages ministériels dans ce « pays ami » : M. Sauvagnargues avant la fin de l'année, M. Bonnet et Mme Vell, et enfin M. Giscard d'Estaing avant la fin du premier semestre 1975. Dans cette perspective, le président de la République a déclaré : « Je me réjouis d'avoir accepté cette invitation et marqué ainsi l'importance des liens entre nos deux pays et nos deux peuples ».

M. Poniatowski a souligné que les échanges entre la France et la Pologne seraient développés, notamment par l'exportation de produits manufacturés et biens d'équipement français, et l'importation de charbon polonais. Les Polonais, a-t-il précisé, souhaitent recevoir des câbles, des produits chimiques, du matériel électronique et d'informatique. Les échanges de France en 1973 et 3 milliards de francs en 1974, devraient atteindre 4 milliards en 1975. Le ministre d'État a ajouté : « Cela correspond aux vues générales du gouvernement français, qui souhaite conclure des accords industriels à long terme assortis d'arrangements financiers, la politique commerciale étant du ressort de la Communauté. »

LE PRIX D'UN FRANÇAIS

A la simple question qui gagne
quoi en France, aujourd'hui personne ne
veut répondre. Ni les pouvoirs publics,
ni les employeurs, ni les particuliers.

Nous savons tout sur les
salaires moyens des Français, autrement
dit nous ne savons rien de ce qu'ils
gagnent réellement.

Il fallait forcer le mur du silence,
le Nouvel Observateur l'a fait. Sur ce
que gagnent les Français, sur les grandes
règles du jeu social, il apporte des
chiffres et des informations que personne
jamais n'avait publiés.

Le Nouvel Observateur a pu établir
une carte chiffrée de l'injustice où
la « distance sociale » dépasse tout ce que
l'on peut imaginer.

Vacances de grande lame

STROPEZ HOTEL BYBLOS

PHONE (94) 07 00 06 - TELEX 67 235 F

LE NOUVEL
Observateur
16 septembre 1974. Un numéro à ne pas manquer.

L'échec économique du gouvernement populaire

Par SERGE-CHRISTOPHE KOLM

VOICI un an, les baïes de l'armée chilienne mettaient fin, en même temps qu'à la vie du président Allende, à l'une des expériences politiques et sociales les plus originales et importantes de notre temps, l'une de celles qui soulevaient le plus d'intérêt et d'espoir : une tentative de révolution légale. L'importance historique de ce qu'on appelle l'Unité populaire au Chili, de novembre 1970 au 11 septembre 1973, nous impose d'en tirer toutes les leçons possibles et d'analyser avec objectivité et minutie les causes de son échec.

Le gouvernement d'Unité populaire avait pour objectif d'améliorer la condition de vie des travailleurs chiliens, dans tous les domaines, et notamment pour ce qui est de leur niveau de vie. Au Chili, où l'agriculture compte pour moins du dixième du produit total, et fait largement appel au salariat, la plupart des travailleurs sont des salariés. Or, d'octobre 1970 à septembre 1973, période de l'Unité populaire, les salaires réels baissent de 15,5 % et on se fie aux indices officiels de salaires et de prix. En fait, ils diminuent bien davantage, car maints produits deviennent introuvables ou sont vendus au marché noir (avec le taux d'inflation effective calculé par l'ODEPLAN, qui veut tenir compte de ces phénomènes, la baisse des salaires réels atteint 64 %, mais ce mode de calcul est contestable). D'ailleurs, la part des salaires dans le revenu total est plus faible en 1973 qu'en 1970. Le régime d'Unité populaire fut donc un échec économique selon ses propres critères (1).

UN RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL SUR LA RÉPRESSION

Le nombre des victimes décédées par suite de la répression au Chili est « sans précédent dans l'histoire récente de l'Amérique latine », déclare un rapport d'Amnesty International, organisation internationale humanitaire ayant son siège à Londres, publié le 11 septembre à l'occasion de l'anniversaire du coup d'État de la junte.

On estime, précise le rapport, qu'entre 5 000 et 30 000 personnes ont été exécutées sommairement au Chili depuis le renversement du régime Allende et que 8 000 à 10 000 personnes sont toujours détenues sans jugement. Amnesty International étaye ses affirmations sur des renseignements recueillis par des Chiliens et observateurs étrangers. En outre, une délégation de l'organisation s'est rendue au Chili l'an passé.

En résumé, ce rapport écrit M. Ennals, secrétaire général d'Amnesty International, nous espérions fournir une base factuelle pour la suite d'un programme d'assistance aux victimes du coup d'État et, ce qui est tout aussi urgent, pour une nouvelle campagne de pressions internationales sur le gouvernement chilien afin que soient rétablis les droits de l'homme au Chili.

D'autre part, selon le Comité international d'enquête des Nations Unies, un groupe international de juristes et d'hommes politiques dont le siège est à Stockholm, le chiffre des personnes assassinées au Chili depuis le coup d'État militaire s'élèverait à 30 000 ; 20 000 personnes ont été arrêtées au cours des deux derniers mois seulement, et encore un rapport qui vient d'être publié par le comité, rédigé à partir d'indications obtenues de témoins, de réfugiés et d'observateurs récemment revenus du Chili. M. Hans Goeran Franck, secrétaire général du comité, a d'autre part indiqué qu'il mettrait sur pied une mission d'avocats qui se rendrait à Santiago si des prisonniers politiques devaient être jugés. (A.F.P., Reuters.)

(1) Amnesty International : section française, 20, rue de la Michodière, 75010 Paris.

(PUBLI-CITÉ)

LE DROIT DE VIVRE
40, rue de Paradis
75010 PARIS - 3
Directeur : PIERRE-BLOCH

Le numéro de septembre vient de sortir

Au sommaire :

- PREMIÈRE CONSÉQUENCE DU PROCÈS DE COLOGNE : LA « DÉMISSION »
- D'ERNST ACHENBACH
- UN DICTATEUR NOIR : AMIN DADA

Les chroniques habituelles sur les arts et les livres

En vente dans les kiosques et drugstores : le n° 3 F.

les salaires réels, avec les indices officiels, croissent de 9 %, alors qu'ils n'avaient augmenté que de 2,8 % pendant les dix premiers mois de 1970. Ils montent encore de 22,1 % au cours de l'année 1971. La part du revenu national allant aux salaires passe de 54,9 % en 1970 à 62 % en 1971. En même temps, le taux de croissance du revenu national, qui avait ramené de 2,3 % à 3,7 % de 1967 à 1970 et n'avait jamais dépassé 7 % auparavant, bondit à 8,3 % en 1971. Corrélativement, le taux de chômage tombe de 8,3 % en 1970 à 5,8 % en 1971. L'Unité populaire commença donc par un immense succès économique.

Mais en 1972 les salaires réels diminuent de 2,7 % ; la part des

salaires dans le revenu national retombe à 54,4 % (moins qu'en 1970) ; le taux de croissance global chute à 1,4 %. Et dans les seuls six premiers mois de 1973, les salaires réels officiels baissent de 22,9 %, retrouvant en juillet leur niveau d'octobre 1970 et perdant les gains des deux années précédentes. La perte nette de salaires réels officiels, enfin, se renforce dans les trois derniers mois du régime, durant lesquels l'économie se dégrade à un rythme extraordinaire, avec une hausse des prix de 520 % en taux annuel. Le revenu national chilien décroît au total de 5,1 % en 1973.

L'année 1971 ne put être si bonne que parce qu'on y mangea à la fois le pain du passé et celui de l'avenir. Pendant les quatre années précédentes, le Chili avait été en crise de sous-emploi des équipements et des hommes. Le gouvernement d'Unité populaire déclara une hausse brutale et massive des salaires nominaux le 1^{er} janvier 1971 jusqu'à l'égalité de certains biens de consommation ou interdisait la hausse de 100 % en même temps qu'il subvenait les dépenses de 43 %, surtout pour construire des logements. Les travailleurs dépensèrent leurs nouveaux revenus pour consommer davantage, et l'économie repartit et atteignit bientôt le plein-emploi.

C'était l'euphorie. Malheureusement trois erreurs avaient été commises : il apparut que la nouvelle demande était exagérée, mal composée, mal financée. Le gouvernement avait surestimé les capacités excédentaires : il les croyait de 35 % du total alors qu'elles n'en étaient que de 25 %. La demande excédait donc les capacités, faisant pression sur les prix et requérant des importations.

Cette demande se tourna vers les biens de consommation au détriment des équipements productifs. En 1971, par rapport à 1970 la consommation personnelle augmenta de 15,5 %, mais l'investissement brut tombe de 24 %.

La production de biens de consommation croît de 17,6 % (sauf 81 %, pâtes 30 %, boissons 26 %, tabac 26 %, textiles 15 %), celle de machines de 3,8 % seulement. Les importations de nourriture doublent, mais les équipements, stocks, pièces de change d'étranger ne sont pas renouvelés.

Les entreprises menacées d'être nationalisées ou de passer dans le secteur autogéré n'étaient d'ailleurs pas pressées d'investir. De plus, ces changements de propriété s'accompagnent de baisses de productivité, même dans les mines de cuivre, contrairement aux affirmations officielles. Dans l'agriculture, les surfaces cultivées en 1972-1973 tombent de 22,4 %, et se trouvent à leur plus bas niveau depuis quarante ans, entraînant une chute de 16,8 % de la production agricole. Une meilleure prévision aurait sans doute limité ces dégâts.

En résumé, les moyens de production stagnèrent et furent mal utilisés. Seule l'importation pouvait alors maintenir la consommation de 1971. Mais il fallait payer (en dollars) ces fournitures extérieures. Les réserves de change furent vite épuisées. Revenant deux moyens : les ventes de cuivre (87 % des exportations du

Chili en 1967-1970) et les prêts de l'étranger. Mais, malchance (ou politique des compagnies ?), le cours mondial du cuivre s'écroula de 30 % en 1971 et 1972.

Dans ces conditions, la raréfaction croissante des crédits étrangers accordés au Chili, de 1971 à 1973, fonctionna comme un noué coulant. D'autant qu'il n'y avait pas de fonds de réserve de l'Unité populaire à hérité de machines inutilisées, elle a aussi reçu ses précédents emprunts. Les banques privées, non américaines, ne prêtèrent plus qu'à court terme. Car, malgré les défauts

des dépenses publiques, en tenant compte de l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire, il y avait trois façons de financer cet accroissement : impôt, emprunt, émission de monnaie. Le gouvernement choisit cette dernière. Dans les années 1971, 72, 73, le déficit du budget de l'État n'est pas prévu par le public, gère par une plus forte création de monnaie ; mais cela ne peut se poursuivre sans une hyperinflation qui elle-même ne peut durer longtemps. L'autre raison est que les dirigeants chiliens furent trompés par ce qui arriva en 1971.

Cette année-là, le taux d'inflation était de 22 %, nettement inférieur aux 35 % de 1970. Pourtant, la masse monétaire avait crû de 114 %, nettement plus qu'en 1970 (92 %). Mais, contrairement à ce qu'il allait se passer dans les années suivantes, l'économie n'était pas encore au plein emploi. Dans l'attente, les entreprises gardaient leurs profits en encaisse plutôt que de les investir en équipement. En 1972, par contre, la masse monétaire augmenta de 172 %, et l'indice des prix à la consommation de 163 %. A partir de ce moment, une part importante de l'accroissement de la masse monétaire provient des prêts bancaires aux entreprises nationalisées ou soutenues par l'État (à titre de propriété sociale). On prévoit, pour 1973, que leur déficit atteindra 65 % du revenu de leur vente. Les chiffres fut dépassés. En 1973, la masse monétaire croît de 322 %, l'indice des prix à la consommation de 506 % (dont 88 % en octobre). La hausse des prix est anticipée, on fut devant la monnaie (en valeur réelle) : c'est l'hyperinflation.

En fin de compte, une part croissante des dépenses publiques et de la production « socialisée » (respectivement plus de la moitié et du tiers en 1973) fut financée par la hausse des prix, c'est-à-dire par l'impôt le plus régressif qui soit, puisqu'il est proportionnel à la partie consommée du revenu et à la partie monétaire de l'épargne. Il n'est donc pas surprenant que la part des

salaires dans le revenu total ait finalement baissé, ainsi — puisque le revenu national réel a aussi baissé — que le revenu réel des travailleurs. Cette dynamique ne doit pas faire oublier la multitude de faits économiques et politiques variés qui l'ont influencée et qu'elle a influencés : grèves des transporteurs et autres sabotages, télécommunications très particulières de l'I.T.T. Company (les dollars qui n'étaient plus prêts au gouvernement chilien étaient facilement donnés à ses opposants, grévistes, journalistes et autres), et les multiples aspects de la lutte de classes chilienne avec ses composantes civiles et militaires. Toutefois, pour des marxistes, c'est la dynamique économique globale qui influence le reste, plus que l'inverse. Certes, on peut trouver le changement des rapports de production plus important que la production elle-même. Mais baisser le niveau de vie plus qu'il n'est nécessaire n'est certainement bon ni comme fin ni comme moyen. Et, malgré les contraintes énormes et multiples qui sont l'essence même d'une telle révolution légale et pacifique, une analyse économique plus perspicace aurait permis de faire mieux dans le temps, sur les trois plans de l'investissement, du budget et de la monnaie.

Ces remarques ne peuvent guère égarer l'œil du lecteur « fait pour sauver le pays du chaos économique ». Les situations et les politiques économiques précédant et suivant l'expérience de l'Unité populaire ont aussi, en des genres différents, été fort mauvaises : stagnation, chômage et inflation après, hyperinflation effrénée après. C'est, en un sens, moins grave, car ces régimes étaient moins originaux et moins intéressants que celui d'Allende. Le coup d'État a cependant évidemment eu une cause économique, mais c'était tout simplement la redistribution de la propriété. C'est pourquoi les couches populaires, bien que perdantes en niveau de vie, n'en ont pas été complices, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais ont-elles partout opposé aux putschistes toute la résistance possible, même si elles étaient démunies d'armes ? Ou fut la grève générale ?

Le putsch aurait-il pu réussir, aurait-il même été décliné, si la situation économique des trois années avait été presque aussi exaltante que celle de 1971 ? Si la réponse est : « Peut-être », les remarques précédentes devraient rendre un certain espoir à ceux qui avaient investi beaucoup de leur foi dans cette tentative. Tout en rappelant que le communisme des lois de l'économie est d'autant plus nécessaire qu'on veut davantage changer celle-ci.

LA JUNTE ANNONCE LA LEVÉE DE L'ÉTAT DE GUERRE ET LA LIBÉRATION DE DÉTENUÉS

De nombreuses manifestations de solidarité avec la résistance ont eu lieu en France et dans le monde

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont participé le 11 septembre, à Santiago, à une manifestation organisée pour célébrer le premier anniversaire de la prise du pouvoir par la junte militaire. Le général Pinochet, chef suprême de la nation, a annoncé la levée de l'état de guerre.

C'est dans une atmosphère de carnaval qu'a eu lieu, à Santiago, dans l'après-midi du 11 septembre, la manifestation de commémoration du renversement du régime de l'Unité populaire par les militaires chiliens. Plusieurs dizaines de milliers de personnes y ont participé. Les quatre membres de la junte militaire, les généraux Pinochet, Leigh, Mendoza et l'amiral Merino, sont apparus vers 18 heures, à un balcon situé au dix-neuvième étage d'un immeuble dominant le

parc. Bientôt, on avait lieu le principal rassemblement. Le chef suprême de la nation, le général Pinochet, a déclaré à la foule : « Nous sommes ensemble dans ce lieu pour dire au monde entier que nous sommes unis pour construire un nouveau Chili, plus sûr, plus libre. Nous sommes en train de construire une nouvelle patrie d'où est absente toute haine, mais où règnent de saines principes d'autorité ».

La junte a, d'autre part, annoncé le 11 septembre, la levée de l'état de guerre. La constitution de ce pays ne devrait être le décalage des tribunaux militaires au profit de tribunaux civils pour les procès à caractère politique. Le général Pinochet a, pourtant, précisé que les tribunaux militaires continueraient à jouer un certain rôle. En outre, le siège de la junte a été prolongé pour une nouvelle période de six mois. Cette mesure permet de garder des personnes en état d'arrestation en dehors des garanties habituellement procurées par la justice.

La junte a, d'autre part, annoncé la libération prochaine de détenus de gauche. Cette mesure s'applique pas aux cas exceptionnels graves. En outre, les bénéficiaires de cette mesure devront quitter le pays. Aucune manifestation hostile au régime n'a été enregistrée le 11 septembre au Chili. Les ambassadeurs de Belgique et de Grande-Bretagne au Chili n'ont pas participé aux cérémonies commémoratives organisées le 11 septembre par la junte.

Des réactions hostiles à la junte militaire chilienne ont, en revanche, eu lieu un peu partout dans le monde. A Berlin-Est, M. Willi Stoph, président du Conseil d'Etat

de la République démocratique allemande, a dénoncé à titre posthume le « rôle d'or de l'unité des peuples », la plus haute distinction nationale, au président Salvador Allende. Mme Hortensia Allende, veuve de l'ancien dirigeant chilien, a déclaré à l'occasion de cette cérémonie : « Le Chili appartient de nouveau aux Chiliens. La dictature chilienne se sent gagnée par l'iniquité devant ses difficultés économiques et son isolement politique, social et international. »

Mme Allende a résumé ainsi : « Les tâches les plus urgentes qui nous restent à la solidarité internationale : exiger la rupture des relations diplomatiques et commerciales ; empêcher la libération des prisonniers politiques et le respect des droits de l'homme et des libertés civiles ; empêcher la fabrication et l'embarquement de munitions ; empêcher la vente de produits en provenance du Chili et de ceux destinés à des ports ennemis ».

De nombreuses personnalités ont fait connaître leur solidarité avec le peuple chilien en lutte contre la junte militaire. M. Brejnev, secrétaire général du parti communiste soviétique, a envoyé un message à la conférence de solidarité avec le Chili. Le premier ministre espagnol, M. Olof Palme, et son collègue néerlandais, M. Joop Van Den Uyl, se sont engagés à coopérer avec les amis des Chiliens pour restaurer un gouvernement démocratique à Santiago. M. Soria, premier ministre finlandais, a dénoncé la junte militaire, qui divise le pays par une terreur sans précédent.

On note, enfin, des témoignages de solidarité avec la résistance chilienne ou de dénonciation des méthodes de la junte militaire de la part de l'Eglise catholique de Saint-Domingue, du sénat de Colombie, de l'Organisation internationale des journalistes, à Prague, d'organisations syndicales péruviennes, vénézuéliennes et argentine, et des avocats du barreau de Bruxelles.

En France, des manifestations ont eu lieu en province, en particulier à Orléans, à Strasbourg, à Marseille et à Lyon. A Paris, des milliers de personnes ont eu lieu au Palais des congrès, à l'appel du Comité de coordination de la gauche chilienne.

L'explosion monétaire

Les dépenses publiques, en tenant compte de l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire, il y avait trois façons de financer cet accroissement : impôt, emprunt, émission de monnaie. Le gouvernement choisit cette dernière. Dans les années 1971, 72, 73, le déficit du budget de l'État n'est pas prévu par le public, gère par une plus forte création de monnaie ; mais cela ne peut se poursuivre sans une hyperinflation qui elle-même ne peut durer longtemps. L'autre raison est que les dirigeants chiliens furent trompés par ce qui arriva en 1971.

Cette année-là, le taux d'inflation était de 22 %, nettement inférieur aux 35 % de 1970. Pourtant, la masse monétaire avait crû de 114 %, nettement plus qu'en 1970 (92 %). Mais, contrairement à ce qu'il allait se passer dans les années suivantes, l'économie n'était pas encore au plein emploi. Dans l'attente, les entreprises gardaient leurs profits en encaisse plutôt que de les investir en équipement. En 1972, par contre, la masse monétaire augmenta de 172 %, et l'indice des prix à la consommation de 163 %. A partir de ce moment, une part importante de l'accroissement de la masse monétaire provient des prêts bancaires aux entreprises nationalisées ou soutenues par l'État (à titre de propriété sociale). On prévoit, pour 1973, que leur déficit atteindra 65 % du revenu de leur vente. Les chiffres fut dépassés. En 1973, la masse monétaire croît de 322 %, l'indice des prix à la consommation de 506 % (dont 88 % en octobre). La hausse des prix est anticipée, on fut devant la monnaie (en valeur réelle) : c'est l'hyperinflation.

En fin de compte, une part croissante des dépenses publiques et de la production « socialisée » (respectivement plus de la moitié et du tiers en 1973) fut financée par la hausse des prix, c'est-à-dire par l'impôt le plus régressif qui soit, puisqu'il est proportionnel à la partie consommée du revenu et à la partie monétaire de l'épargne. Il n'est donc pas surprenant que la part des

salaires dans le revenu total ait finalement baissé, ainsi — puisque le revenu national réel a aussi baissé — que le revenu réel des travailleurs. Cette dynamique ne doit pas faire oublier la multitude de faits économiques et politiques variés qui l'ont influencée et qu'elle a influencés : grèves des transporteurs et autres sabotages, télécommunications très particulières de l'I.T.T. Company (les dollars qui n'étaient plus prêts au gouvernement chilien étaient facilement donnés à ses opposants, grévistes, journalistes et autres), et les multiples aspects de la lutte de classes chilienne avec ses composantes civiles et militaires. Toutefois, pour des marxistes, c'est la dynamique économique globale qui influence le reste, plus que l'inverse. Certes, on peut trouver le changement des rapports de production plus important que la production elle-même. Mais baisser le niveau de vie plus qu'il n'est nécessaire n'est certainement bon ni comme fin ni comme moyen. Et, malgré les contraintes énormes et multiples qui sont l'essence même d'une telle révolution légale et pacifique, une analyse économique plus perspicace aurait permis de faire mieux dans le temps, sur les trois plans de l'investissement, du budget et de la monnaie.

Ces remarques ne peuvent guère égarer l'œil du lecteur « fait pour sauver le pays du chaos économique ». Les situations et les politiques économiques précédant et suivant l'expérience de l'Unité populaire ont aussi, en des genres différents, été fort mauvaises : stagnation, chômage et inflation après, hyperinflation effrénée après. C'est, en un sens, moins grave, car ces régimes étaient moins originaux et moins intéressants que celui d'Allende. Le coup d'État a cependant évidemment eu une cause économique, mais c'était tout simplement la redistribution de la propriété. C'est pourquoi les couches populaires, bien que perdantes en niveau de vie, n'en ont pas été complices, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais ont-elles partout opposé aux putschistes toute la résistance possible, même si elles étaient démunies d'armes ? Ou fut la grève générale ?

Le putsch aurait-il pu réussir, aurait-il même été décliné, si la situation économique des trois années avait été presque aussi exaltante que celle de 1971 ? Si la réponse est : « Peut-être », les remarques précédentes devraient rendre un certain espoir à ceux qui avaient investi beaucoup de leur foi dans cette tentative. Tout en rappelant que le communisme des lois de l'économie est d'autant plus nécessaire qu'on veut davantage changer celle-ci.

de paiement de 1971 et le moratoire de 1972, le Chili ne constituait pas un mauvais risque : il aurait de nouveau besoin de prêts, et le cuivre est un gage international sérieux. C'est pourtant ce produit qui précipite la crise. Les principaux prêteurs étaient américains. Les Etats-Unis désirent de lier leurs crédits à une indemnisation plus importante des sociétés minières : en 1971, les entrées de capitaux au Chili tombaient au cinquième de ce qu'elles étaient. La plupart des prêts des Etats-Unis furent bientôt suspendus. Le comportement de ce pays n'est pas surprenant. En revanche, on peut se demander si celui de la Banque mondiale, qui coupa encore plus vite, dès le début, tout crédit au Chili populaire, est bien conforme à ses statuts. En conséquence, la consommation réelle devait tomber et les prix monter. La politique de finances publiques aggrava le mal.

chaos économique et la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Il y a deux raisons à cela. L'une, classique, est que la hausse des prix est, au début, un peu en retard sur celle de la monnaie (la temps que les demandes se fassent sentir) : on peut donc, dans le très court terme, et tant que l'inflation à venir n'est pas prévue par le public, gérer par une plus forte création de monnaie ; mais cela ne peut se poursuivre sans une hyperinflation qui elle-même ne peut durer longtemps. L'autre raison est que les dirigeants chiliens furent trompés par ce qui arriva en 1971.

Cette année-là, le taux d'inflation était de 22 %, nettement inférieur aux 35 % de 1970. Pourtant, la masse monétaire avait crû de 114 %, nettement plus qu'en 1970 (92 %). Mais, contrairement à ce qu'il allait se passer dans les années suivantes, l'économie n'était pas encore au plein emploi. Dans l'attente, les entreprises gardaient leurs profits en encaisse plutôt que de les investir en équipement. En 1972, par contre, la masse monétaire augmenta de 172 %, et l'indice des prix à la consommation de 163 %. A partir de ce moment, une part importante de l'accroissement de la masse monétaire provient des prêts bancaires aux entreprises nationalisées ou soutenues par l'État (à titre de propriété sociale). On prévoit, pour 1973, que leur déficit atteindra 65 % du revenu de leur vente. Les chiffres fut dépassés. En 1973, la masse monétaire croît de 322 %, l'indice des prix à la consommation de 506 % (dont 88 % en octobre). La hausse des prix est anticipée, on fut devant la monnaie (en valeur réelle) : c'est l'hyperinflation.

En fin de compte, une part croissante des dépenses publiques et de la production « socialisée » (respectivement plus de la moitié et du tiers en 1973) fut financée par la hausse des prix, c'est-à-dire par l'impôt le plus régressif qui soit, puisqu'il est proportionnel à la partie consommée du revenu et à la partie monétaire de l'épargne. Il n'est donc pas surprenant que la part des

salaires dans le revenu total ait finalement baissé, ainsi — puisque le revenu national réel a aussi baissé — que le revenu réel des travailleurs. Cette dynamique ne doit pas faire oublier la multitude de faits économiques et politiques variés qui l'ont influencée et qu'elle a influencés : grèves des transporteurs et autres sabotages, télécommunications très particulières de l'I.T.T. Company (les dollars qui n'étaient plus prêts au gouvernement chilien étaient facilement donnés à ses opposants, grévistes, journalistes et autres), et les multiples aspects de la lutte de classes chilienne avec ses composantes civiles et militaires. Toutefois, pour des marxistes, c'est la dynamique économique globale qui influence le reste, plus que l'inverse. Certes, on peut trouver le changement des rapports de production plus important que la production elle-même. Mais baisser le niveau de vie plus qu'il n'est nécessaire n'est certainement bon ni comme fin ni comme moyen. Et, malgré les contraintes énormes et multiples qui sont l'essence même d'une telle révolution légale et pacifique, une analyse économique plus perspicace aurait permis de faire mieux dans le temps, sur les trois plans de l'investissement, du budget et de la monnaie.

Ces remarques ne peuvent guère égarer l'œil du lecteur « fait pour sauver le pays du chaos économique ». Les situations et les politiques économiques précédant et suivant l'expérience de l'Unité populaire ont aussi, en des genres différents, été fort mauvaises : stagnation, chômage et inflation après, hyperinflation effrénée après. C'est, en un sens, moins grave, car ces régimes étaient moins originaux et moins intéressants que celui d'Allende. Le coup d'État a cependant évidemment eu une cause économique, mais c'était tout simplement la redistribution de la propriété. C'est pourquoi les couches populaires, bien que perdantes en niveau de vie, n'en ont pas été complices, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais ont-elles partout opposé aux putschistes toute la résistance possible, même si elles étaient démunies d'armes ? Ou fut la grève générale ?

Le putsch aurait-il pu réussir, aurait-il même été décliné, si la situation économique des trois années avait été presque aussi exaltante que celle de 1971 ? Si la réponse est : « Peut-être », les remarques précédentes devraient rendre un certain espoir à ceux qui avaient investi beaucoup de leur foi dans cette tentative. Tout en rappelant que le communisme des lois de l'économie est d'autant plus nécessaire qu'on veut davantage changer celle-ci.

ASIE

Indochine

LE G.R.P. DÉMENT L'EXISTENCE DE CONTACTS SECRETS A DIJAKARTA

Le porte-parole de la délégation du G.R.P. a démenti à Paris les rumeurs diffusées à partir de Saigon selon lesquelles des négociations secrètes entre parties vietnamiennes se tiendraient à Djakarta (Le Monde du 11 septembre). « Ces rumeurs, a-t-il dit, relèvent purement et simplement d'une opération de guerre psychologique de Saigon tendant à ébranler la loyale responsabilité des Etats-Unis et du groupe de la Thaïlande, qui ont créé et maintenu une situation chaque fois plus tendue au Sud et saboté les négociations (...). Ces rumeurs visent à exagérer la contribution américaine, une augmentation de l'aide militaire au groupe de Thieu ».

Les communistes ont coupé la route nationale N° 1 entre Da-Nang et Hô Chi Minh, la tension demeure vive dans l'ancienne capitale impériale, où des manifestations catholiques et bouddhistes continuent de dénoncer la corruption du régime.

● AU CAMBODGE, à l'aide de mines fluviales, les forces du G.R.U.N.C. ont fait subir de gros dommages à un convoi fluvial remontant le Mékong entre Phnom-Penh et Kompong-Cham, au nord-est. Trois bateaux, selon une « source » militaire, beaucoup plus en fait, ont été coulés et sont très endommagés. Kompong-Cham est ravitaillé par bateau et par avion.

salaires dans le revenu total ait finalement baissé, ainsi — puisque le revenu national réel a aussi baissé — que le revenu réel des travailleurs. Cette dynamique ne doit pas faire oublier la multitude de faits économiques et politiques variés qui l'ont influencée et qu'elle a influencés : grèves des transporteurs et autres sabotages, télécommunications très particulières de l'I.T.T. Company (les dollars qui n'étaient plus prêts au gouvernement chilien étaient facilement donnés à ses opposants, grévistes, journalistes et autres), et les multiples aspects de la lutte de classes chilienne avec ses composantes civiles et militaires. Toutefois, pour des marxistes, c'est la dynamique économique globale qui influence le reste, plus que l'inverse. Certes, on peut trouver le changement des rapports de production plus important que la production elle-même. Mais baisser le niveau de vie plus qu'il n'est nécessaire n'est certainement bon ni comme fin ni comme moyen. Et, malgré les contraintes énormes et multiples qui sont l'essence même d'une telle révolution légale et pacifique, une analyse économique plus perspicace aurait permis de faire mieux dans le temps, sur les trois plans de l'investissement, du budget et de la monnaie.

Ces remarques ne peuvent guère égarer l'œil du lecteur « fait pour sauver le pays du chaos économique ». Les situations et les politiques économiques précédant et suivant l'expérience de l'Unité populaire ont aussi, en des genres différents, été fort mauvaises : stagnation, chômage et inflation après, hyperinflation effrénée après. C'est, en un sens, moins grave, car ces régimes étaient moins originaux et moins intéressants que celui d'Allende. Le coup d'État a cependant évidemment eu une cause économique, mais c'était tout simplement la redistribution de la propriété. C'est pourquoi les couches populaires, bien que perdantes en niveau de vie, n'en ont pas été complices, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais ont-elles partout opposé aux putschistes toute la résistance possible, même si elles étaient démunies d'armes ? Ou fut la grève générale ?

Le putsch aurait-il pu réussir, aurait-il même été décliné, si la situation économique des trois années avait été presque aussi exaltante que celle de 1971 ? Si la réponse est : « Peut-être », les remarques précédentes devraient rendre un certain espoir à ceux qui avaient investi beaucoup de leur foi dans cette tentative. Tout en rappelant que le communisme des lois de l'économie est d'autant plus nécessaire qu'on veut davantage changer celle-ci.

En outre, diverses informations sont dues à M. Gonzalo Martinez, Carlos Rodriguez et Olivier Dahan, qui ont été témoins de la révolution-légalité chilienne.

(1) Les sources des chiffres cités sont les bulletins mensuels de la Banque centrale du Chili, les comptes nationaux du Chili, les remarques de discussion et de travail de l'ODEPLAN (bureau national de planification), les études du département d'économie de l'Université du Chili (Sede Occidental).

En outre, diverses informations sont dues à M. Gonzalo Martinez, Carlos Rodriguez et Olivier Dahan, qui ont été témoins de la révolution-légalité chilienne.

En outre, diverses informations sont dues à M. Gonzalo Martinez, Carlos Rodriguez et Olivier Dahan, qui ont été témoins de la révolution-légalité chilienne.

UN ACCORD INTERVIENT ENTRE SÉOUL ET TOKYO

Séoul (A.F.P.). — Un accord sur une normalisation des relations entre le Japon et la Corée du Sud, après la crise consécutive à la tentative d'assassinat le 15 août du président Park Chung Hee, est intervenu mercredi soir le 11 septembre au terme de négociations secrètes à Séoul.

L'accord entre le ministre des affaires étrangères de Corée du Sud, M. Ehn Dong Jo, et l'ambassadeur du Japon, M. Torao Ushiroku, résulte d'un compromis. Le Japon acceptant une responsabilité morale pour l'attentat projeté sur son roi et la Corée du Sud exigeant de Tokyo que des mesures de contrôle à l'encontre des éléments sud-coréens hostiles au régime du président Park soient prises.

(Publié)

L'O.U.R.S.
Chaque mois, un journal. Un cahier-revue. Des études par correspondance. Parution : 10 mois par an.

Au sommaire du cahier N° 51 de juillet 1974 :

● PÉRIODE RÉCURRENTE

● LE MANIFESTE COMMUNISTE DE 1848

Au sommaire du cahier N° 52 de septembre 1974 :

● L'AUTOGESTION

Abonnement 75 F par cahier bimestriel ou C.C.F. (3 volumes) à l'O.U.R.S., 26, rue de Lille, 75002 PARIS

سكوت الامم

Voici

LE COUP D'ÉTAT AU CHILI

Le « nouveau matin » des militaires

II. — Le modèle de société de la junte

De notre envoyé spécial JEAN-PIERRE CLERC

Dans un premier article (« Le Monde » du 12 septembre) notre envoyé spécial a montré comment, un an après la chute de l'Unité populaire, la répression se poursuivait au Chili. Il examinait aujourd'hui les grandes lignes du « modèle » politique du gouvernement du général Pinochet.

Santiago. — A très long terme, la junte chilienne rêve d'un pays guidé du « concept marxiste », et pesant d'un poids qu'elle souhaiterait lourd sur les affaires sud-américaines. Il n'en est pas à. Le moyen d'y parvenir, selon elle, est un mélange d'autoritarisme politique et de libéralisme économique.

Pour l'instant, c'est le modèle militaire qui prévaut. Cela signifie tout d'abord que partout a été imposé le principe de l'autorité unique et personnelle, n'ayant de compte à rendre qu'à l'autorité qui lui est immédiatement supérieure, et responsable de l'ensemble des actes de ses subordonnés. Une réforme administrative en cours, présentée au pays comme un acte de décentralisation, vise, en réalité, à rendre plus efficace le pouvoir central en le rapprochant de la base.

Ce principe vaut dans tous les secteurs. La junte a signifié leur congé à tous ces « conseils » qui annulèrent le pouvoir en retardant ses décisions. Elle a banni, dans tous les domaines, l'élection pour la remplacer par la nomination. Le système descend jusque dans les communes, où les anciens maires ont été soit expressément confirmés dans leurs fonctions soit remplacés d'urgence.

Une marque symbolique du refus de l'élection a été la destruction, le 6 juillet, de tous les registres électoraux existants, selon la junte, par les nombreuses falsifications intervenues du temps de l'Unité populaire. Encore aurait-il fallu apporter la preuve de ces falsifications. Or, la commission, mise en 1973 à cet effet, n'a jamais rendu

compte publiquement du résultat de ses travaux. Et n'aurait-il pas été moins coûteux d'apporter les rectifications qui s'imposaient que d'avoir un jour à refaire tous les registres ?

Le pouvoir des militaires s'exerce, bien entendu, d'abord au plus haut niveau. Mais il est présent partout dans les provinces et même dans certaines villes : ainsi à Santiago, c'est un colonel en retraite qui a été installé à l'hôtel de ville. Des militaires dirigent aussi les universités, les entreprises et les offices publics, ainsi que les entreprises qui avaient été placées, du temps de l'Unité populaire, dans le cadre de propriété sociale et qui sont actuellement en cours de dévolution à leurs anciens propriétaires. Pour occuper toutes ces places, les officiers d'active n'auraient pas suffi. Aussi a-t-on fait appel au ban et, à l'arrière-plan des officiers en retraite.

Un plan de travail de dix ans

Pour combien de temps ce système actuellement imposé par la junte doit-il théoriquement rester en vigueur ? Le général Leigh, chef d'état-major de l'armée de l'air, a récemment déclaré qu'aucune activité politique n'était imaginable au Chili avant deux années au moins.

Néanmoins, le général Pinochet a assuré, le 4 septembre, que les forces armées n'avaient pas l'intention de rester éternellement au pouvoir. « Cela trait à l'ensemble de tous les principes et de l'histoire du peuple chilien », a-t-il affirmé. Le chef de l'état a précisé : « Les forces armées resteront au pouvoir jusqu'à ce que soient achevées les tâches qui nous sont assignées dans le domaine de développement économique et social. » La veille, le secrétaire de presse de la junte, M. Federico Willoughby, avait indiqué que le gouvernement avait un plan de travail de dix années.

Militaire, le régime chilien est aussi dictatorial. Il réserve à la même entité — les forces armées — le pouvoir exécutif ; le pouvoir législatif (la junte gouverne par décrets-lois) ; le pouvoir constituant — deux modifications de l'actuelle Constitution, toujours théoriquement en vigueur, sont déjà intervenues, dont l'une permet de déplacer plus facilement les juges ; une partie importante du pouvoir judiciaire, et enfin le pouvoir de contrôle administratif, puisque la Contraloría (équivalent de notre Conseil d'Etat) n'exerce plus que son pouvoir de conseil de l'exécutif, au détriment de son droit de contrôle.

Militaire, dictatorial, le pouvoir chilien actuel est totalitaire puisqu'il ne reconnaît aucun des droits fondamentaux de la personne humaine, hormis celui de propriété.

pas immédiatement, et d'une manière « propre ». Cela signifie évidemment que la junte voudrait mettre à profit son temps de passage au pouvoir pour imposer à la société chilienne des changements irréversibles. Certains mesures prises depuis quelques mois, semblent indiquer ce que sera ce « nouveau matin », selon la terminologie souvent utilisée par les officiers chiliens.

La haine de la politique — cette « drogue », ce « virus », selon le général Leigh — a tout d'abord conduit les autorités militaires chiliennes à envisager la création de canaux d'expression autres que les partis, ces éternels éléments de division du peuple. Elles ont tout naturellement songé aux organisations familiales, aux organisations professionnelles — les « promos », collèges de professionnels — qui sont très puissants au Chili — et aux associations diverses : de quartiers, d'écoles, de parents d'élèves, et aux « centres maternels », très nombreux et très influents au Chili. Bref, la junte redécouvre le corporatisme de l'Italie mussolinienne.

Une commission spéciale devrait être créée dans toutes les municipalités, chargée de répertorier les associations et organismes divers, et de les épurer le cas échéant. Ainsi serait formé une sorte de Grand Conseil que le maître pourrait consulter sur les problèmes de sa compétence, et par lequel, en sens inverse, transiteraient les informations et les injonctions officielles.

Parallèlement à ce système fondé sur le voisinage, on a vu naître, en province, des « commandos multigrades », organismes regroupant des organisations professionnelles de commerçants, d'industriels, de transporteurs, etc.).

Les autorités ont d'autre part, clairement indiqué, le 1^{er} mai, qu'elles souhaitent remplacer la Centrale unique des travailleurs

(CUT) dissoute par une sorte de syndicat officiel.

Les autorités militaires chiliennes peuvent ainsi espérer jeter les bases d'une sorte de mouvement civil d'appui à la junte qui débouche sur un parti de masse. Elles peuvent aussi, par ce biais, récupérer en partie à leur profit ce goût qu'ont toujours manifesté les Chiliens pour les organisations politiques, syndicales, professionnelles, féminines et pour les associations aux objets les plus divers. L'infatigable *Mercurio* s'est fait l'écho de cette préoccupation au début de septembre, affirmant, dans un éditorial, qu'il fallait surtout éviter qu'un régime exclusivement militaire ne stagne peu à peu du reste de la nation, laissant ses adversaires remplir le vide. Aussi appelait-il à la création d'un « mouvement citoyen militaire », dont les grandes manifestations populaires du 11 septembre dans les principales villes du pays seraient le point de départ.

La politique de conditionnement de l'opinion est frappante. Ne mentionnons que pour mémoire la censure sur les publications, les films, les livres, les disques.

La junte se préoccupe surtout de l'avenir. Un gros effort d'organisation a été entrepris en direction de la jeunesse. Un secrétariat national a été créé, dirigé par un ancien responsable de la Fédération des étudiants de l'Université catholique, en vue de créer, dans tout le pays, des organisations de jeunesse et de les structurer d'une manière très hiérarchique.

Impressionnant est, d'autre part, l'effort de « normalisation » entrepris dans le domaine de l'éducation. C'est dans les universités que les purges ont été le plus spectaculaires. Elles sont menées par des « recteurs délégués », généraux ou amiraux en retraite pour la plupart. La répression physique — fusillades, tortures, déportations — n'a été qu'un prélude. Les autorités militaires ont

procédé, ces derniers mois, à des renvois massifs : 22.000 étudiants sur environ 180.000 ont été expulsés (pour « prosélytisme politique », atteinte à la « convivialité universitaire » etc.), ainsi que la quasi-totalité des enseignants considérés comme de gauche. Des départements entiers ont été fermés, notamment dans le domaine des sciences sociales, mais pas exclusivement. Les programmes ont été révisés, pour en éliminer les auteurs de gauche.

Un cours de « sécurité nationale », comportant notamment un enseignement théorique obligatoire en deux cycles (soixante heures la première année, trente-six heures la deuxième), est dispensé à tous les étudiants à partir du mois de septembre. Son but est de « renforcer la conscience politique et morale de la nation ».

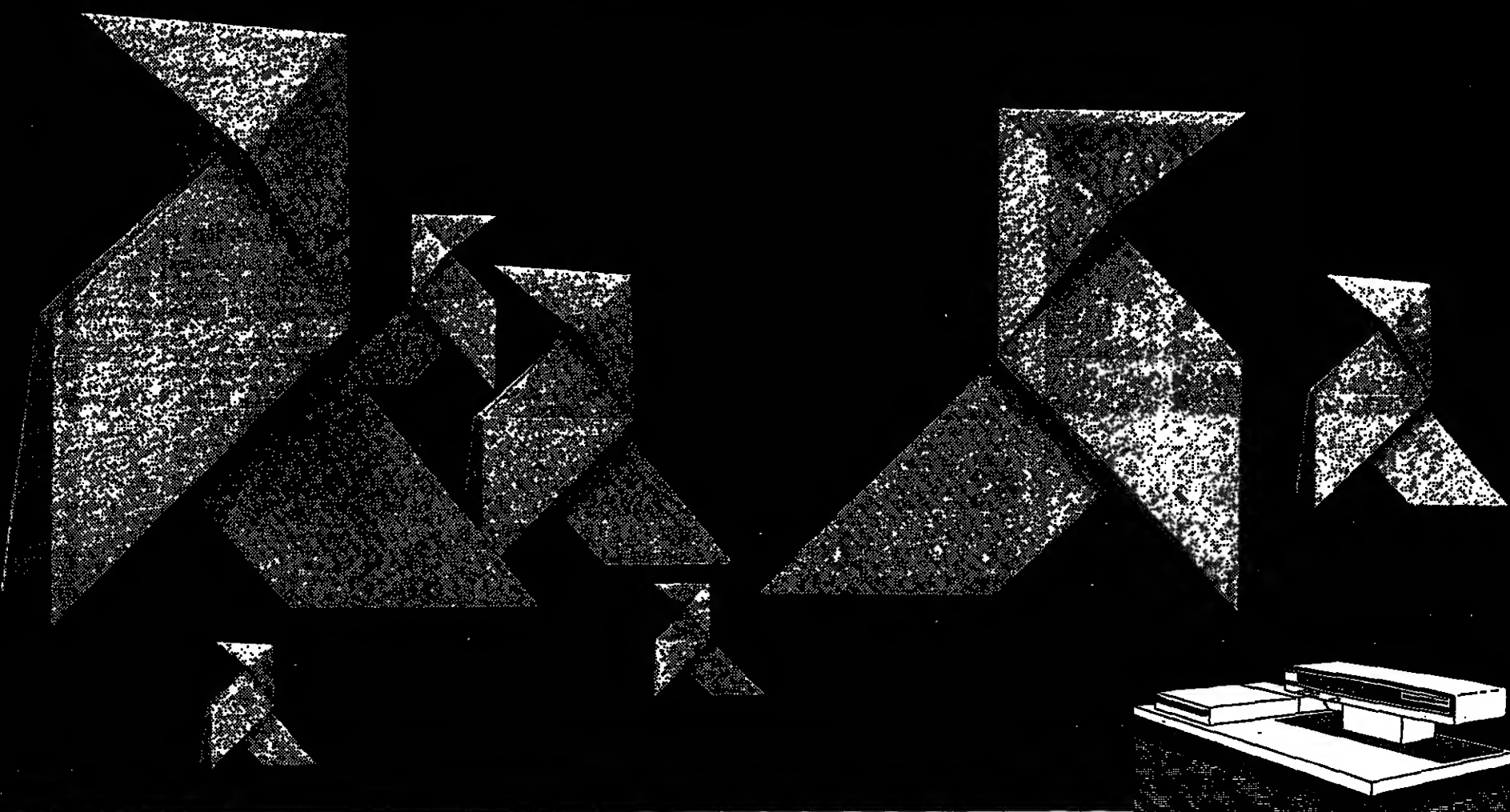
Dans les écoles élémentaires et les établissements secondaires, les concepts de sécurité nationale seront inculqués « à travers le programme et les activités parascolaires ».

De nombreux établissements secondaires ont été dotés d'interventores, chargés d'en contrôler la bonne marche. Tous les établissements du Grand Santiago ont été administrativement rattachés à une école militaire. Des officiers doivent y veiller, en particulier, à ce que les enseignants se consacrent exclusivement à leurs tâches professionnelles. Le commandant des instituts militaires, quant à lui, a mission d'instruire toutes les « dénonciations étayées de preuves » faites à l'encontre des enseignants, des élèves ou de leurs parents. La simple « teneur » apportée par un directeur à rendre compte de tels actes à l'autorité militaire sera, précèdent les instructions, considérée comme une faute.

Prochain article :

UN BILAN ÉCONOMIQUE NUANCÉ

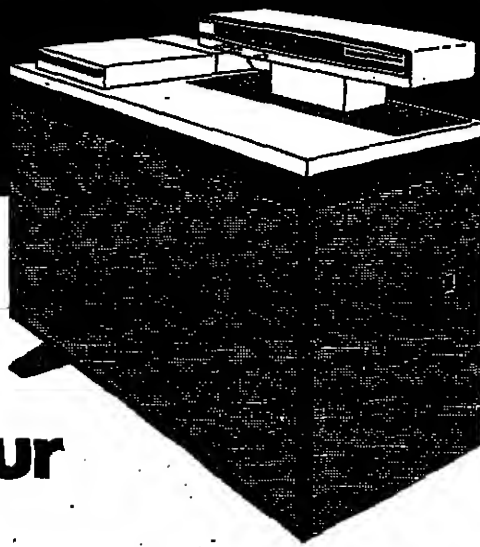
42 formats différents sur papier ordinaire.



Des copies en 42 formats différents. 67 copies à la minute. Des copies sur papier ordinaire. Pas de doute, cette année le progrès en photocopie vient de chez Smith-Corona Marchant. Ce progrès s'appelle le 6742. C'est bien sûr un progrès dans l'efficacité, c'est aussi un progrès dans la fiabilité. En effet sur le 6742 un mini-ordinateur interdit toute erreur de manipulation et contrôle la bonne marche des opérations.

Plus de mise "hors service" intempestive. D'ores et déjà avec le 6742 d'un côté, et de l'autre sa gamme de photocopieurs électrostatiques Smith-Corona Marchant présente le meilleur dans chaque technique. Venez juger sur pièce au SICOB (Stand 4 E 4500 niveau IV) Smith-Corona Marchant 86, avenue de la République - 94700 Maisons-Alfort

Voici le 6742, le nouveau photocopieur Smith-Corona Marchant.



صلى الله عليه وسلم

POLITIQUE

ARMÉE

TROIS MINISTRES ET QUATRE SECRÉTAIRES D'ÉTAT AUX JOURNÉES PARLEMENTAIRES DES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS.

Trois ministres et quatre secrétaires d'Etat participent aux journées parlementaires qu'organise le groupe républicain indépendant de l'Assemblée nationale, à Tallahassee (Floride), les 17 et 18 septembre.

M. Michel Poniatowski, ministre de l'Industrie et de la Recherche, traitera de la situation en matière d'énergie.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'Industrie et de la Recherche, traitera de la situation en matière d'énergie.

An cours de leurs interventions, les secrétaires d'Etat aborderont les sujets suivants : M. Gérard Durray (tourisme), le tourisme social ; M. Jean-Pierre Solson (universités), « Quelle formation doit donner les universités pour préparer la France de demain ? » ; M. Bernard Desmarest (affaires étrangères), la politique de la France ; l'écart de l'Europe ; M. Paul Dujon (travaux publics), les problèmes de l'immigration.

Seront également évoqués « l'économie et la liberté des citoyens », au cours d'un débat auquel participera notamment M. Maurice Allier, député à l'Assemblée nationale, et M. Jean-Pierre Solson, secrétaire d'Etat à l'Industrie, dont traitera notamment Jean Boissonnat, rédacteur en chef du mensuel économique l'Expansion.

EN BREF...

Le bureau exécutif du F.U.D.R. se réunira le jeudi 19 septembre pour préparer le comité central prévu les 5 et 6 octobre, tirer les conclusions de la Journée de Tallahassee (10 septembre) et étudier les propositions sur l'évolution du mouvement républicain.

L'Union des anciens députés gaullistes, réunie mercredi 11 septembre, à l'Assemblée nationale, sous la présidence de M. Raymond Triboulet, ancien ministre, « exprime sa conviction que dans les graves difficultés des mois à venir, l'union des gaullistes, et les principes d'action du général de Gaulle ne seront plus nécessaires ».

L'Union fait appel à tous ceux qui veulent répondre à la vocation du gaullisme qui est de rassembler et elle ajoute : « Ce rassemblement, dépassant les frontières, entre gaullistes, doit inspirer tous les Français soucieux de l'intérêt national ».

M. Jean-Paul Lagarrigue sera le candidat du Front national à l'élection législative partielle dans la deuxième circonscription de l'Ardèche.

Le bureau régional d'études et d'informations socialistes (BREIS), qui regroupe les cinq fédérations locales du parti socialiste estime :

« L'appel à la confiance dans le destin de l'économie française apparaît dérisoire quand on constate en Bretagne la multiplicité des faillites, des fermetures d'entreprises, des réductions d'effectifs. Avec un budget 1975 comportant une réduction massive d'investissements, les retards dans l'exécution du Vre Plan, plus marqués en Bretagne qu'ailleurs, ne risquent pas d'être comblés. Mais alors que le président de la République appelle à lutter contre les capitalistes, il laisse l'armée étendre ses emprises sur la Bretagne. Le changement véritable serait celui des structures économiques que propose la gauche saine et qui entendent le restituer. »

Enfin, dans l'article consacré au congrès du Centre d'Action de France (du 11 septembre), il fallait lire que la minorité favorable à M. Zeller est notamment « menée par des responsables du P.S. » et non qu'elle a été nommée par eux, comme nous l'avons écrit à la suite d'une erreur de transmission.

Après le congrès des maires de France

M. BOEGLIN (P.S.) ESTIME QUE LES ÉLUS SOCIALISTES N'ONT PAS RESPECTÉ L'UNION DE LA GAUCHE

M. Edouard Boeglin, premier secrétaire de la Fédération socialiste du Haut-Rhin, responsable de la tendance la Bataille socialiste au sein du comité directeur du P.S., s'est étonné, dans un article publié par le Moniteur Républicain, organe de la Fédération, que les maires socialistes aient, acceptés en juin dernier d'être M. Alain Poirer, président de l'Association des maires de France. Jugant cette attitude contraire à la stratégie d'union de la gauche, M. Boeglin réclame l'annulation de cette décision par le comité directeur du P.S. qui doit siéger samedi 14 septembre.

Le cinquième congrès des maires de France, prévu à Tallahassee, a été placé devant la démission de M. de Tigny du P.S., qui, pour raison de santé, ne souhaitait pas conserver son mandat de président de l'Association.

Contrairement aux autres mouvements d'élus, l'Association des maires de France n'est pas de distinction politique, mais se veut une association de maires, et cherche à se limiter à la défense des intérêts des élus, soit à des prestations techniques. Elle est donc d'une nature différente des autres associations d'élus, constituées en fait par un parti politique, ou même du Mouvement national des élus locaux, qui réunit les communistes.

Pour éviter la démission de l'Association, un accord était intervenu au mois de juin pour que le successeur de M. de Tigny du P.S. soit un élu d'une autre tendance politique, en remplacement du général Robert Louvet, qui a atteint la limite d'âge de son grade.

Dans les milieux généraux, bien informés, on s'accorde à penser que le général Thibaut pourait, ultérieurement, être amené à succéder au général d'armée aérienne François Maurin, actuel chef d'état-major des armées, qui, en décembre 1974, aura atteint la limite d'âge de son grade ; soit au général de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de terre, qui devrait quitter ses fonctions en juillet 1975, date à laquelle il atteindra la limite d'âge de son grade.

Le 21 janvier 1975, le général d'armée Michel Thibaut, 62 ans, a servi dans l'infanterie, en Allemagne, en Indochine, puis en Algérie, avant de commander en 1968 la 2^e brigade alpine à Grenoble. En 1968, il devient chef de cabinet du général Canali, chef d'état-major de l'armée de terre. Commandant l'Ecole supérieure de guerre et de troupes, il est promu chef d'état-major de l'armée de terre, en 1972. Il est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée.

Le conseil des ministres a approuvé la réintégration, sur sa demande, au Conseil d'Etat de M. Pierre Laurent, conseiller d'Etat. Il est remplacé, comme directeur général des relations culturelles au ministère des affaires étrangères, par M. Jean Laloy, ministre plénipotentiaire hors classe.

En 1972, licencié des lettres, diplômé des sciences politiques et de l'école des langues orientales, M. Laloy, après avoir été attaché de presse à Tallahassee, a été nommé à la commission d'Armées en 1947. Remplacé au cabinet du général de Gaulle, devenu conseiller supérieur à la présidence de la République, il est nommé ministre de la Résistance et du G.P.R.F. Il est relevé par Vichy en janvier 1944.

Après la guerre, il occupe différents postes à l'administration centrale avant de devenir, en 1955, ministre-conseiller à Moscou. En 1956, chargé des affaires d'Europe, il devient en 1961 directeur adjoint des affaires politiques, et se voit confier la direction du gouvernement.

Il est directeur des archives du Général de Gaulle depuis 1968. Spécialiste des affaires soviétiques, « érudit », connoisseur, professeur à l'E.N.A. et à l'Institut d'études politiques, M. Laloy est notamment l'auteur d'un livre sur la guerre froide, « Entre guerres et paix », et d'un « Socialisme de l'Europe ». Il avait servi d'interprète au général de Gaulle lors des entretiens de l'été 1964 avec Staline en 1964.

INCIDENTS AU 22^e BATAILLON DE CHASSEURS ALPINS A NICE

Selon le témoignage de plusieurs appelés du contingent, la caserne Saint-Jean d'Angély, à Nice, où est stationné le 22^e bataillon de chasseurs alpins, a été le théâtre d'incidents, dans la matinée du mercredi 11 septembre, qui ont abouti à l'arrestation d'un soldat de deuxième classe, M. Jean Fournel, professeur de mathématiques, originaire de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire).

M. Jean Fournel, pour protester contre l'arrestation de l'un de ses camarades, soupçonné d'être un animateur local du mouvement des cent, a tenté d'organiser parmi ses camarades, rassemblés pour le lever des couleurs, une manifestation de solidarité en faveur du prisonnier. Ce n'est qu'après plusieurs commandements que les couleurs purent être levées, dans la brouille générale. D'après les témoins, M. Jean Fournel aurait été appréhendé deux heures plus tard par quatre gendarmes.

Cent quarante soldats, sur six cents, qui occupent la caserne Saint-Jean d'Angély, auraient déjà signé l'appel des cent.

Le général d'armée Michel THENOZ EST NOMMÉ GOUVERNEUR MILITAIRE DE LYON

Le général d'armée Michel THENOZ, ancien chef de l'état-major particulier de Georges Pompidou, a été nommé par le conseil des ministres du mercredi 11 septembre gouverneur militaire de Lyon, général commandant la cinquième région militaire, en remplacement du général Robert Louvet, qui a atteint la limite d'âge de son grade.

Dans les milieux généraux, bien informés, on s'accorde à penser que le général Thibaut pourait, ultérieurement, être amené à succéder au général d'armée aérienne François Maurin, actuel chef d'état-major des armées, qui, en décembre 1974, aura atteint la limite d'âge de son grade ; soit au général de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de terre, qui devrait quitter ses fonctions en juillet 1975, date à laquelle il atteindra la limite d'âge de son grade.

Le 21 janvier 1975, le général d'armée Michel Thibaut, 62 ans, a servi dans l'infanterie, en Allemagne, en Indochine, puis en Algérie, avant de commander en 1968 la 2^e brigade alpine à Grenoble. En 1968, il devient chef de cabinet du général Canali, chef d'état-major de l'armée de terre. Commandant l'Ecole supérieure de guerre et de troupes, il est promu chef d'état-major de l'armée de terre, en 1972. Il est élevé au rang et à l'appellation de général d'armée.

Le conseil des ministres a approuvé la réintégration, sur sa demande, au Conseil d'Etat de M. Pierre Laurent, conseiller d'Etat. Il est remplacé, comme directeur général des relations culturelles au ministère des affaires étrangères, par M. Jean Laloy, ministre plénipotentiaire hors classe.

En 1972, licencié des lettres, diplômé des sciences politiques et de l'école des langues orientales, M. Laloy, après avoir été attaché de presse à Tallahassee, a été nommé à la commission d'Armées en 1947. Remplacé au cabinet du général de Gaulle, devenu conseiller supérieur à la présidence de la République, il est nommé ministre de la Résistance et du G.P.R.F. Il est relevé par Vichy en janvier 1944.

Après la guerre, il occupe différents postes à l'administration centrale avant de devenir, en 1955, ministre-conseiller à Moscou. En 1956, chargé des affaires d'Europe, il devient en 1961 directeur adjoint des affaires politiques, et se voit confier la direction du gouvernement.

Il est directeur des archives du Général de Gaulle depuis 1968. Spécialiste des affaires soviétiques, « érudit », connoisseur, professeur à l'E.N.A. et à l'Institut d'études politiques, M. Laloy est notamment l'auteur d'un livre sur la guerre froide, « Entre guerres et paix », et d'un « Socialisme de l'Europe ». Il avait servi d'interprète au général de Gaulle lors des entretiens de l'été 1964 avec Staline en 1964.

Après la manifestation des appelés à Draguignan Des sanctions individuelles seront prises contre les meneurs

Après la manifestation, mardi 10 septembre, de deux cents appelés — parmi lesquels se trouvaient une trentaine d'Antillais — du 19^e régiment d'artillerie de Draguignan, les autorités militaires envisagent de prendre des sanctions individuelles contre les « manifestants professionnels » et les meneurs, qu'une enquête en cours tente d'identifier. Aucune mesure collective n'est donc à prévoir. La troupe n'a pas été consignée.

A l'état-major du 19^e R.A., si l'on se garde de minimiser l'incident, on se plaît à souligner que l'antagonisme hiérarchique n'a pas été directement contesté.

De notre correspondant Draguignan. — Selon le commandement militaire de Draguignan, la manifestation, mardi 10 septembre, dans les rues de la ville de deux cents appelés du 19^e R.A., est « un incident extrêmement grave, d'autant que cette manifestation intervient au moment où la réforme préconisée par le ministre doit être mise en place. Les officiers, pour leur part, reconnaissent le bien-fondé de certaines revendications des soldats, mais le commandement ne peut admettre que des militaires en tenue protestent en public ».

On pense, dans les milieux autorisés, que cette sortie en masse des militaires à travers les rues de Draguignan, qui doit accueillir du 19^e R.A. militaire de Châlons-sur-Marne, a été préparée en secret par des meneurs que la sécurité militaire tente d'identifier.

Dans la presse parisienne

Deux quotidiens parisiens du mardi 10 septembre ont consacré une page, ce jeudi 12 septembre, aux manifestations de soldats de Draguignan et de Nice : l'Aurore et le Parisien libéré. Ils expriment, chacun à leur manière, leur inquiétude devant ce nouvel acte de désobéissance, et si elle accorde une moindre place à l'événement, se montre aussi beaucoup plus favorable aux manifestants, à l'image de la Fédération communiste du Var. Le Figaro traite plus sobrement l'événement. Il se contente d'un article sans commentaire, en page intérieure. Le Quotidien de Paris, assez courtoisement, passe l'événement sous silence.

Fidèle à ses tendances à l'antagonisme, le Parisien libéré n'hésite pas à titrer : « Après la libération des prisons, de la rue, des bals, de la sexualité, ORIENT-LEVA LA CLASSE ? » et il publie une photo des manifestants accompagnée de la légende suivante : « C'est le spectacle offert hier aux habitants de Draguignan stupéfaits par deux cents jeunes soldats, dont de nombreux antillais. Bidasse avait de la tenue à côté de ces militaires au point que, dans beaucoup de cas, on ne les reconnaissait pas. Comment-ils que la contribution leur offre des domestiques ? »

Cela passait l'imagination de beaucoup de spectateurs. Pour avoir mis le doigt dans l'engrenage de la réforme, en ce domaine, il n'y a rien de plus simple que de sombrer dans la farce. L'immense majorité des appelés sait, heureusement, que le soldat n'est pas un être à part, qu'il est un homme, et que la réforme de la défense nationale est une réforme de la société.

Dans l'Aurore, Dominique Pado se demande, dans un éditorial, si le temps n'est pas venu d'une « pause » dans le changement : « Alors, que se passe-t-il ? » et il conclut : « L'armée, qui est un autre domaine — que toute

Des sanctions individuelles seront prises contre les meneurs

M. Jacques Soufflet, ministre de la défense, a pour sa part déclaré : « Je ne nie pas la gravité de ces agissements, mais il ne faut pas dramatiser. (...) L'armée a les moyens de se défendre, et elle se défendra. »

Après le comité de défense des appelés, qui, dès mercredi, invitait « tous les antimilitaristes à se mobiliser pour populariser plus que jamais les luttes contre l'armée », les fédérations du parti socialiste, du parti communiste et du P.S.U. du Var, ainsi que diverses organisations d'extrême gauche, ont affirmé leur solidarité avec les appelés du 19^e R.A. de Draguignan.

De notre correspondant Draguignan. — Selon le commandement militaire de Draguignan, la manifestation, mardi 10 septembre, dans les rues de la ville de deux cents appelés du 19^e R.A., est « un incident extrêmement grave, d'autant que cette manifestation intervient au moment où la réforme préconisée par le ministre doit être mise en place. Les officiers, pour leur part, reconnaissent le bien-fondé de certaines revendications des soldats, mais le commandement ne peut admettre que des militaires en tenue protestent en public ».

Dans la presse parisienne

Deux quotidiens parisiens du mardi 10 septembre ont consacré une page, ce jeudi 12 septembre, aux manifestations de soldats de Draguignan et de Nice : l'Aurore et le Parisien libéré. Ils expriment, chacun à leur manière, leur inquiétude devant ce nouvel acte de désobéissance, et si elle accorde une moindre place à l'événement, se montre aussi beaucoup plus favorable aux manifestants, à l'image de la Fédération communiste du Var. Le Figaro traite plus sobrement l'événement. Il se contente d'un article sans commentaire, en page intérieure. Le Quotidien de Paris, assez courtoisement, passe l'événement sous silence.

Fidèle à ses tendances à l'antagonisme, le Parisien libéré n'hésite pas à titrer : « Après la libération des prisons, de la rue, des bals, de la sexualité, ORIENT-LEVA LA CLASSE ? » et il publie une photo des manifestants accompagnée de la légende suivante : « C'est le spectacle offert hier aux habitants de Draguignan stupéfaits par deux cents jeunes soldats, dont de nombreux antillais. Bidasse avait de la tenue à côté de ces militaires au point que, dans beaucoup de cas, on ne les reconnaissait pas. Comment-ils que la contribution leur offre des domestiques ? »

Cela passait l'imagination de beaucoup de spectateurs. Pour avoir mis le doigt dans l'engrenage de la réforme, en ce domaine, il n'y a rien de plus simple que de sombrer dans la farce. L'immense majorité des appelés sait, heureusement, que le soldat n'est pas un être à part, qu'il est un homme, et que la réforme de la défense nationale est une réforme de la société.

Dans l'Aurore, Dominique Pado se demande, dans un éditorial, si le temps n'est pas venu d'une « pause » dans le changement : « Alors, que se passe-t-il ? » et il conclut : « L'armée, qui est un autre domaine — que toute

Les réactions

M. JACQUES SOUFFLET, ministre de la défense, a estimé que la manifestation de Draguignan était « parfaitement inutile » et qu'elle ne remettait pas en cause la réforme engagée. A l'issue de la visite qu'il a effectuée mercredi après-midi à l'école d'application de l'infanterie de Montpellier, en compagnie du général de Boissieu, chef d'état-major de l'armée de terre, M. Soufflet a déclaré : « Je ne nie pas la gravité de ces agissements, mais il ne faut pas dramatiser. (...) L'armée a les moyens de se défendre, et elle se défendra. »

Après la manifestation de Draguignan, M. Soufflet avait indiqué : « C'est un événement important et assez grave. Et il y avait encore des mouvements de cette nature, bien sûr, les réformes seraient bloquées. Mais j'ai fait confiance que cela ne se développerait pas. Ces manifestations sont d'ailleurs parfaitement inutiles. Quand on annonce des réformes, on prend les moyens de les faire. Mais j'ai bien dit que l'on n'aurait pas d'entrée de jeu tous les moyens de les appliquer. Des « exceptions » sont prises lorsqu'on connaît les « coupables ». S'il y en a », a ajouté le ministre. « Ce sont des problèmes, a-t-il conclu, qu'il faut traiter avec beaucoup d'indulgence et de fermeté. »

Les fédérations du parti socialiste, du parti communiste et du P.S.U. du Var, les unions locales de la C.F.D.T. et de l'U.G.O., ainsi que diverses organisations d'extrême gauche, dont le Front communiste révolutionnaire et la Révolution, affirment dans un communiqué commun « leur solidarité avec les appelés du 19^e régiment d'artillerie de Draguignan, leur soutien aux revendications exprimées dans l'appel des cent » et leur refus du racisme dont sont victimes les appelés antillais.

LE GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE (section antillaise de la IV^e Internationale) déclare que, pour la première fois, des militaires antillais ont signé l'appel des cent. Ils ont ainsi affirmé leur opposition aux principes racistes en usage dans l'armée française et au mépris dont ils sont l'objet de la part des gradés.

L'ASSOCIATION INFORMATION POUR LES DROITS DU SOLDAT estime que, « non seulement les prétendus dix mesures pour libérer le service militaire ne sont, à peu de chose près, que du vent, mais qu'elles ne trouvent même pas un début d'application. (...) La hiérarchie réactionnaire sabote les velléités « libérales » de son propre ministre. »

L'extraordinaire manifestation des soldats du 19^e régiment d'artillerie de Draguignan sonne comme un sérieux avertissement au pouvoir. Mais il ne comprend pas la situation.

Renault 12: 6 modèles 1975

déjà chez votre concessionnaire venez les essayer ou écrivez à :

RENAULT INFORMATIONS
B.P. 142
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT

Renault 16: 4 modèles 1975

déjà chez votre concessionnaire venez les essayer ou écrivez à :

RENAULT INFORMATIONS
B.P. 142
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT

Moscou?

Austrian Airlines
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 266-34-66

ÉDUCATION

MENACES DE GRÈVE DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE

La FEN et la C.F.D.T. mobilisent leurs adhérents contre le chômage des auxiliaires

A quelques jours de la rentrée scolaire, plusieurs syndicats d'enseignants affiliés à la Fédération de l'éducation nationale (FEN) et à la C.F.D.T. ont annoncé leur intention de faire grève au cours des prochaines semaines. Certains ont déjà déposé un préavis pour le jour de la rentrée. Le « détonateur » du mécontentement syndical est l'épineuse question des enseignants non titulaires, qui s'est aggravée cette année.

Les années précédentes déjà, des maîtres auxiliaires du second degré, enseignant souvent depuis plusieurs années, n'avaient pu obtenir de poste. Cette fois, l'absence de création de postes au « collectif » budgétaire de fin d'année, la réduction de moitié des créations en 1975 donnent au problème une acuité nouvelle. Le

ministre et certains recteurs d'académie continuent à déclarer que, comme auparavant, le plus grand nombre de ces maîtres pourrout prochainement retrouver un poste. Les syndicats contestent ce point de vue, faisant état de plusieurs milliers de chômeurs pour le seul second degré.

Dans l'enseignement primaire, la création de deux mille postes budgétaires supplémentaires à la rentrée ne suffit pas à « éponger » — tant s'en faut — la masse des instituteurs qui remplissent les conditions de leur titularisation.

Les organisations syndicales font à juste titre remarquer que cette question concerne un nombre bien plus important de chômeurs

que le « France » ou l'affaire Lip. Il s'agit, selon le SGEN-C.F.D.T., de « la plus grande crise de l'emploi jamais connue dans l'enseignement ». Ce sont au reste les syndicats traditionnellement « modérés » de l'enseignement (les instituteurs et les professeurs de C.E.T. affiliés à la FEN) qui ont donné le signal de l'action.

Interrogé sur ces mouvements au micro de Radio-Montecarlo, M. René Haby, ministre de l'éducation, a notamment déclaré : « Je ne pense pas que la rentrée soit plus difficile que les autres. Malheureusement, le public commence à être habitué à ce fracas de bouillottes et de sabres des syndicats avant la rentrée. C'est un peu dommage. Je ne crois pas que l'arme de la grève soit adaptée aux circonstances actuelles. »

● INSTITUTEURS : des arrêts de travail en octobre

« Le 10 octobre, le syndicat national des instituteurs entrera en grève », a M. André Collin, secrétaire général du SNI, a voulu, au cours d'une conférence de presse le mercredi 11 septembre, montrer la détermination de son organisation : le conseil national du syndicat a décidé — fait rare — de lancer une série de grèves au cours de la première quinzaine d'octobre, pour protester notamment contre la situation de nombreux jeunes instituteurs à la rentrée. La décision a été prise à l'unanimité, moins deux voix contre et deux abstentions, les opposants réclamant une action encore plus énergique.

En effet, selon le SNI, malgré les postes créés par le ministère (le Monde du 5 septembre) 13 500 instituteurs remplissant les conditions pour être « stagiaires » (dernière étape avant la titularisation), c'est-à-dire ayant trois années d'exercice et possédant le certificat d'aptitude professionnelle, ne pourront obtenir le poste auquel ils ont droit en principe. 5 200 d'entre eux auront

une classe en permanence, mais les autres ne se verront offrir que des remplacements de maîtres absents ou en congé. Selon le syndicat, la situation est particulièrement critique dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, des Ardennes, du Cantal, où les sections locales du SNI envisagent des actions particulièrement « dures ». Même dans la région parisienne, où traditionnellement on manquait d'instituteurs, il ne sera pas possible de donner un poste à tous les « stagiaires ».

Le SNI réclame, d'autre part, une amélioration des traitements des instituteurs débutants, conformément à la décision de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) de demander en priorité une amélioration des bas salaires. Il juge enfin nécessaire de créer des postes supplémentaires pour améliorer les conditions de travail des instituteurs d'écoles maternelles, des instituteurs spécialisés de l'enseignement handicapés et des directeurs d'école.

L'offensive « décidée par le syndicat commença dès la rentrée par des manifestations locales et des démarches auprès des autorités. Souhaitant une action commune d'envergure des syndicats d'enseignants — et même

● SGEN-C.F.D.T. : « une crise de l'emploi sans précédent »

« Une rentrée d'attente... qui revêt un aspect critique... » « Une rentrée sous le règne du provisoire qui dure... » Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN), affilié à la C.F.D.T., ne partage pas l'optimisme du ministre de l'éducation. Au cours d'une conférence de presse, réunie le mercredi 11 septembre, le SGEN a particulièrement insisté sur la crise de l'emploi « sans précédent » dont souffrirait l'éducation nationale : « la plus grosse crise de l'emploi de la rentrée, dix mille licenciements, trois fois la France », a notamment déclaré M. François Garrigue, secrétaire général.

Le SGEN affirme que plusieurs milliers de maîtres auxiliaires du second degré — plus d'un quart

des associations de parents d'élèves lors de la préparation du budget 1975 et de l'élaboration de la réforme de l'enseignement, — le SNI va proposer aux autres syndicats de la FEN d'organiser des grèves communes.

des effectifs — n'avaient pas retrouvé de poste à la date du 8 septembre, les académies les plus touchées étant celles de Bordeaux, Poitiers, Orléans, Rennes et Nantes. Le SGEN assure que dans certaines disciplines la proportion des chômeurs atteint 50 % et que parmi ceux qui ont été repris, la moitié n'a qu'un demi-poste.

Le gouvernement, estime le SGEN, cherche avant tout à faire des économies, alors que le ralentissement de la vague démographique aurait pu permettre d'améliorer le taux d'encadrement des élèves. Le SGEN conteste à ce sujet les statistiques du ministère de l'éducation, qui indiquent que la moyenne des effectifs par classe était de 23,5 % pour

la France entière en 1972-1973. Le ministère, estime le syndicat, compte indûment dans ses statistiques les écoles à classe unique — ce sont les écoles rurales ou de montagne à faible effectif qui représentent 8,5 % du total — et les cours préparatoires, limités à vingt-cinq élèves. La réduction des effectifs des classes permettrait, par création de postes, la titularisation de personnels auxiliaires.

Dans un premier temps, le SGEN voudrait obtenir au moins la titularisation des onze mille sept cents maîtres auxiliaires — chiffre officiel, selon lui — retenus dans les rectorsats pour une délégation ministérielle d'adjoint d'enseignement. Ces auxiliaires ont au moins quatre ans d'enseignement et possèdent une licence. Rappelons que sept cent cinquante seulement d'entre eux ont été finalement retenus et titularisés.

Malgré l'insécurité de l'emploi, fait

nouveau, commence aussi à toucher les titulaires. Plus de six cents cartées, assure le SGEN, ne sont pas nommées à des postes fixes, mais mis à la disposition des recteurs qui les nomment à la place d'auxiliaires. Ils deviendraient ainsi des « titulaires mobiles ».

Le SGEN a déposé un préavis de grève nationale, à partir du vendredi 13 septembre, jour de la pré-rentrée, pour une durée non limitée, et qui couvre toutes les actions que les sections locales décideraient. Le bureau national du SGEN propose à ses sections des modalités d'action telles que le refus collectif des heures supplémentaires, la limitation des inscriptions à l'initiative des personnels dans les écoles maternelles ou des grèves dans les établissements où des auxiliaires précédemment en fonction n'auraient pas retrouvé d'emploi.

● C.E.T. : une grève pour la rentrée prévue par le Syndicat autonome

Le Syndicat national de l'enseignement technique et de l'apprentissage autonome (SNETA-A-FEN) a remis un préavis de grève au ministre de l'éducation, pour les deux premiers jours de la rentrée (lundi 16 et mardi 17 septembre), dans les collèges d'enseignement technique. L'insuffisance des créations de postes, la réduction de l'effectif et l'augmentation du taux d'encadrement sont, comme dans l'enseignement général, la cause du mécontentement des enseignants.

Le SNETA-A affirme que, sur les mille quatre cents postes, dont la création à la rentrée était prévue au budget, pour les C.E.T., mille seulement ont été créés. Le ministre de l'éducation

nationale — de créer, grâce au collectif budgétaire, cinq cents postes supplémentaires pour améliorer les conditions de travail, n'a pas été suivi d'effet.

Tout en faisant la même analyse de la situation, les syndicats C.G.T., SGEN-C.F.D.T. et F.O. de l'enseignement technique refusent de s'associer à la grève décidée par le SNETA-A. Dans un communiqué, ces trois syndicats déclarent que « le SNETA-A engage ses adhérents dans une grève hâtive de quarante-huit heures par une décision unilatérale ». Toutefois, les trois syndicats appellent le personnel à se préparer à des actions, y compris la grève, dont ils fixeront prochainement les dates et les modalités, si la négociation qu'ils réclament ne s'ouvre pas dans la semaine à venir.

● SNES : des manifestations publiques

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN), qui a réuni un conseil national samedi 11 septembre, a décidé d'entreprendre une série d'actions à partir de la rentrée. Les adhérents du SNES ont été invités « à établir et à populariser le bilan de la situation et des besoins à la rentrée, à organiser dans les départements et les académies des délégations auprès des autorités administratives et des élus ainsi que des manifestations publiques, à coordonner ces actions avec les autres syndicats, les parents d'élèves et les organisations démocratiques ».

Dans un second temps, le SNES envisage « des arrêts de travail » en liaison avec les actions des autres syndicats de la FEN. Le SNES déclare, en outre, qu'il

recherchera « la définition des objectifs et des modalités d'une action nationale de grande envergure » avec les autres organisations.

Les revendications prioritaires du SNES portent sur la création de postes d'enseignants « permettant l'amélioration des conditions d'enseignement et le réemploi des maîtres auxiliaires », le rejet de « tout projet dépréciationniste et méprisard de la réforme, toute aggravation des conditions d'enseignement et de la situation des maîtres », et sur « la mise en œuvre d'une réforme des carrières de la catégorie A comprenant le relèvement immédiat des traitements de début de carrière et une revalorisation substantielle de l'ensemble de ces carrières ».

aux galeries lafayette,
jusqu'à

150%
d'escompte sur tous
les articles*
achetés avant le 3 octobre

Nous vous remboursons :

4 % si vos achats atteignent 350 F (ex. : total de vos achats 360 F - 345,60 F)
6 % si vos achats atteignent 650 F (ex. : total de vos achats 660 F - 620,40 F)
8 % si vos achats atteignent 1 000 F (ex. : total de vos achats 1 050 F - 966 F)
12 % si vos achats atteignent 1 500 F (ex. : total de vos achats 1 560 F - 1 364 F)
15 % si vos achats atteignent 2 500 F (ex. : total de vos achats 2 600 F - 2 210 F)

Gardez vos tickets de caisse du 7 septembre au 2 octobre, l'escompte vous sera remboursé jusqu'au 19 octobre (à l'exception des 3, 4, 5 octobre).

En plus, nous nous associons à l'opération Frein sur les prix : 5 % d'escompte supplémentaire sur tous les articles Rentrée des classes.

*Sauf ceux marqués d'un point rouge.



galeries lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE ÉPINE

Bucarest?

AUSTRIAN AIRLINES
Les horaires les plus pratiques en Europe et vers le Proche-Orient

Austrian Airlines 12, rue Anber, Paris - Téléphone 144 12 11

I.N.I.G. INSTITUT NATIONAL D'INFORMATIQUE DE GESTION

Établissement privé d'enseignement supérieur créé par I.N.I.G.

propose aux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur désireux de valider leurs connaissances dans les carrières offertes par l'informatique appliquée à la gestion :

Une formation de DURÉE UN AN (dont stage rémunéré de 3 MOIS) organisée avec le concours de praticiens, s'appuyant sur l'expérience pédagogique de l'I.N.I.G.

Des débouchés aux postes d'ANALYSTES de SYSTÈMES de GESTION dans les entreprises, s'appuyant chaque année à l'I.N.I.G. des cadres de ce secteur.

L'I.N.I.G. dispense cette formation à :

I.N.I.G. - PARIS 13, avenue de Villiers, 75017 PARIS - Tél. : 243 34 14

I.N.I.G. - 187, rue de Valenciennes, 59500 LAULY-EN-MAY - Tél. : 243 34 14

I.N.I.G. - 1, rue de la République, 92000 NANTERRE - Tél. : 243 34 14

صكا من الامل

ÉDUCATION

A l'issue des Journées d'études sur l'aide aux étudiants

M. Jean-Pierre Soisson annonce un relèvement de 504 F des bourses d'enseignement supérieur

Du 9 au 11 septembre, les représentants d'une cinquantaine d'associations d'étudiants, réunis à l'invitation du secrétaire d'État aux Universités, ont exposé leur point de vue sur le système d'aide aux étudiants. C'est la première fois, depuis la réunion en 1969 d'une commission « Vie de l'étudiant » créée par M. Edgar Faure, alors ministre de l'Éducation nationale, que les étudiants ont été consultés collectivement. Ce sera sans doute pas la dernière, ainsi que l'a laissé entendre, lors de la clôture de ces Journées d'études, M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux Universités, qui, à cette occasion, a annoncé une nouvelle augmentation des bourses d'enseignement supérieur.

C'est un « geste » de sa « volonté d'entreprendre une action vigoureuse en faveur des étudiants » et de démocratiser l'enseignement supérieur que M. Soisson a voulu donner en annonçant un relèvement « exceptionnellement important » des bourses d'enseignement supérieur. Chaque échelon de bourse sera, en effet, uniformément augmenté d'un montant compris entre 204 F, y compris l'augmentation déjà prévue par le budget de l'Éducation qui était de 198 F par échelon. En revanche, le secrétaire d'État ne différencie pas, cette fois, le relèvement du prix du ticket de restaurant universitaire et des loyers en résidence universitaire. Sans donner les nouveaux tarifs, il a toutefois précisé que les augmentations seraient très limitées.

Ces trois formes d'aide constituent l'essentiel du système actuel, les bourses faisant partie de l'aide directe (qui représente 450 millions de francs), les restaurants et résidences universitaires étant une forme d'aide indirecte (219 millions). M. Soisson, comme la quasi-totalité des représentants d'associations d'étudiants, sont d'accord pour affirmer que le système en vigueur n'est plus valable.

Par bien des aspects, en effet, ce système antérieur bien plus les inégalités qu'il ne les corrige. Selon ses propres termes de M. Soisson, l'aide indirecte connaît trois limites : « La qualité des prestations (...) n'est plus toujours en rapport avec les besoins de leurs bénéficiaires », d'autre part, « les conditions spécifiques réservées aux seuls étudiants (...) n'a plus, dans la société moderne, la même justification qu'autrefois ». Enfin, cette aide, « accordée à tous sans distinction, devient nécessairement injuste ».

Le système des bourses ne lui paraît guère plus satisfaisant : leur nombre reste stable et fléchit par rapport au nombre total d'étudiants ; leur pouvoir d'achat a considérablement baissé, une certaine dégradation, enfin, en raison des critères d'attribution, « des familles de situation modeste ne reçoivent pas de bourse ».

Aider « ceux qui en ont vraiment besoin »

C'est pourquoi le secrétaire d'État a décidé de réformer totalement le système d'aide aux étudiants. Lors de la clôture des Journées d'études organisées pour consulter les étudiants sur ce thème, il s'est déclaré décidé à faire sienne « dans le mesure du possible », leurs propositions. Lorsque le projet de réforme sera prêt, une nouvelle consultation aura lieu. M. Soisson semble d'ailleurs attaché à cette démarche pour traiter d'autres problèmes, puisqu'il a décidé de créer « une sorte d'instances informelles qui correspondraient, au niveau des associations d'étudiants, à la conférence des présidents ».

Cependant, le secrétaire d'État a déjà fait connaître, dès le mois d'août, les grandes lignes de ses projets. Il préconisait notamment une restriction de l'aide indirecte au profit de l'aide directe et remettait en cause le principe du « quotient familial », qui, dans le système actuel, joue en faveur des familles ayant les revenus les plus élevés. Il semble peu probable qu'il revienne sur ces idées.

Désormais, a déclaré M. Soisson à la fin des Journées d'études,

L'audience hebdomadaire au Vatican

PAUL VI INSISTE SUR LES NOMBREUSES DIFFICULTÉS DE L'ÉGLISE ACTUELLE

Rome (A.F.P., A.P.). — L'allocution prononcée par Paul VI à l'audience hebdomadaire du mercredi 11 septembre est considérée comme un véritable cri d'alarme. Par trois fois, le pape a répété : « L'Église est en difficulté », ajoutant même, sans faire l'écho de certains pronostics : « L'Église semble condamnée à mourir ».

Paul VI a cité l'abandon de l'observance religieuse par des populations entières, le matérialisme des masses, insensibles à tout appel spirituel (...), les fils de l'Église qui la quittent après lui avoir juré amour et fidélité, les nombreux séminaires presque déserts, les communautés religieuses qui ne trouvent des novices qu'avec peine et, enfin, des fidèles qui ne craignent plus d'être infidèles.

L'abandon de ces maux qui affligent aujourd'hui l'Église de Dieu, en dépit du concile, pourrait continuer jusqu'à ce qu'on voie qu'une grande partie d'entre eux n'assistent pas l'Église du dehors, mais l'attendent, l'effrayent et l'épuisent du dedans. Le cœur se remplit d'angoisse et d'une affection encore plus tendre et forte.

Auparavant, le pape s'était demandé si le monde moderne ne tolérât plus « une religion comme la nôtre », et si « un abîme, apparemment infranchissable, ne s'était pas creusé entre la pensée moderne et l'ancienne mentalité religieuse et sociale ». Une Église liée à un Dieu invisible et voulant faire des hommes, « non plus des jougs mais des frères (...), semble inconcevable à un observateur superficiel et appelé à s'élever, en se laissant remplacer par une conception rationnelle et scientifique du monde, expérimentale et plus facile, sans dogmes, sans hiérarchie, sans limites à la jouissance de la vie, sans croix du Christ ».

En conclusion, le pape a affirmé sa conviction que les difficultés actuelles seraient surmontées avec l'aide de l'Esprit saint.

Libération de l'homme et salut en Jésus-Christ

(Suite de la première page.) « Qu'on pense aux prodiges des sciences physiques ou biologiques qui conquièrent la Lune et doublent la longévité des humains ; qu'on songe à la lente mais inopérable poussée des libertés morales et politiques (en Occident du moins), et l'on comprendra mieux la puissance d'explosion de ces exigences présentes : faire sauter les derniers verrous qui entravent encore la marche de l'humanité sur le chemin de son salut terrestre par la raison et la liberté.

Finie l'autorité « répressive » des maîtres et des pères ! Finie l'autorité maritale ! Finie l'odieuse exploitation des travailleurs ! Finie la sujétion de l'entreprise à la féodalité du capital ! Ainsi, le vent se lève : l'histoire, après l'antiquité, la bourgeoisie et après la bourgeoisie, le prolétariat. Après les clercs et les seigneurs, après les rois et les nations, le peuple et l'internationalisme : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! » Ne serait-ce pas là le chant suprême de l'épopée humaine ?

Or (c'est bien là le drame), ce poème du monde moderne s'est écrit en dehors de l'Église ou contre elle.

Tandis qu'elle était apparue à l'origine comme une puissance de libération — libération de la loi, libération des peuples, libération spirituelle des souffrances et de la mort —, tandis qu'elle avait pris pendant un millénaire la tête de la civilisation, l'Église, déchirée par les schismes, engoncée dans une scolastique décadente, voit au seizième siècle un monde nouveau surgir à ses côtés. Le nom de Galilée est là pour rappeler la tragique bifurcation qui devait séparer pour des siècles la Science et la Foi. En plein dix-huitième siècle encore, quand le paratonnerre se répandait (à partir de 1754), on vit des théologiens s'élever contre son emploi : « Le tonnerre et les éclairs étaient des témoignages de la colère divine ; il était donc impie de s'opposer à leur pouvoir de destruction. » (1)

Quel étonnement que toute la philosophie des lumières, toute l'Encyclopédie, et pratiquement toute la Révolution aient été dirigées contre l'Église, comme autant d'antidotes de libération des esprits contre l'obscurantisme. Par la suite, Saint-Simon, Auguste Comte (et son étonnante loi des « trois états » de l'humanité, l'état religieux, l'état métaphysique, l'état positif), Renan (celui de l'« Avenir de la science »), Berg-

(1) B. Mousnier et J. Labrousse, *Histoire générale des civilisations*, t. IV, XVe-XVIII siècles, p. 128. Il est vrai que d'autres théologiens contredirent heureusement les autres.

RELIGION

Naissances

M. et Mme Michel Bayart sont heureux d'annoncer la naissance de Sébastien.

Le 7 septembre 1974, 17 rue Payet-Dorville, 92 Fleury-Robinson.

Fiançailles

M. Pierre L. Michel et Mme. nées Alice Guillemin, Le docteur Pierre Finard et Mme, née Denise Gégard, sont heureux de faire part des fiançailles de leurs enfants, Françoise et Jean-Pierre.

20 juillet.

On nous prie d'annoncer les fiançailles de :

Mlle Michelle Batre, fille de M. Pierre Batre et de Mme, née Janine Chate, avec le baron Bruno de Vieux de Golsenau, fils du baron de Vieux de Golsenau (décédé) et de la baronne, née Renée Gilly, Arignon, Air-en-Provence.

Mariages

Jean-François Drouard et Lara Witkowsky ont le plaisir d'annoncer leur mariage, qui aura lieu le samedi 24 septembre, à 15 heures, l'église ukrainienne Saint-André, à Paris, 186 boulevard Saint-Germain.

Le 7 septembre 1974, aux Hôpitaux-Neufs (25) (Doules).

Décès

Mme Edouard Cassaux, le docteur et Mme Jacques Charon, Pierre Charon, ont la douleur de faire part du décès de leur enfant, M. Edouard CASCAUX, chrétien-épiscopien, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 10 septembre, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Une cérémonie religieuse est prévue en l'église Notre-Dame-du-Bonheur, à Saint-Maur, le vendredi 13 septembre, à 8 h. 30.

Religion

théol. Zola Jaurès, pour s'en tenir aux Français, et combien d'autres, ne cessent de célébrer sur les ruines des autels une religion nouvelle : celle du Progrès, de l'évolution, de la Science et de la Liberté.

Il y aura, certes, des savants chrétiens, un Pasteur et d'autres, mais ils n'auront pas la coupe de la Science et de la Foi (« Défense à Dieu d'entrer dans nos laboratoires »). Il y aura aussi, à l'ordre du vingtième siècle, un Égypte, un Bouddhisme, un Bergson, qui mettront en doute la religion de la Science, mais en fait (sous réserve de quelques précautions, un Terme, etc.), il faudra attendre un Teilhard de Chardin pour voir proclamer en termes magiques la convergence finale de la Science et de la Religion, de l'évolution du monde et de la montée humaine vers une spiritualisation croissante.

Ainsi s'opérera, dans l'Église un revirement total. Le laïc, le laïcisme pour une peine, conséquence du désastre de 78 mangeront leur pain à la sueur de leur front, sera désormais exalté comme un prolongement de la Création. A la théologie paulinienne qui faisait des souffrances une addition à la passion du Christ, succèdera la théologie teilhardienne qui fait du travail de l'homme une co-création.

Même virage (plus ancien d'ailleurs) dans le domaine social et politique : du Syllabus à Rerum Novarum, de la condamnation du Sillon à celle de l'Action Française, du socialisme encore rejeté par Pie XI (1931) au marxisme accepté sinon dans sa philosophie, du moins dans sa vision béatifique de la libération du peuple, la succession est graduelle.

Ainsi l'Église, dans sa partie marchante, s'efforce d'assumer enfin l'immense progrès du monde moderne. Elle rejoint, elle bête cette montée dure, difficile, mais irrésistible de l'homme vers plus de liberté, de dignité, de personnalité. Sa mission désormais paraît claire : ajouter sa mesure de levain à la pâte qui lève et ses allèles aux lendemains qui chantent.

ANDRÉ PIETTRE.

Prochain article :

LA REMISE EN QUESTION

Une exposition des affiches nées placardées à Paris pendant l'occupation est organisée du 14 au 28 septembre (de 10 heures à 19 heures 30, sauf le dimanche) au Cercle culturel municipal, cité du Chapiron-Vert à Gentilly (Val-de-Marne). Cette exposition est réalisée par le musée de la Résistance d'Ivry-sur-Seine.

CARNET

Naissances

L'inhumation aura lieu le samedi 14 septembre à Biarritz. Chât. de la Nativité de la Vierge, dimanche 8 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale à Arthenay, dans le caveau de famille. De la part :

De M. et Mme de Montredon de Scortallé, leurs enfants et petite-fille, De Mlle Armelle de la Tribouille, de l'Association Saint François Xavier.

De M. et Mme Jean-Claude de la Tribouille et leurs enfants, De M. et Mme Gérard de la Tribouille et leurs enfants, Et de toute la famille.

Fiançailles

M. et Mme Robert Druille, M. et Mme François Druille, M. et Mme Pierre Druille, ont la douleur de faire part du décès de :

Mme Thérèse DROUILLE, survenue à Paris le 8 septembre. Les obsèques ont eu lieu à Tricel dans l'intimité familiale.

On nous prie d'annoncer le décès survenu à Paris le 8 septembre, de :

M. Albert GOLDSCHILD, De la part des familles Goldschild, Marval, Chetwynd, Thill, Crater, Ducarre, Charnard, Godin, Luv, Arvillon, Bouchet, Jacob, Olivier, Viel, et de ses nombreux amis.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part. 31 boulevard Raspail, 75 007 Paris.

Le président, Les membres du conseil d'administration, Et les collaborateurs de la Société de contrôle fiduciaire, 31, rue de la Chapelle, 75 009 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de :

Mme veuve Larak et ses enfants ont la douleur de faire part du décès brutal de :

M. Babar LARAK, directeur commercial, survenu le 11 septembre 1974, à l'âge de trente-six ans, à l'hôpital Necker (Paris).

La levée du corps aura lieu cité Hélène-Boucher, bat. 7, St-Annam, suivie de l'inhumation le samedi 14 septembre, au cimetière St-Eustache, Alger.

On nous prie d'annoncer la mort du :

Père Marie-Joseph ROUET de JOURNEL, décédé dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Paris, le 10 septembre 1974.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 13 septembre, à 8 h. 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sévres, Paris-6. L'inhumation se fera au cimetière de Vaugrard.

De la part des Pères de la Compagnie de Jésus et de la famille.

On nous prie d'annoncer le décès de :

Qualifié PAPA DI SAN LAZZARO, commandeur, journaliste, écrivain, critique d'art, fondateur de la revue « XXI^e Siècle », survenu le 7 septembre.

De la part de :

Mme PAPA, Nicolas et Joëlle Rostkowski, Et de ses frères et sœurs. Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Germain-des-Près, le vendredi 13 septembre, à 18 h. 45.

Cet avis tient lieu de faire-part. 30, rue Jacob, Paris-6.

On nous prie d'annoncer le décès de :

Mme Adolphe Baykarski, Mlle Paula Valjeun et sa fille, M. et Mme Christian Iga et leurs enfants.

On nous prie de faire part du décès de :

M. Adolphe SKYMARSKY, leur époux, père, grand-père et parent, survenu le 11 septembre, à l'âge de soixante-quinze ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 13 septembre, à 11 h. 15, au cimetière de Bagneux-Parisien.

On se réunira à la porte principale. Cet avis tient lieu de faire-part. 21 rue de la Chapelle, 75 009 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de :

Mme Henri de la TRIBOUILLE, endormie dans la paix du Seigneur en la fête de la Nativité de la Vierge, dimanche 8 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale à Arthenay, dans le caveau de famille. De la part :

De M. et Mme de Montredon de Scortallé, leurs enfants et petite-fille, De Mlle Armelle de la Tribouille, de l'Association Saint François Xavier.

De M. et Mme Jean-Claude de la Tribouille et leurs enfants, De M. et Mme Gérard de la Tribouille et leurs enfants, Et de toute la famille.

Anniversaires

Le 13 septembre, dixième anniversaire de la mort de :

Mme BOURGUEY, née Anita Dicharry, une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et qui restent fidèles à son souvenir.

A tous ceux qui ont connu et aimé Georges NIELAND, reporter photographique à l'Agence France-Presse, disparu le 12 septembre 1974, sa femme et sa fille demandent une pensée affectueuse.

A tous ceux qui ont connu et aimé :

Claudine MOTTA, née Kozka, une pensée est demandée.

Visites et conférences

VENDEDI 13 SEPTEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES : Caisse nationale des monuments historiques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

« Les deux plus vieilles maisons de Paris » : 15 h. 30, rue Saint-Jacques, 15 h. 30, rue Saint-Jacques.

20 h. 45 Feuilletton : « Les oiseaux de Meiji Jingu ».
22 h. 35 Jeux sans frontières, de G. Lux.
21 h. 35 Série : « L'orchestre rouge : « Les affaires
du grand chef », d'après H. Hohnes,
réal. F.-P. Wirth, avec W. Kreindl et
G. Claisse.

En 1933, Leopold Trepper, colonel de
l'Armée rouge, est chargé d'installer un
réseau d'espionnage efficace en Europe de
l'Ouest.

Le dernier des six épisodes de cette série
sera diffusé le 15 octobre par les « Dossiers
de l'écran ».

En 1802, Bonaparte alors premier consul, fait enlever le duc d'Enghien en territoire allemand. Le duc sera fusillé dans les fossés du château de Vincennes. Première diffusion le 13 janvier 1972.

22 h 5. Emission littéraire : Italiques, de M. Gilbert.

Avec D. Fernandez, H. Troyat, Y. Navarre, N. Stelsky, D. Zernikoff, P. Kyra, G. Crouzet.

LE NOUVEL
observateur
numéro du 16 septembre 1974.

TRIBUNES ET DEBATS
EUROPE 1 : 19 h., M. François Ceyrac
président du CNPF.

● Portant désignation de membres du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics ;

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

Imprimerie
du « Monde »
3, r. des Beaux-Arts
PARIS-IX

l'abbaye de Saint-Antoine (Isère). Ces tapisseries du dix-septième siècle, relatant l'histoire de saint Joseph, mesurent 2,50 mètres sur

2000 1000 500 0

Le Monde

DES LIVRES

Les imprécations de René-Victor Pilhes

* L'IMPRECATEUR, Le Seuil, 288 pages, 33 F.

« L'IMPRECATEUR » confirme une manière qui a acquis maîtrise et contrôle, mais en même temps il renouvelle et élargit une inspiration.

Tenté dès ses débuts par le burlesque et le cauchemardesque, Pilhes a jusqu'à ses conflits familiaux seuls avalés : chaudières, plumes, donnant naissance à des récits autobiographiques, tantôt l'imagination gonflait et déformait la pâte. On se souvient de « la Rhubarbe », geste onirique d'un bûcher qui court après ses origines, puis du « Larm » en 1969, monstrueuse épopée psychanalytique où l'auteur régalait, dans des débordements d'obscurité, ses comptes avec sa mère.

Aujourd'hui, l'emprunte les voies épiques de la bouffonnerie et les ressources du fantastique pour explorer le monde contemporain. Plus de héros en proie à des affres intimes, bien que tout passe encore par un narrateur qui, dans les dernières pages, se confond avec l'auteur. Comme un peintre primitif se représente sur ses tableaux,

Pilhes aime à s'introduire dans ses romans. Il apparaît donc à la fin comme la victime du cauchemardesque qu'il vient de raconter. Cette pirouette, qui n'est pas très neuve, renvoie le roman à ce qu'il est, un jeu de l'esprit et le romanisme à son début, lui donne une amorce de construction circulaire.

Le héros de « l'imprecateur » n'est pas non plus l'imprecateur lui-même. Certes, c'est autour de ce personnage que se ramasse le mystère et il sera démasqué comme dans un bon roman policier : Pilhes ne triche pas avec la curiosité qu'il éveillé chez le lecteur.

Non, la figure centrale c'est l'entreprise, « géante, américaine et multinationale » (les trois qualificatifs reviennent comme un refrain). Rosser, et Mitchell ou plutôt sa fille française qui dresse orgueilleusement son immeuble de verre et d'acier à deux pas du Père-Lachaise. Figure symbolique d'un monde que René-Victor Pilhes voit totalement livrés à l'idéal économique : les lois du marché, les techniques de la vente, la physiologie du capital et les mots magiques de « marketing, management, cash flow, staff and-line »... « C'était

le temps où les pays, hérissés d'industries, touffus de magasins, avaient découvert une foi nouvelle, un projet digne des efforts supportés par l'homme depuis des millénaires : faire du monde une seule et immense entreprise. » Un tel monde, qui place son absolu dans la promotion des machines et la prolifération des firmes, court à sa perte, non sous l'action de forces extérieures ou révolutionnaires, mais parce qu'il devient fou. Tout se passe dans « l'imprecateur » comme si une tête froide et calculatrice, redécouvrant soudain que l'Esprit existe, écartait dans cette rencontre insoutenable avec l'Angé.

Mais nous touchons là aux arrière-pensées du livre. Sur le devant de la scène s'agitent et discutent des pantins : les dirigeants, français et américains, et surtout, face à eux, les cadres supérieurs de l'entreprise. Ce beau monde va devenir la proie d'un délire collectif. Tout commence par la mort accidentelle d'un cadre auquel l'entreprise, sans trop savoir comment, est conduite à faire des funérailles inhabituelles ; le même jour, un tract de vulgarisation économique à la gloire du directeur, mais qu'on interprète dans un sens ironique et comme une perfidie, et qui est de provenance inconnue, est distribué à tout le personnel ; enfin, dans les fondations de l'édifice, une lézarde est découverte.

Une satire des cadres

La conjonction de ces faits, qu'on se refuse à attribuer au hasard, ouvre la porte à la parodie. Très vite celle-ci s'inscrit dans le langage technocratique, qui se lézarde lui aussi et laisse monter des images issues d'un autre monde, satanique ou poétique. Tandis que les tracts se multiplient, on enquête, on se soupçonne, on cherche le traître qui ne peut être que tout puissant, on se conjure aussi. Cette progression de la folie donne lieu à maintes scènes insolites et cocasses, dont Gignol ferait bien son affaire. Les cadres supérieurs y jouent le rôle prédominant.

Ce ne serait pas réduire « l'imprecateur » à sa seule satire de cette catégorie sociale née de la civilisation post-industrielle et dont on sait l'importance qu'elle a prise aujourd'hui. Les cadres sont à la fois les profiteurs et les victimes de la société marchande, qui leur accorde ses privi-

lèges mais leur impose parfois de mourir pour elle dans des croisades désolées. Ils constituent la chevalerie du monde moderne, lequel, par sa hiérarchie de fer et sa férocité, ne diffère guère du monde médiéval. C'est pourquoi René-Victor Pilhes cherche en celui-ci son modèle. C'est pourquoi aussi il organise comiquement les cadres de Rosser et Mitchell-France en une société secrète, fixant à douze, comme les apôtres ou les chevaliers de la Table ronde, le nombre de ses membres qu'il lance aux trousés du mystérieux imprécateur.

Cette poursuite rocambolesque, à laquelle prennent part aussi les dirigeants de l'entreprise, se déroule à travers les souterrains qui minent le sous-sol de l'immeuble et qui aboutissent à un tombeau du cimetière. Leur progression, dans des boyaux étroits et fangeux, n'est pas sans rappeler la symbolique ascension du « Larm ». C'est en tout cas au cours de cette exploration spéléologique que la force tourne à l'horreur : meurtres, tortures, procès d'inquisition au cours duquel la vérité éclate, et finalement l'effondrement de l'immeuble qui ensevelit les poursuivants, à l'exception du narrateur. « O mes chefs, ô mes collègues du staff ! Où êtes-vous ? Dormez-vous d'un sommeil paisible ou continuez-vous d'errer en blasphémant dans les dédales ? »

Un roman d'aventure métaphorique, c'est ainsi que se présente « l'imprecateur ». On ne peut lui dénier la richesse et encore moins le nouveauté. Le récit demeure bien, il se termine encore mieux sur cette apocalypse bouffonne. Encore que son cours soit un peu ralenti par un excès de discours. On va d'honnêtes en honnêtes, rangées prononcées ou fictives. Elles n'ont pas toutes le « granum solis » qui les ferait passer.

L'imagination est la qualité maîtresse de René-Victor Pilhes. Elle lui donne le pouvoir d'illustrer tropiquement n'importe quel thème qui sollicite son inspiration. Et celle-ci se fait de plus en plus ambitieuse. Si le raccourci, l'éclat ou la subtilité de l'expression aillent de pair avec l'originalité de l'invention, alors ce romancier visionnaire, à la tête épique, pourrait bien devenir un des maîtres de la satire.

JACQUELINE PIATIER.

UN INÉDIT DE DANIEL DEFOE

Robinson chez les capitalistes

* EN EXPLORANT TOUTE L'ÎLE DE GRANDE-BRETAGNE, de Daniel Defoe. Introduction, traduction et notes de Jean Quenel. Coll. « Le Livre de Poche », 288 pages, 28 F.

L'ORSQU'IL publie en 1724 les trois volumes de son *Tour Through the Whole Island of Great Britain*, Daniel Defoe a soixante-quatre ans et la Grande-Bretagne des plus de dix-sept. Mais l'un et l'autre sont emportés dans le même tourbillon.

La reine Anne vient à peine de signer l'acte qui consacre l'union des deux royaumes d'Écosse et d'Angleterre. Finie la « vieille chanson », la geste héroïque et barbare, la farouche fierté des Highlanders. A quelques soubresauts près, désormais toute l'île de Grande-Bretagne est prête pour que naisse sur ce morceau de terre isolé par les eaux un étrangement décapoté par la fureur des vagues et du vent, la grande aventure du monde moderne : celle de la richesse.

Quant à Daniel Defoe, si quel qu'un d'autre avait écrit la recension élogieuse de cette naissance, d'« être du vol Car », à travers ses trafics et ses faillites, ses intrigues politiques, ses séjours en prison, ses missions confidentielles, ses activités de conseiller du trône et ses basses besognes d'espionnage, à travers mille et un pamphlets, davantage d'articles, à travers *Robinson Crusoe*, le *Journal de l'année de la peste* et de merveilleuses histoires d'aventuriers, de voleurs et de prostituées, toute l'affaire de sa vie vécue à bride abattue n'aurait été précédemment que ceci : exalter, préparer, hâter l'avènement du commerce, de la liberté d'entreprise et de l'argent, et en profiter.

« Comment expliquer le génie dans un esprit de second rang ou même, à plusieurs égards, assez trivial ? » demande le traducteur du *Tour*, Jean Quenel. Vaine question, sans vouloir chercher querelle sur le second rang de cet esprit-là. Il vaut mieux se demander quel était aux yeux de Defoe le plus important. Certainement pas d'avoir inventé par mégarde le roman anglais, ce qui était plutôt fait pour lui déplaire : n'a-t-il pas tout tenté pour donner à *Robinson Crusoe* l'allure d'un documentaire vrai ? Certainement pas d'avoir créé l'un des plus puissants mythes littéraires, entre Ulysse et le Quichotte : il

aurait ouvert des yeux ronds. Mais d'avoir écrit l'Essai sur les projets, — où il propose pièce-mêle l'impôt sur le revenu, la limitation du taux d'intérêt, l'amélioration du sort des faillis, la création de plusieurs académies, etc. — la *Parité Négociant anglaise* ou *En explorant toute l'île de Grande-Bretagne*, oui.

Et peut-être avait-il raison, ne se trompant que sur les quelques qualités secondaires qui font passer un



Daniel DEFOE.

ouvrage au rang de chef-d'œuvre, de quoi il se souciait comme d'une guigne, tout à son souci : *make money*. Jean Quenel note la remarquable unité de ton qui court dans ce qu'écrivait Defoe. C'est qu'il ne savait pas en employer un autre. C'est surtout qu'il poursuivait imperturbablement la même tâche : l'inventaire minutieux et enthousiaste du domaine de l'homme nouveau, qu'il s'agisse des qualités intrinsèques de ce dernier, du nombre des machines à carder la laine ou des impeccables canons de la Navy.

Quel lyrisme contenu dans la description de l'arsenal de Rochester, « monstrueusement grand et coûteux », avec ses hangars « pour les ancres de toutes les dimensions, les grappins, les chaînes, les bouloirs de pont, les goulons de mitraille, le fer ouvré ou non, le fer de fonte, les chaudières et les tourneaux ; et encore des bateaux, des réserves de mâts, des chaudières... »

PAUL GILLET.

(Lire la suite page 14.)

ROBERT LAFFONT

« Une aventure où s'engage tout l'être, avec son âme et son corps »

JOSANE DURANTEAU (Le Monde)

L'oiseau des origines

Un grand roman de

MAX GALLO

POUR UNE HUMANITÉ DE CASTRATS

« PORPORINO », de Dominique Fernandez

cinés, 1973) (2). Il a préféré couler érudition et discussion dans ce qui mériterait d'être sous-titré « roman à thèse » ou « essai-roman ».

Par vieille convention, le livre est attribué à un castrat imaginaire, Porporino, dont les mémoires écrites en français avec le recul, la culture et le style d'un septuagénaire de 1830, auraient été retrouvées par hasard à Heidelberg, où il finissait ses jours. C'est donc en toute lucidité lettrée que l'auteur s'empare de son enfance de paysan calabrais des années 1750. C'est même avec une véritable prescience de ce que sera la psychanalyse — Freud n'avait que cinq ans à la mort du dernier castrat en 1881 — qu'il éclaire ses rêves de fils tourmenté par l'image paternelle et les moeurs sexuelles de son village.

Autre convention : le narrateur ne cherche même pas à justifier toute une masse de renseignements archéologiques, iconographiques ou sociologiques évidemment recueillis après coup et qui n'échappent pas, de ce fait, au ton de la visite guidée. De même, les débats entendus dans les loges de l'Opéra San-Carlo ou les salons alen-tour visent tous à illustrer une thèse centrale sur la vertu libératrice de la dévotion.

BIEN qu'il soit appelé à triompher, le point de vue critique n'est guère représenté que par un tenant faillot du nationalisme franc-maçon et du ralliement de Naples à la Révolution française. Le narrateur prend une joie franche à le voir reconnaître que la mentalité napolitaine se réduit, mal à la clarté voltaïque, et oblige à faire la part de la sorcellerie. L'idéologie du progrès par l'identité et le partage stable des rôles n'a décidément pas pris sur le pays des carnavales et du far niente.

Tous les autres personnages exaltent, en revanche, cette résistance, jugée él-

vilisatrice, et attribuée, selon les cas, à la paresse jousse, l'antodérision ou l'instinct du « fiasco mélodieux ». Les gloires du moment sont associées à la démonstration, à travers des propos authentiques ou plausibles. Il est rappelé que n'a à condamner comme « barbare » l'instinct des castrats dans son dictionnaire de musique, Bousset s'en serait réjoui en écoutant *Sémiramide* au Théâtre San-Cristoforo de Venise.

C'est par « réalisme », pour indiquer sa mission divine d'artiste au-dessus

Par
Bertrand
Poirot-Delpech

de la nature et de la foi conjuguée, que Glick aurait confié le rôle de son Orfeo à ce qu'on appelait un « des-sus ». Le jeune Mozart traverse, lui aussi, le livre pour apporter sa note au concert d'éloges des castrats : « Je les aime, et je veux écrire pour eux, dit-il, car la vérité n'est pas dans le respect de la nature mais dans la recherche du théâtre et du merveilleux. » Et puis au moins ils en ont fini avec leur père ! », lui fait songer Porporino... à moins que ce ne soit, d'envie, l'auteur des *Enfants de Gogol*

JUSQU'AUX champions fameux de la palanterie qui en contestent les charmes et lui préfèrent l'innocence complaisante pour la joie, cette fois, du romancier de *Letzte à Dora*, Cimarosa est empoisonné par les belles, que les promesses en l'air changent en mégères. Casanova lui-même, dont on a déjà dit qu'il affichait son goût des

dames pour mieux loucher vers les gondollers, tarde effectivement à admettre la féminité toute relative d'un joli castrat.

Qu'ils évoquent les aventures d'Achille à Syros, de Prométhée ou des sirènes, artistes et amateurs d'opéra sont presque unanimes : on s'ampute de sa croûte faite pour un rôle plus qu'un autre, il faut savoir garder les vitamines de l'enfant et de l'androgyne platonicien. L'avenir est dans l'invention de soi au-dessus de toute limite.

Des personnages tirés de la chronique ou ayant pu y figurer s'échauffent peu à peu. C'est le cas des protecteurs du narrateur et de son ami Feliciano : le prince Subsevero qui rêve à sa coupe de repousser les frontières de la nature en croyant inventer la lumière perpétuelle, et Don Manuele, qui a hérité de son père — encore un ! — la manie douloureusement délicate d'aimer sans retour.

C'est sur les rapports entre ce masochiste trépassant et la cruauté ingénue, démunie, de son protégé Feliciano, que le livre s'avance le plus dans le réel et l'analyse romanesques traditionnelles. Le narrateur reste au contraire très évasif sur ses relations avec ce même Feliciano, à qui l'imitation balaie sans tendresse, et sur ses propres sentiments. Lui si habile à saisir le formulé et l'informulé de chacun et de son époque, il est au moins improbable qu'il se contente en ce qui le touche, écrivant vers 1830 sans projet de publier, de notations aussi futures et impersonnelles.

Il est vrai qu'à l'inverse de son com-

pagnon devenu soliste et vedette, il a choisi de rester choriste anonyme. Il dit même savourer comme une joie digne d'exemple de n'avoir pas à « être quelqu'un ». Il se proclame heureux, ce qui coupe court d'ordinaire aux introspections ; et peut-être est-ce le propre du castrat de n'avoir rien à dire sur soi, comme un enfant.

ON se sent pourtant frustré comme lecteur, de l'auto-analyse qu'il est manifestement en mesure de produire et qu'il paraît refuser. Aux questions du protecteur de son ami sur ce qu'il a ressenti au moment de sa mutilation, il devait — il nous devait d'autres réponses que : « J'ai pleuré une ou deux fois », « Je n'ai éprouvé ni regret, ni envie, ni honte ».

Si on renonce à attendre cet approfondissement de Porporino, on l'espère jusqu'au bout de l'auteur, qui a su pousser à l'extrême dans ses autres romans — non historiques il est vrai, mais éloignés de lui par la troisième personne — la peinture latine de l'innocence, et qui a laissé à jouer la relation personnelle du créateur avec l'œuvre, telle qu'il sait si bien la mettre à vif dans sa psychobiographie des autres.

Or, le rapport entre Porporino et Fernandez reste figé, opaque, mort. Et le style se ressent de cette glace, même si on fait la part du pastiche d'époque. Rarement la belle prose maîtrisée de l'auteur n'a paru si rhétorique, léchée, universitaire. Aurait-il voulu se montrer, tout compte fait, plus essayiste que romancier. Il ne s'y serait pas pris, fond et forme, autrement.

Restent la découverte vivante d'une curiosité historique méconnue et une leçon de passion raisonnée pour le droit, méconnu lui aussi, à l'indistinct.

(1) Grasset, 394 pages, 38 F.
(2) Grasset édité.
Si on pense que le rapport entre les sexes est d'abord un problème politique et appelle une solution révolutionnaire, il faut savoir que des femmes du M.L.F. lancées des « Editions des femmes » pour échapper aux pressions des éditions existantes.

Ont déjà paru, notamment, un historique des mouvements de libération de la femme par la militante anglaise Juliet Mitchell (*7444 de femme*), un témoignage collectif italien (*Être exploitée*), le monologue intérieur d'une infirmière parisienne (*Histo-Bleue*) et une proclamation poétique de Sylvia Gauthier (*Être exploitée*), (2, rue de la Roquette, Paris 75011).

Si la femme est l'avenir de l'homme, comme s'accordent à le prédire l'Élysée et le M.L.F., son ex-lyran risque d'être encombé par le sabre de bois dont la gratuité à jamais la tomba de la biologie. Ne vaudrait-il pas mieux qu'il s'en accomode une bonne fois ? Un seul sexe pour tous, à mi-chemin des deux, comme chez l'enfant, et l'humanité serait délivrée des parents castrateurs, des conventions héritées, et autres limites à son épanouissement ! C'est du moins ce dont a été convaincu Dominique Fernandez par le précédent historique des castrats, dont *Porporino* se veut, autant que le roman, la vibrante apologie (1).

Et d'abord, la réhabilitation. L'émasculation sous couvert d'art telle qu'elle s'opérait chez les soprannistes napolitains du XVIII^e siècle n'était pas une aberration criminelle : de société malade, comme nous, « a fait croître un certain rationalisme sexiste. — « Musée sans contrainte et au-delà des justifications musicales, elle était peut-être la ruse d'un peuple rêveur pour échapper à la double pression étrangère du jacobinisme classificateur et du code de virilité castillan. Qu'il s'agit même si elle ne rejoignait pas une aspiration universelle à la plénitude de l'indéfini, et si elle ne présentait pas, outre le romantisme allemand, l'actuel refus, par les lippes et la mode unisexé, des frontières dites naturelles ? »

Après tout, la mythologie « médière » rêve, derrière Orphée, d'une âme indivise. L'obligation d'être d'un seul sexe peut très bien être ressentie comme un appauvrissement : la course au jupon comme une corvée imposée de père en fils, et l'ambiguïté de l'enfance comme un trésor à préserver par tous les moyens, y compris une mutilation bien moindre que la soumission aux modèles masculins.

CETTE monographie d'histoire napolitaine sur fond de psychanalyse et d'humanisme paradoxal, Dominique Fernandez aura, en la réduisant, lui donner la forme de « traité ardent qu'on prie ses précédentes lectures d'« d'histoire » et de Freud sur l'inconscient italien (*Mère Méditerranée*, 1965), l'impulsion narcissique de *Poésie* (1968) et la psychocritique (*L'arbre jusqu'aux ra-*

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

LA MORT DE JEAN FERRY

Un lecteur exemplaire de Raymond Roussel

Jean Ferry est mort, le 6 septembre. Né en 1906, ce marin qui se mit à écrire fut lié au groupe surréaliste et appartint au collège de "Pataphysique". Il fut aussi le scénariste de Clouzot pour *Manon* et pour Quai des Orfèvres.

Jean Ferry était modeste. Avec obstination. Comme ces écrivains qu'il admirait : Lewis Carroll et Franz Kafka.

Il a écrit des contes qui ne ressemblent à aucun autre (1). Ses lecteurs, peu nombreux, jurent peut-être déjà une société secrète.

Qui oubliera le Tigre mondial, où il exprimait sans forcer la voix son « état de terreur panique et de dégoût abject » devant un cauchemar interminable, la guerre et ses lendemains ? Un cauchemar dont il ne parvint jamais à se réveiller tout à fait.

Avec cet acharnement à dispa-

raître, ses diverses études, éparpillées dans les Cahiers et les Subsidia du collège de Pataphysique, n'eurent pas une publicité bien grande. Autodidacte, érudit malicieux, il explorait patiemment, pour le plaisir, des œuvres immenses : celles de Jules Verne ou de Conan Doyle par exemple.

En obéissant à ses goûts et à ses obsessions, il y découvrait en se jouant, après mûre réflexion, aussi certains secrets jamais soupçonnés avant. Il travaillait tout à fait en marge, selon une méthode qu'il se refusait à révéler, sans doute en raison de sa simplicité même, avec l'habileté et l'élégance d'une autre de ses attractions, l'incomparable Robert Flourens.

Mais, pendant plus de quarante ans, il fut surtout un lecteur exemplaire de Raymond Roussel. Sans lui, les beautés incongrues des Impressions d'Afrique et les bûissons de parenthèses des Nouvelles Impressions d'Afrique seraient encore tout à fait énigmatiques (2).

Aussi André Breton et Michel Foucault eurent-ils lui rendre hommage avant de rédiger leurs propres interprétations. Pour sa part, comme il le répétait lui-même, il se « contentait » de lire et de relire des pages qu'il savait presque toutes par cœur.

Ses mérites sembleront bien incompréhensibles à beaucoup. Il ne s'intéressait pas à ce qui remue le plus grand nombre. Son centre ne rejoindra d'emblée un rayon discret de la bibliothèque idéale. Seulement, ceux qui l'ont connu — j'en suis — lui doivent plus.

RAPHAEL SORJIN.

(1) Le *Mécanisme*. Gallimard.
(2) Une étude sur Raymond Roussel. ARCANDES, L'Afrique des Impressions. Pauvert.

Robinson chez les capitalistes

(Suite de la page 13.)

L'émotion et la fièvre de Robinson Crusoe faisant le compte des richesses sorties de ses dix doigts ne sont pas d'une autre nature.

En explorant toute l'île de Grande-Bretagne, est d'abord un reportage sur l'Angleterre du début du dix-huitième siècle, écrit par un de ces hommes dont le portrait devrait être accroché à l'entrée de toutes les écoles de journalisme : ampleur du sujet, sûreté de l'information, et le tour de main.

Voici la grande migration des troupeaux d'oies du Norfolk et du Suffolk vers le ventre de Londres, entre le mois d'août, où les bêtes peuvent se nourrir des chaumes, et « fin octobre, le moment où les routes deviennent trop dures ou trop profondes pour leurs pattes courtes et leurs pieds palmés ». Voici les moulins de Great Marlow, sur la Tamise, remarquables machines à travailler le cuir et à fabriquer chaudrons, casseroles et dais à coudre. Voici les fabriques de bacs salins de Newcastle, si importantes que l'on peut voir « la fumée des feux se perdre dans les nuages au-dessus de la colline », à 25 kilomètres de la rive.

Le bonheur à Tunbridge

On se prend à regretter que la traduction ne concerne qu'un quart environ de l'ouvrage, soit de gros extraits, fort bien reliés d'ailleurs par des notices analytiques. L'eau à la bouche. On aurait aimé un peu plus de détails sur les mœurs du boucher de Queenborough, potentat de son village, sur la contrebande des huîtres à Faversham, sur ce qui compromettrait si fort la réputation des dames à la foire de Saint-Edmond's-Bury, ou, plus sérieusement, sur la décadence de Southampton.

Nous avons, en revanche, de nom-

breuses pages qui font apparaître fort bien en Delece « l'économiste sauvage », selon l'expression de Jean Queval, le précurseur d'Adam Smith, soit qu'il décrive des mécanismes économiques comme le « domestic system », ou Yorkshire, mélange d'artisanat industriel et de travail à domicile, d'agriculture familiale et de production de laine, soit qu'il analyse les causes de la prospérité ou de l'indigence des villes, soit, enfin, qu'il avance lui-même des plans de développement, comme ses propositions d'aménagement de la New-Forest dans le Hampshire. La chronique d'une « activité inventive et fébrile » fait place, ici, à un ensemble de réflexions sur « la métamorphose de l'aventure en joie ».

Egalement, en filigrane, à une nouvelle conception du bonheur. Dans la ville d'eau de Tunbridge, l'air est excellent et la prospérité règne. Vous payez 3 shillings seulement un turbot de 20 livres et vous achetez les maquereaux trois heures après qu'ils ont été pêchés à Hastings. Vous pouvez avoir la plus libre conversation du monde, nouer les relations les meilleures. Bref, « il n'y a rien à Tunbridge qui n'ajoute aux félicités de la vie, c'est le lieu où vivre un parfait bonheur, qu'on soit un homme ou une femme, toujours à condition qu'on ait de l'argent » : sans argent un homme est un rien du tout à Tunbridge comme ailleurs. La pauvreté n'est pas une calamité, une injustice. C'est un vice, un péché, quand il y a tant à faire pour

taillir, pour fabriquer, pour organiser, pour vendre, quand il y a au bout d'une telle débauche d'énergie la bénédiction de Dieu : l'abondance. Guère plus tard, dans les montagnes de cette Ecosse que, par son action personnelle, Daniel Defoe a contribué à rattacher à la Grande-Bretagne, sur les terres que les Highlanders fuient, chassés par les troupeaux de moutons cheviots à tête noire et par les fusils des chets de clan devenus propriétaires, les écrivains chanteront une ballade qui se termine par ces deux vers :

« Le pauvre crie : où puis-je aller ?
Et le riche dit : en enfer. »

Mais comment Defoe, pour lui, voudrait-il l'entendre ? C'est l'auteur.

PAUL GILLET.

VIENT DE PARAÎTRE

Philosophie
ANDRÉ ROBINET : *Dom Datchamp*. — La découverte d'une œuvre méconnue du dix-huitième siècle qui contredit à l'esprit des Lumières. (Seghers, « Philosophie », 360 p., 29,50 F.)

DOMINIQUE WOLTON : *Le Nœud Ordre social*. — A qui profite la libéralisation des mœurs et de la législation ? Millard du Planing familial, l'auteur dénonce une nouvelle forme d'oppression : la « sexualité ». (Seuil, 192 p., 24 F.)

Histoire
PIERRE CHEVALLIER : *Histoire de la franc-maçonnerie française*, tome I. — La Maçonnerie : école de l'égalité : 1725-1799. L'ouvrage comprendra trois volumes : Tome II (1800-1877), Tome III : (1877-1944). (Fayard, « Les Grandes Études historiques », 400 p., 58 F.)

Société
PLANIFICATION ET SOCIÉTÉ : *Actes de colloque d'usage*

d'octobre 1973, auquel participèrent plus de cent spécialistes, français et étrangers. (Presses universitaires de Grenoble, « Essai et Société », 680 p., 80 F.)

Romans français
ERIC OLIVIER : *Une femme raisonnable*. — Même si elle est dégoûtée. L'auteur, journaliste, producteur de télévision et Breton, dans ce roman à la fois sévère, linéaire et théâtral. (Denoël, 256 p., 29 F.)

CLAUDE DELARUE : *Le Légende*. — Un roman symbolique sur les mirages de l'œil par l'auteur des *Colliers d'Épave*. (Denoël, 384 p., 39 F.)

ROGER FOURNIER : *Moi mon corps mon âme Montréal*, etc. — Montréal, Le Québec des années 70. Par l'auteur canadien de *La Marche des grands coqs*. (Albin Michel, 260 p., 24 F.)

JACQUES SOMMER : *Les Saints*. — Un premier maître de poche. (Albin Michel, 230 p., 28 F.)

HUBERT HADDAD : *Un rêve de glace*. — Premier roman d'un jeune écrivain, romancier de la Maison des Jeunes et de la culture de Saint-Maur. (Albin Michel, 220 p., 27 F.)

ALAIN AYMAR : *Le Rond-Point des Pâtisseries*. — Des « agents » mobilisés à l'Amérique du Nord : le héros de ce premier roman retrouve l'éternelle lumière du *McGill*. (Fayard, 276 p., 36,40 F.)

CHRISTIAN GOFFINET : *Le Dénouement*. — Un roman sur le roman de l'auteur de *Assommoir*, prix des Deux-Magots 1948. (Fayard, 220 p., 27 F.)

MARCEL SEGUIER : *Le Rédempteur*. — Un roman sur la dévotion. (Fayard, 29 F.)

LESLIE GASPARD : *Jeune fille*. — Un premier roman Seghers d'une écriture drôle et baroque. (Seghers, 168 p., 24 F.)

Essais
ELMIRE ZOILA : *Le Chénisme indien dans la littérature américaine*. — La pensée religieuse indienne fondée à travers les transcriptions américaines ou les textes originaux. Trad. de Viviane Piquet. (Gallimard, « Bibliothèque des idées », 339 p.)

LE TRAITE DU CARACTÈRE, d'Emmanuel Mounier, écrit, traduit, créé, ans, parait en version abrégée et anthologique dans la collection de poche « Points-Clés » des éditions du Seuil, 384 p., 12 F.

Les pigeons volent bas

* MORT D'UN PIGEON BERTHOVENSTRASSE, de Samuel Fuller. Calmann-Lévy, 235 pages, 26 F.

LES pigeons ne se ressemblent pas, contrairement à ce qu'un observateur léger pourrait penser. Chaque espèce a sa personnalité. Place Saint-Marc à Venise, ils sont de splendides mandolins et d'insolents voleurs à Paris. A Bonn, Beethovenstrasse, l'un d'eux meurt assassiné. En somme, mort banale pour un pigeon de l'espèce la plus commune : celle « des hommes faits pour perdre ». L'organe à ses mystères : tantôt il se pare de poésies, tantôt il révèle la philosophie brutale de son auteur. Au reste, Samuel Fuller n'est pas un théoricien, mais un cinéaste, et puis ce pigeon n'a pas d'importance excessive : point de départ, il survit, pas sa chute demeure anémique.

Mais, voici le cow-boy qui débarrasse des Américains et qui va venger le pigeon. Sur ce personnage de bois, Fuller, qui a des références, plaque les mythes hollywoodiens, et John Wayne a la voix sourde de *« Big Boy »*. Darc, Soudy, détective privé, découvre une affaire internationale de chantage. Le piège est classique : une échevelée polytote se glisse dans le lit d'hommes politiques célèbres, qui paieront cher ensuite les photos compromettantes.

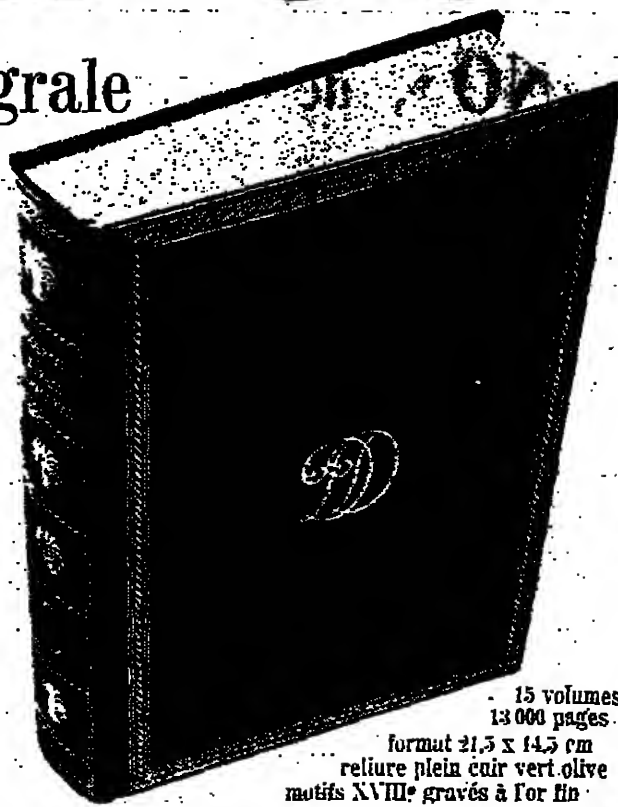
Un film, tiré de cet ouvrage, doit sortir prochainement en France. Il y a, en effet, dans le livre tous les ingrédients nécessaires à la confection d'un « série B ». Un tueur fou, un millionnaire sauteur, un carnaval déchaîné, des scènes érotiques. Aide suprême, le technicolor noiera les zones d'ombres. Quant au public, il ne sera pas surpris, tout cela a un tel goût de déjà vu. Au pire, nombreux seront les pigeons, qui assisteront à la mort sans intérêt du volatile, Beethovenstrasse.

BERNARD ALLIOT.

Pour la première fois depuis 100 ans

Tout Diderot

dans une édition intégrale et chronologique



Un homme tout en contrastes.

Il est, enfin, de découvrir ou de redécouvrir le vrai Diderot : un homme libre, tout en contrastes, qui fut à la fois le principal artisan de l'Encyclopédie et l'auteur scandaleux de « La Religieuse ». Pour suivre pas à pas, à travers une multiplicité d'ouvrages passionnants — romans, essais, nouvelles, correspondance —, le cours de sa vie tumultueuse et l'évolution de sa pensée, il était indispensable de présenter son œuvre dans l'ordre chronologique. Personne ne l'avait fait depuis 100 ans. C'est maintenant chose faite !

Un événement dans les annales de l'édition.

Fidèles à leur tradition, les Éditions du Cap, qui vous ont proposé tant de grandes collections, vous offrent une édition exceptionnelle, saluée à l'unanimité par la critique. Présentée par le brillant diderotiste Roger Lewinter, elle a été préfacée par une pléiade de spécialistes. Chacun des 15 volumes est relié pleine peau vert olive, tannée à l'ancienne, et orné de motifs du XVIII^e gravés à l'or fin 18 carats. L'œuvre de Diderot méritait bien ce luxe. Soyez les premiers à juger sur pièce en profitant de l'offre des Éditions du Cap.

Le tome I en cadeau.

Recevez, sans engagement, « Les Pensées philosophiques », « La Promenade du Sceptique », « L'Oiseau blanc », « Les Bijoux indiscrets », contenus dans le tome I des Œuvres Complètes de Diderot, dont « Le Monde » a pu dire : « De la qualité de cette édition, le tome I arrive à point pour nous en fournir l'échantillon : plus de huit cents pages, beau papier, impression large et claire ».

Si vous décidez de souscrire à la collection, ce premier tome sera à vous définitivement et gratuitement, et les Éditions du Cap auront le plaisir de vous envoyer, dès votre premier versement, la collection complète. Pour découvrir, dès ce premier tome, le vrai génie d'un grand écrivain méconnu et son étonnante actualité, il vous suffit de retourner le bon ci-contre.

Hâtez-vous ! Le nombre de tomes I disponibles à l'examen est limité.

BON D'EXAMEN GRATUIT DU TOME I
RESERVE EN CADEAU A TOUT SOUSCRIPTEUR
à retourner aux Éditions du Cap, Palais de la Scala - Monte-Carlo.

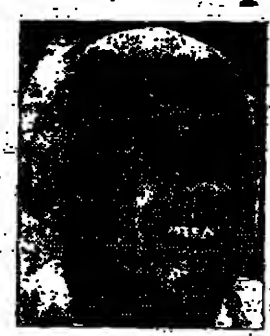
Qui, je désire recevoir le tome I des Œuvres Complètes de DIDEROT pour un exemplaire gratuit du 10^e jour chez moi, bien entendu que je retournerai le bon ci-contre sans rien vous devoir. Si je suis entièrement satisfait par ce volume et désire souscrire à l'ensemble de la collection, je la conserverai en cadeau définitif et définitivement.

de conditions de souscription exceptionnelles pour les 14 autres volumes : à au contraire : 750,40 F. - 50,40 F. valeur du tome I soit 700 F. - le à crédit, 87,40 F. - 50,40 F. soit 37 F. d'acompte suivi de 23 mensualités de 37 F. (total : 888 F.)

Dès réception de mon versement comptant ou de mon acompte, vous m'envoyez les 14 autres volumes de la collection.

Nom : Prénom :
et Rue :
Code Postal : Ville :
Date : Signature : DT 053

100.000 exemplaires



YVAN AUDOUARD
lettre ouverte aux cons

ALBIN MICHEL

سكينة الراجحي

LA RENTRÉE ROMANESQUE

Diane de Marguerie :

PLUS VOYANTE QUE VOYEUSE

★ LE DETAIL REVELEUR de Diane de Marguerie, Flammarion. Coll. « Textes », 174 pages, 24 F.

ON pénètre dans ce récit magique comme dans le miroir sans tain que la narratrice nous tend dès le début. Je me surprends à dire « la narratrice » ou « l'héroïne ». D'où vient que, tout au long de ce livre objectivement conçu, on s'écrit une histoire personnelle du dehors ou plutôt par transparence, d'où vient qu'il me semble toujours entendre Sybil parler, se parler ?

Le prénom qui hante chaque page est lui-même révélateur : si elle se défend d'être voyeuse, Sybil est à coup sûr voyante. C'est ce qu'elle appelle « aller de l'autre côté » ; ce n'est pas par hasard qu'elle se surprend à dire : « De l'autre côté », nous y voilà. Au sein de l'enfance réjouie de l'imagination, on tient la seule réalité : et de ce merveilleux, plus attrait et inquiétant encore, qui est la vie des autres, le début des autres.

A peine évoqué le miroir de l'enfance, Sybil apparaît dans la glace d'un club londonien. L'image miroir : la sienne d'une femme déguisée, reconnaissable, qu'elle emmène l'Andalousie, et qui va devenir l'objet de sa curiosité singulière. Selon une démarche très moderne, c'est à travers la conversation avec l'Andalousie que s'opère l'exploration du monde profond. A travers le ballet scintillant des sensations, des observations, des souvenirs, des images, des visions de l'Italie et de l'Orient, surgissent en Sybil le souvenir de son amour, la nostalgie d'un jeune homme imaginaire (qui est un portrait), figure de l'amour impossible et pourtant le seul possible ; revêtant aussi les deux « régressions », qui, pour elle, se parcourent le monde « du côté des Nuages », celui de l'« Amour » et celui de l'« Amour ».

L'onde-père s'est forcément nourrie d'engendrer la passion de Sybil pour les architectures imaginaires, qu'elle les rêve comme sa « ville crénelée », qu'elle les voit, les touche comme les gravures de Piranesi. Car Sybil est fascinée par la captivité et la cruauté, qui sont peut-être libératrices. Fascinée, bien sûr, par les prétendus instruments de supplice qui encombrèrent le Corset. Il est étrange — mais elle ne le remarque pas, et elle n'est pas la seule — que ces machines, avec leurs chaînes, cordes, poignées, pointes, ne soient rien d'autre en réalité que des outils de maçon : treillis, échafauds, palans, — et significatif que, dans ce monde de l'architecture, d'honnêtes appareils de construction se soient mués, sous la main même du graveur, en instruments de destruction.

Plus encore que l'architecture, la peinture est au fond de l'univers imaginaire.

★ LE TOMBEAU DE BAUDILAIRE de Pierre-Jean Jouve, paru en 1958, fait l'objet d'une réédition chez le même éditeur. La réédition de Baudilaire y est entourée de trois autres : Desiderio, Méryon le graveur et Courbet. 184 p., 25 F. (La Bibliothèque).

★ LE PRIX LITTÉRAIRE FRANÇOIS-DE-SALES a été décerné à

ricur de Sybil, — et de l'autre. Le livre se voit en effet éclairé par la lumière amoureuse et fugitive de la Mort, de Procris, le symbole d'une éternité sans fin par son amour, une éternité sans fin par son amour. C'est donc Procris, le Cosmo qui a révéillé Sybil, qui nous semble se passer, comme si le meurtre était inséparable de l'amour. Voilà une des clés du livre et du personnage. C'est « curiosité » de Sybil, cette quête du « détail révélateur », c'est d'abord celle de meurtre et de son mystère. Si elle a été attirée par l'Andalousie, c'est que le premier acte de celle-ci a voulu l'étrangler. Obsession de l'« acte meurtrier », désir d'être surprise et tuée. Mais cet « acte » était-ce bien le meurtre ? Ou le viol déguisé ? C'est « entrer de curiosité », où le jeune homme imaginaire ne pouvait suivre Sybil, et la voilà, venue de lui et de son rêve, est-ce rien d'autre que l'entrée de l'amour ? A la fin, les objets de sa curiosité soudain dérobés par la mort, elle s'aperçoit que c'est elle qui s'est livrée à eux, qui a été pensée à jour, mise à nu, sa vie et son secret dévoilés dans une peinture-miroir. Toujours l'allégorie peinte : Sybil, « pendue » de Procris.

Al-jé fait sentir les beautés de cette peinture-là, son esprit, qui est comme une transposition moderne dans l'écriture de l'esprit pieux de la Renaissance italienne (fascination) et sa sensibilité à son tour. Rêve d'un thème d'« entrées » dans le profond des miroirs et des eaux, revêtues d'un instant, « révélateur », des fleurs charnelles, charnelles — magnolia, nymphéa — et de la chair blanche, pulpeuse ou glacée : celle de la nymphe même ou de l'Andalousie. Ce roman, ce texte est lui-même une révélation. D'un point, bien sûr poétique, en Diane de Marguerie, on ne connaît encore que le « mystère ». Mais, comme pour tout ce qui compte dans l'opéra magique du rêve et de la poésie, révélation d'une des faces cachées de la vérité.

YVES FLORENNE

Les esquives de Georges Lambrichs

★ MESGIERES de Georges Lambrichs, Gallimard, 86 pages, 35 F.

DIRECTEUR de la collection « Le Chemin », Georges Lambrichs a succédé à Jean Paulhan dans le rôle d'un découvreur de premier ordre, aussi subtil que déconcertant. Après avoir publié, ces dernières années, des écrivains comme Le Clézio, Bour, Bourgeois, Bord, voilà qui donne une perspective et un éclaircissement à la littérature. La ressemblance avec Jean Paulhan ne s'arrête pas à son action. Il a choisi, comme l'auteur des *Fleurs de l'été*, d'être un écrivain rare, délicat, discret. On dirait que, fuyant la rumeur, il rédige de petites proses pour la « distraction de quelques lecteurs à qui il fait des dons d'œuvres presque imperceptibles », qu'il d'ailleurs à tout à coup les désamorce par une phrase hardie ou une image pres-

★ L'HISTOIRE de Savole, de Paul Galchonnat, professeur à l'université de Genève.

★ LES FABLES DE LA FONTAINE sont l'objet d'une édition en deux volumes dans la collection en format de poche « Poésie », chez Gallimard. Présentée, établie et annotée par Jean-Pierre Collot.

Guy Croussy :

LA BALLADE DES ENFANTS PERDUS

★ LES BLEUETS, Julliard, 230 p., 24 F.

UN retour. Depuis « Ceux du diable », en 1967, qui suivait « le Noche » (1965), Guy Croussy n'avait plus rien publié. Une bourse de la Fondation Del-Duca en 1968 lui a-t-elle permis d'œuvrer dans la sérénité, sans la hantise du roman annuel ?

Ces « Bleuets » sont un livre achevé, qu'on sent médité, maîtrisé. Une force en émane qui ne craint pas de se vêtir de simplicité.

C'est l'histoire d'un jeune garçon dont la rivière a été tordue à la libération. Elle en avait sans doute moins fait que beaucoup d'autres : soigner un blessé allemand, s'y attacher. Le père était prisonnier en Allemagne. Il avait écrit pour annoncer son intention de s'y rembarquer. Il réapparaît quand, après son retour, il découvre sa femme morte de consommation, dans une vieille ferme où elle s'est réfugiée. Le garçon est confié aux Bleuets, une institution pour enfants trouvés et abandonnés.

C'est leur odyssée qui fait la matière du livre. Leur vie n'est pas malheureuse. Le directeur est une figure attachante, plutôt sympathique. D'ailleurs, personne n'est mauvais dans ce livre. Même les hommes qui ont tordu la jeune femme en présence des enfants des écoles, dont le fils, étonné, animé des meilleures intentions. Ils croyaient donner une leçon solitaire.

Plus que la méchanceté des hommes, c'est la fatalité des conséquences qu'entraîne la guerre qui est ici en cause. Une sorte de « Mère Courage » des temps contemporains. Une façon brechtienne de garder ses distances avec la tragédie, de raconter la vie sans

la dramatiser. Qu'on imagine à quels excès de sentimentalisme ou de surcharge verbale un tel sujet eût pu conduire. Là, point de révolte ni d'apitoiement. La violence est dans le constat des faits et gestes quotidiens. L'émotion, dans la qualité de la mélodie, qui a le tremblé des phrases musicales, le prolongement inopiné en soi des images. Qu'on lise à cet égard le passage qui évoque le retour du prisonnier, sa lente et douloureuse traversée du village, au milieu des femmes fleuries et lascives qui le provoquent. Brecht, mais aussi Bruegel et Ghelderode. Nous sommes dans le Nord, si proche des Flandres, si rugueux et si tendre, le Nord des combats de coqs et des plaines mouillées, des étés terribles et des amours violentes et tristes, sur fond de rixes et de renégades, le Nord des fenaisons et des pendaisons.

Son originalité, Guy Croussy la tire de la singularité de ses personnages, qui cependant restent toujours vrais, et de l'insolite des situations qui demeurent toujours plausibles.

Il n'est peut-être pas de meilleure définition de la littérature : donner sans cesse d'être vraisemblable, surprendre sans pour autant rompre avec le réel.

S'il n'est pas certain que les jours, harcelés dans leur chose au virtuel, distinguent ce livre, il serait dommage que les libraires ne le remarquent pas, qui sont à la recherche de ce type de roman, dont le pouvoir d'émotion n'est pas exclusif de qualités d'écriture et est apte à satisfaire tous les publics, du plus exigeant au plus vulnérable.

PAUL MORELLE

Bernard Waller :

LA SOLITUDE, LE SILENCE, LA FOLIE

★ LE CONGRÈS DU FEUTRE, de Bernard Waller, Gallimard 1974, 108 p., 21 F.

SANS artifice verbal, aussi loin des techniques modernes que du roman traditionnel, à l'écart de tout le système de références à la mode, ce livre revient par une écriture très simple qui permet à une sensibilité originale de se faire entendre, sans outrance et sans cri. Ce sera donc par des moyens discrets que le roman de Bernard Waller deviendra, au fil de son histoire, une évocation inattendue de la solitude, du silence et de la folie. Pourant, si bouleversante qu'elle soit, la description de cette descente aux enfers s'accompagne toujours d'une sorte d'humour cocasse, à la limite de l'espoir et du désespoir, né de l'observation quotidienne des êtres dépeuplés que sont les personnages du roman.

Le point de départ est banal. Un homme arrive le soir dans une ville qu'il ne connaît pas. Bien reçu dans chacun des hôtels où il se présente, il en est aussitôt rejeté parce qu'il n'est jamais celui qu'on attendait, l'un des participants au Congrès du feutre qui occupe toute la ville. A la recherche d'un gîte, l'homme va errer sous la pluie, de place en place, de rue en rue, d'impression en impression. Ce n'est pas cependant l'inquiétude qui l'empêche, ni le désespoir, plutôt l'amusement de quelque chose de voir jusqu'où la déception peut aller.

Soudain une maison éclairée, ouverte, la seule. Sur le pas de la porte, une femme semble guetter. Qui ? Lui, l'égaré ? Ou s'agit-il d'une autre, capable de faire cesser la solitude et le silence ? La femme fait entrer le voyageur. Elle le reconforte, l'encourage à se laisser

faire, lui prépare un bain. Elle lui parle enfin.

Entre eux un univers étrange s'organise, se développe, s'approfondit, occupant tout l'espace ordinaire : l'envers devient l'endroit, la laideur, beauté, la réalité, fantasme. Sur la scène de ce théâtre d'ombres, les deux acteurs se fuient, se rapprochent, se heurtent en une comédie à la fois bouffonne et tragique, éprouvante. D'un côté, la femme, méduse nocturne, qui tente de survivre, ne serait-ce que par des mots, au-delà de la monotonie d'une existence presque sans passé et d'ordinaire sans avenir. De l'autre, le voyageur, surpris, comme attiré par un spectacle qu'il sent être aux frontières de la folie, mais auquel il ne peut renoncer. Durant ce huis clos la situation se renverse devant la femme qui le harçèle, ce se jouant, du côté de ses chimères, il perd pied, mesurant son propre malheur. Jusqu'à ce moment extrême quand la femme, l'ayant revêtu du costume de l'homme qui, dit-elle, l'a abandonné, lui fait jouer le rôle de cet autre, lequel, peut-être, n'a jamais existé. C'est l'échec, c'est-à-dire la fin de la comédie, l'expulsion hors du cachemir, c'est-à-dire le retour au quotidien.

Ce roman, qui, en treize ans, est le troisième de son auteur, révèle un talent bien singulier qu'un jour succès mériterait d'encourager. Nous avons, avec *Le Congrès du feutre*, et à son échelle, un exemple de ce que peut être le roman moderne, faisant corps avec l'époque, sans pour cela recourir aux excès de l'inspiration ni à l'allusion trompeuse de l'actualité. Ici l'imaginaire reprend ses droits, qui, on le sait, sont imprescriptibles.

ANDRÉ DALMAS.

Pierre HERBART

Le Rôdeur
Contre-Ordre
En U.R.S.S.
Le Chancré du Niger
Alcyon
A la recherche d'André Gide
L'Age d'or
La ligne de force
La Licorne
Souvenirs imaginaires
suivi de La Nuit.

GALLIMARD

PIERRE SEGHERS la Résistance et ses poètes

Un récit, un témoignage, une anthologie... où poésie, "contrebande" et clandestinité revivent.

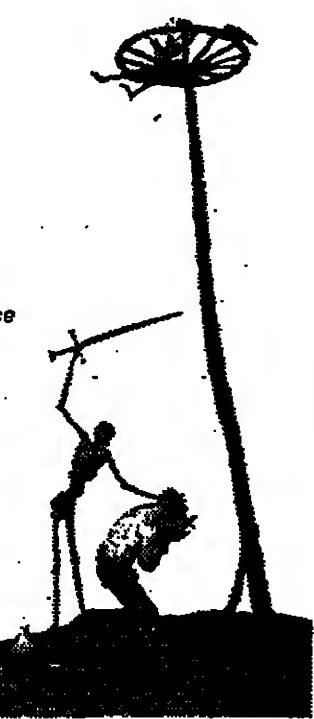
"Un livre qui ne peut manquer à la bibliothèque d'un bon français."
André Wormser - L'HUMANITE

"Parce que Seghers les nomme, les cite, on découvre que la France a compté, entre 1940 et 1944, des milliers de poètes."
Max Gallo - L'EXPRESS

"Jamais ne sera mieux évoqué, jamais ne sera mieux écrit le temps de la révolte contre la pire des calamités."
Ph. de Rothchild - LE MONDE

1 volume de 680 pages

seghers



"Dimensions" dirigée par Robert L. J. L.

CRASH!

J.G. BALLARD

- ★ LE MONDE "Le premier chef-d'œuvre de la S.F. de demain"
- ★ L'EXPRESS (J.-B. Baronian) "Un véritable coup de force littéraire"
- ★ FICTION (Alain Doremioux) "Un superbe livre, un chef-d'œuvre unique"
- ★ LE POINT (J.-P. Epstein) "Crash ! est (et je pense mes mots) une manière de chef-d'œuvre"
- ★ CHARLIE HEBDO (Andréven) "Il faut l'avoir lu si on ne veut pas passer pour le dernier des minables"

CALMANN-LEVY

LAWRENCE DURRELL

La papesse Jeanne

récit

"Sans doute Durrell a-t-il été sensible à l'évocation d'une certaine défection de la vie, et certains chapitres succulents — oies rôties et filles troussées — lui ont apporté l'image savoureuse de la Grèce épiciurienne qu'il aime."
Robert Jouanny - LE MONDE

BUCHET-CHASTEL

LE CHILI A TRAVERS LES LIVRES

Le dossier noir de la répression

★ CHILI : LE DOSSIER NOIR, Gallimard, 332 pages, 46 F.

Cet ouvrage collectif rassemble des récits, des documents, des analyses rédigés ou réunis par des Chiliens et d'autres auteurs ou témoins, universitaires ou écrivains, spécialistes ou simples militants. Il s'ouvre sur un message de M. Harald Edelstam, qui était ambassadeur de Suède à Santiago jusqu'à son expulsion par la junte à cause de ses courageuses interventions en faveur des victimes de la répression. Les droits d'auteur vont à la libération du peuple chilien.

Le ton est généralement froid : il s'agit moins de condamner ou de convaincre que d'exposer, d'expliquer, de façon aussi précise et contrôlée que possible, ce qui est arrivé l'année dernière et ce qui se passe depuis au Chili. Les défauts, les divisions, les insuffisances, les erreurs de l'Unité populaire et de son chef ne sont pas dissimulés. A l'exception de deux ou trois articles, qui, d'ailleurs, font tâche, le sectarisme et la haine sont bannis : ce n'est pas un acte de propagande, c'est un constat, presque un procès-verbal. Et, tel quel, il est tout simplement effrayant.

Salvador Allende, écrit l'ex-ambassadeur de Suède, avait horreur de la violence et de la brutalité. Pendant sa présidence, il n'y avait pas de prisonniers politiques. Tous les partis politiques, toutes les factions étaient autorisés et combattaient librement pour leurs idées. Il n'y avait pas de censure sur la presse, la radio et la télévision. Tout le monde avait le droit de critiquer ouvertement le président, le gouvernement et l'administration. Pendant les trois années de la présidence de Salvador Allende, il régnait au Chili une liberté complète et une véritable démocratie.

En regard, voici dix, vingt dépositions de rescapés des stades de Santiago, où, officiellement, la junte a reconnu avoir entassé jusqu'à sept mille détenus dans les jours qui suivirent le coup d'Etat. Dans les stades, on torture, on frappe jusqu'à ce que mort s'ensuive, on viole, on fusille, et tout cela à ciel ouvert, sans se cacher, seul le jour où un groupe de journalistes étrangers est admis à y pénétrer pour quelques instants et aussi pendant la brève visite du cardinal Silva Enriquez, archevêque de Santiago, favorable à la junte, qui se fait présenter des prisonniers, fond en larmes, bénit et s'en va. Une jeune fille de quinze ans est battue à mort pour lui faire dire où se cache son père, un parlementaire communiste. Une femme de soixante-douze ans, marquée sur le front de deux F, ce qui signifie « à fusiller », soutient le moral de ses compagnes de cellule jusqu'au moment où elle reçoit une arme et l'ordre de se suicider. Victor Jara, chanteur, musicien et poète, agonise trois jours, les mains et les poignets écorchés, puis son cadavre est jeté au milieu du stade. Chile, pour l'exemple. Partout, dans la capitale et en province, c'est la chasse à l'homme, la terreur. Le 19 septembre, à la morgue de Santiago, un fonctionnaire de l'ONU voit cent quatre-vingt-cinq cadavres, dont ceux de cinq enfants. C'est, lui dit-on, « la récolte de la journée ». On ne compte plus les « suicides », les prisonniers « abattus au cours d'une tentative d'évasion », les corps jetés dans des fosses communes, dans les fleuves et dans la mer.

Combien de morts ? Selon la junte, moins de mille dont la moitié à Santiago. Plus de vingt mille estiment des réfugiés. Cinq mille au moins, et ce n'est pas fini, confie un député à notre confrère Georges Dupuy (le Figaro du 28 septembre 1973). Quarante mille aurait dit Pinochet lui-même, selon un journaliste chilien. De trois à huit mille pensent les diplomates et le clergé de Santiago. Cinze mille écrit Raul Silva C., écrivain et sociologue, ancien professeur à l'université de

New-York, qui enseigne aujourd'hui à Poitiers et à Vincennes.

Les libertés politiques ? Décret-loi 77, Journal officiel du 13 octobre 1973, article 1 : « Interdit et en conséquence déclaré illégaux les partis communiste et socialiste, l'Union socialiste et populaire, le Mouvement d'action populaire unitaire, les radicaux, la gauche chrétienne, l'Action populaire indépendante et toute autre, groupe, faction ou mouvement liés à la doctrine marxiste ou qui, par la pratique de ses adhérents, se rapproche d'elle. »

La liberté d'expression ? Sous la présidence d'Allende on comptait dans la capitale cinq quotidiens de gauche et six quotidiens d'opposition et, en province, onze favorables au régime pour neuf « neutres » et vingt et un de l'opposition. Sur les cent trente-quatre stations de radio et de télévision, trente-six seulement appuyaient l'Unité populaire. Aujourd'hui, il n'y a plus un seul journal, plus une seule station qui ne soient directement sous le contrôle gouvernemental, au service exclusif du pouvoir et soumis pour plus de sûreté à une étroite censure. D'ailleurs, les imprimeries de la presse et les maisons d'édition de gauche ont été détruites, les journalistes arrêtés par centaines, les bibliothèques sont épurées : Jack London, Thackeray, H.-G. Wells, Pouchkine, Dostoïevski, Mac Orlan, Thomas Mann, auteurs subversifs et « marxistes » bien connus, sont interdits, et leurs livres ont été brûlés ainsi que quelques ouvrages sur le cubisme (propagande cubaine ?) et bien d'autres.

Le plus atroce peut-être...

On pourrait poursuivre encore longtemps la liste des faits, des documents, des témoignages qui composent le « dossier noir ». A quel bon ? Il faut le lire.

Le plus atroce peut-être dans tout ce qu'il rapporte, ce ne sont pas — et pourtant ! — les récits de violence, de tuerie, de sang, toute cette bestialité déchaînée, ce Vietnam chilien ; on ne savait que trop que c'est là le goût et le vice de l'époque, et pas seulement au Chili.

Ce ne sont pas non plus les crimes contre l'esprit, le viol des consciences, la persécution : là encore, d'autres peuples à travers le monde souffrent des mêmes maux. Ce n'est même pas la vengeance sanglante et sordide d'un clan politique installé par la force et régnant par la terreur. C'est le sentiment qui s'impose, au fil des pages, qu'il ne s'agit pas ou pas seulement d'une dictature de plus, d'un nouveau succès du conservatisme plus ou moins musqué, d'une simple revanche, mais bien d'un meurtre, le meurtre de l'âme d'un peuple.

Car ceux qui ont écrit ce livre, ce sont d'abord des rescapés et pour la plupart des exilés. Ils ont eu la chance et les moyens, même si cela n'a pas été facile, de survivre, de fuir, d'échapper au pire. Ce sont ensuite, pour la plupart également, des intellectuels et des militants, qui savent écouter et s'exprimer, qui peuvent témoigner puis raisonner et analyser à partir de ce qu'ils ont vu. Ils étaient parmi les dirigeants, les cadres de l'Unité populaire ou bien comptaient au nombre de ses sympathisants actifs et éclairés. Mais la foule des ouvriers, des paysans, des hommes et des femmes du petit peuple chilien qui avaient porté par leurs votes Allende au pouvoir, qui l'ont acclamé, soutenu, suivi jusqu'au bout, ceux-là n'ont pas pu ou ne peuvent pas parler et ne peuvent pas parler et encore moins écrire.

Or c'est sur eux, les silencieux, les humbles, que la nuit est tombée et que s'est refermé le piège. Sur les jeunes de seize à dix-huit ans considérés par la junte comme les plus dangereux des « révolutionnaires ». Sur les étudiants et lycéens dont les établissements, épurés, sont maintenant dirigés par des militaires. Sur les ouvriers dont les mines et les usines, dénationalisées, ressemblent plus que jamais à des casernes. Sur les paysans auxquels on a repris les terres « illégalement » occupées. Plusieurs des auteurs du « dossier noir » le disent, tous le ressentent. « Des centaines de milliers de nos camarades, hommes et femmes, sont persécutés sans pitié et frappés dans leurs corps et dans leurs consciences », écrit encore Harald Edelstam, l'ancien ambassadeur de Suède à Santiago. Et c'est bien la pire, en effet, la plus cruelle et amère des leçons que nous donne aujourd'hui le Chili, un an après.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

L'autopsie d'une expérience

★ LE CHILI SOUS ALLIENDE, présenté par Alain Joxe, collection « Archives », Gallimard-Julliard, 272 pages, 13 F.

★ CHILI OU LA TENTATIVE REVOLUTION-LEGALITE par Olivier Duhamel, « L'Asie du temps », Gallimard, 228 pages, 32 F.

Le Chili sous Allende relie la collection Archives à l'histoire encore brûlante. Ce petit livre très dense permet dès maintenant au lecteur français de s'introduire dans la dimension vécue du « processus chilien », à travers des textes qui en ont été des jalons significatifs. Alain Joxe, assisté sans doute pour ce travail minutieux d'une équipe de collaborateurs, s'est chargé de mener à bien ce projet de recherche, de sélection, de traduction et de mise en pages du matériel chilien (dont la revue *Chile Hoy* a fourni la plus grande partie). Il a assuré par ailleurs l'encadrement des textes, en apportant tout au long de l'ouvrage les éléments d'information nécessaires à leur enchaînement et à leur compréhension.

Les documents reflètent bien la passion avec laquelle a été vécue la lutte. Livrés au lecteur selon l'ordre dans lequel ils ont été produits au cours des trois années de l'Unité populaire, déclarations, programmes, analyses, interviews de travailleurs, de dirigeants syndicaux, de militaires, rendent compte des différentes phases du « processus », découlant le sens des succès et des échecs et permettant d'assister à l'évolution de la pratique quotidienne des masses et à la montée du débat au sein des partis de la gauche sur la ligne stratégique à suivre à mesure que s'accroît l'activité insurrectionnelle, de la bourgeoisie.

Devançant le grief qui lui sera sans doute fait d'accorder une place trop grande aux analyses des secteurs de l'« aile gauche » de l'U.P., voire de secteurs qui ne lui apportent qu'un soutien critique comme le M.D.R. Joxe, tout en dédiant cet ouvrage à tous ceux qui prirent part à « ce combat incertain », définit d'emblée le propos critique de cette compilation : « Il s'agit, d'effort, de la tentative de la tragédie de septembre 1973, des éléments pour une compréhension du gouvernement de l'U.P., gouvernement qui s'est terminé par une défaite stratégique. »

La rareté des documents présentant la position de la droite et de la Démocratie chrétienne

Bibliographie

Voici les principaux ouvrages parus sur le Chili depuis le coup d'Etat :

- « Le Chili est proche. Révolution et contre-révolution dans le Chili de l'Unité populaire ». Textes choisis et présentés par Maurice Najman. Maspero.
- « Chili », album de photographies de l'agence Gamma.
- « A. Aquaviva, G. Fournier, F. Gilhodes : « Chili, trois ans d'Unité populaire ». Editions sociales.
- Gustavo Arroyo : « Coup d'Etat au Chili ». Ed. du Cer.
- Carlos Cerda : « Génocide au Chili ». Maspero.
- Alain Tominac : « Vie et mort du Chili populaire ». Le Seuil.
- Louis Vora et Pierre Sébasta : « Chili au cœur ». Ed. de la Courtille.
- Armando Uribe : « Le Livre noir de l'insurrection ». Editions au Chili ». Le Seuil.

est certes signalée ; cela n'empêche pas qu'un puisse la regretter. La présence de l'adversaire aurait en effet donné à la chronologie des faits et des discours cette tension dialectique sans laquelle l'analyse ne peut réellement se développer.

C'est précisément à partir de cette défaite qu'Olivier Duhamel entreprend d'analyser la voie chilienne vers le socialisme. Le mérite essentiel de sa démarche, c'est qu'il refuse de s'enfermer dans la logique de l'échec que supposerait une vision déterministe de l'histoire. Son ouvrage bien documenté pose avant tout des questions sans prétendre lui donner une réponse définitive. Ouvrant le dossier du Chili, avec les antécédents dont il dispose — qui sont nombreux, bien que trop concentrés sur la période cruciale 1970-1973, pour permettre une étude de plus longue haleine, l'auteur s'efforce de percevoir la manière dont chaque acteur a pu influencer l'évolution des faits et déterminer l'issue du drame. Le compte rendu événementiel à tous les stades de l'analyse, pour cerner les diverses alternatives qui s'offraient à la voie chilienne,

à partir des positions antagonistes qui ne cessent de se préciser dans le débat autour du concept et de la pratique de la révolution dans la légalité.

L'auteur fait le tour des contradictions que renferment ce concept et cette pratique, et il montre bien comment, prisonnière de cette légalité qui l'empêche de rompre le contrat avec l'ennemi, l'Unité populaire, se refusant à entrer dans une autre étape de la lutte, est devenue la victime de cet ennemi moins scrupuleux qu'elle. On peut toutefois regretter que, dans cette étude de la montée du fascisme, une place trop exclusive soit faite à l'armée au détriment de ces autres acteurs de l'insurrection qui furent les *grupos*, organisateurs de la résistance civile sur laquelle pourra, à l'heure dite, s'articuler le mouvement des généraux. Le rôle de ces nouveaux acteurs ne n'inscrivent-ils pas d'ailleurs dans les stratégies dont le Pentagone est en train de mesurer l'efficacité pour faire face à la montée des forces populaires dans les pays qui sont situés sous l'emprise de l'impérialisme ?

MICHEL MATTEIART.

LE CARNET DE VOYAGE D'UN TOURISTE CANADIEN

★ EUGENE CLOUTIER AU CHILI, Editions Hurtubise, 330 pages, rue Craig, Montréal 126, Québec.

C'est une tout autre approche du Chili que nous propose Eugène Cloutier. Dans la longue série de reportages entreprise par cet auteur canadien, ce livre porte le numéro huit. Son public a déjà pu suivre Eugène Cloutier en Tunisie, en Suède, à Cuba, en Colombie, etc. Pour ce numéro huit, c'est dans un Chili, où le coup d'Etat ne se profile que comme une très vague menace, que ce mentor canadien, qui a eu plusieurs fois l'occasion de fournir ses armes de journaliste éclairé, entraîne son lecteur. Et plus d'un, curieux comme lui de dépassement mi-érotique, mi-politique, lui en sera gré. Ce livre est, en fait, un carnet de voyage bourré de notes, de renseignements, et où fourmillent les anecdotes : une entrevue personnelle avec le président sera le point culminant de la visite et de l'ouvrage. Cependant, devant certains ouvrages de la majorité pour, ou face à des réalisations du nouveau régime comme les « Bains populaires », on voit l'auteur, soudain mal à l'aise, découvrir ses privilèges de naïf et se poser cette question : « Comment peut-on être Chilien ? » « Comment peut-on demander à peu à la vie ? » est-on étonné de lire sous la plume de cet Occidental de bon aloi, quand le peuple qu'il observe commet le

serail de demander à la vie le droit de commencer à la vivre vraiment. Aussi n'est-on pas surpris d'apprendre que, lorsque l'heure de la tragédie a sonné au Chili, Eugène Cloutier était déjà sur la piste d'Eugène Cloutier en Allemagne de l'Ouest.

M.M.

CLUB DES POETES

30, rue de Bourgogne
PARIS (7^e) - 551-06-03
COCKTAIL-SIGNATURE
JEAN-PIERRE ROSEY
vous invite
à l'inauguration de son ouvrage
personnelles des Lettres
et de la Presse
Vendredi 20 septembre
de 18 h à 20 h
à la signature des trois derniers
recueils de poèmes de
MONIQUE GILBERT
SYLVIANE

NOUS EDITONS

DES ET DIFFUSONS BONS MANUSCRITS
EDITIONS REGAIN - MONTE-CARLO
Nous écrire pour recevoir docum.
sur nos conditions d'acceptation.

IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION

Un livre collectif au carrefour
de LIP (20 F)
CHILI NOVEMBRE 70
JANVIER 74
Réforme de révolution (15 F)
EDITIONS GILES TAUTIN
71, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)
Téléph. : 206-41-75

un philosophe
s'insurge
contre
la science
officielle
dans

AUX ÉDITIONS
de la
**PENSÉE
UNIVERSELLE**
3 bis, QUAI AUX FLEURS
75004 PARIS

l'imposture scientifique
par louis jacot

Dans le dernier numéro de preuves

Des textes de P. Emmanuel (contre la femme-objet), R. Planchon, L.-P. Vincent et A. Vitez (un théâtre qui mobilise), R. Anadour (initiation et contre-culture) et un dossier spécial sur la littérature et les mouvements ésotériques.

En vente dans grandes librairies et druggistes ou au siège de la revue : 73, rue de Turbigo, 75003 Paris

submarine

le périscope de la bande dessinée

LANVIN

Des imperméables qui font
la pluie et le beau temps

Le tout est d'avoir une tenue qui s'adapte à la pluie et au soleil. Comme cet imperméable croisé, ligne près du corps, en Prince de Galles dans les grès, marron et miel ou encore à minuscules carreaux rouille, grège, verts et noisette (990 F).

Moins fantaisie, mais éternellement à la mode : les Trench. Doubles pair impair, intérieur passepoilé, on les aimera beiges, blanc cassé, bleu marine ou noirs (990 F).

Pour les matins frais, Lanvin 2 vous propose aussi des imper en gabardine de coton doublés laine (890 F) ; tête de nègre, grège, vert bouteille. Un mot les définit : leur confort.



2 rue Cambon Paris 1^{er}

صلى الله عليه وسلم

ESSAIS

Au-delà du gauchisme

L'ADIEU AUX ARMES

* L'AFRÈS-MAI DES FAUNES, de Guy Hocquenghem. Préface de Gilles Deleuze. Grasset, coll. « Roches », 208 pages, 19 F.

QUE s'est-il donc passé en mai 68 ? En fin de compte, rien de bien intéressant, à en croire Guy Hocquenghem. Dernier sursaut du dix-neuvième siècle, ce « grand soir » à l'ancienne, voué à l'échec comme il convient, demeure conforme au vieux schéma « provocation-répression-révolution ». Mieux vaut ranger au magasin des accessoires, une bonne fois pour toutes, l'image d'Épinal où se retrouvent étudiants héroïques et ouvriers en grève sur fond de barricades. Mai 68 n'est pas à « refaire » et à « réussir » — en mieux et en plus grand. La nécessité de prendre le pouvoir se révèle illusoire.

Pour en arriver là, il a fallu que quelque chose de neuf émergeât, non au cours des « événements » de mai mais à travers ses lendemains qui déchantent. Dans ces longues années de l'« après-mai », où les rêves s'enlisent dans le sérieux des stratégies gauchistes, où les désirs s'étouffent dans le jeu triste des routines politiques, vont apparaître les vraies ruptures. Ruptures de tous ordres, dispersées, mais cohérentes, que retracent au fil des mois ces articles publiés dans « Action », « Tout », « Actuel ». Rupture d'abord avec le mythe du grand bouleversement qui remanierait, prolétariat en tête, le monde tel qu'il est. — en laissant en place le travail et la famille, en respectant le corps social et le corps érotique : « On ne nous la fera plus, il n'y aura pas pour nous une justice socialiste, une Université socialiste, des usines socialistes, une famille socialiste, qui seraient les mêmes, repêtrées en rouge. » Terminé, le grand fantasme de la « révolution ».

Rupture aussi avec l'idéal ascétique qui anime les militants, cette mystique du sacrifice qui fait remettre « à plus tard » l'épanouissement de désirs qui, eux, existent dans l'instant. « Ne gardez pas vos rêves pour demain, le vieillit mal ! », crie Hocquenghem aux militants stupides. D'autant que ce moraliste révolutionnaire, où la dignité et la vertu le dépassent au sérieux, est en retard d'une guerre, face au cynisme du capital, qui, désormais, « triche et gagne ». Terminé, la mauvaise conscience.

Rupture enfin (tout est là) avec la vieille distinction du politique et du quotidien, de la vie publique et de la vie privée. Les manœuvres du gouvernement, les conflits de la diplomatie internationale, passent à l'arrière-plan. Une nouvelle subversion prend forme, donnant la parole à ce qu'il y a de plus « privé » — la vie sexuelle, le réveille-matin pour chacun la libre disposition de son corps. Terminé, la « politique » et le rituel convenu des « justes luttes ». Voici venir les faunes.

Un traité systématique

Place à la révolte de tous les désirs, homosexuels en tête. Avec l'apparition du F.H.A.R. (Front homosexuel d'action révolutionnaire), tous les discours sur l'homosexualité se trouvent « court-circuités ». Freud inclus. « Peu importe l'attitude de papa ou de maman — rien à voir avec notre désir. On est comme ça, et on est très bien », disent, en substance, ceux du F.H.A.R. Ni « maladies », ni pervers — sinon pour clamer le droit de tous à la perversité, les homosexuels remettent en cause la normalité en s'attaquant à l'une de ses plus fermes assises : l'opposition homme-femme et les rapports de domination qu'elle suscite. Guy Hocquenghem résume aujourd'hui le mouvement qu'il a contribué à fonder, mais pour aller au-delà. Il refuse de se laisser emporter, enfermé, épinglé dans un autre capotisme. Le livre se cite, provisoirement, en annonçant la « fin des statuts sexuels figés ». Plus de rôles fixes ni d'images intangibles, rien que la succession indéfinie d'instantanés où éclatent des désirs fluctuants : être homme ou femme, homme et femme, travesti, pédophile, « sado-maso » — tout à tour ou simultanément. « Encore flou, un univers de connexions toujours mobiles se dessine, où, selon la formule sadienne, « le corps de chacun appartient à tous ».

Normalien, Guy Hocquenghem veut détruire l'Université ; militant, il « lâche » la révolution ; homosexuel, il affirme des normes que « personne ne l'est ». Traité systématique, il s'oppose constamment à toutes les normes, se dérobe à toutes les « règles du jeu », sociales ou politiques. Anarchisme ? Nihilisme ? Dandysme de la nouvelle gauche, façon « anti-Édipe » ? Qu'on ne s'empresse pas de coller une étiquette approximative sur une

telles démarches. Il y a du nouveau sous le soleil gauchiste.

Car le jeu de massacre d'Hocquenghem n'est pas gratuit. Un nouveau style s'y définit, et pas seulement à travers une écriture brillamment provocante. Terminées les « sages promesses » dans les avenues du savoir — et les

batailles rangées contre le pouvoir. Brouillant les codes, mêlant les genres (la moto et Fourier, la drogue et l'écologie, le Bengole et les travestis), surprenant du lecteur l'attendu par Hocquenghem annonce une querelle culturelle inédite, qui emprunte des chemins de traverse. ROGER-POE DROIT.

Être ou ne pas être militant

ATTIQUES portées contre l'« idéal militant », dénonciation du conservatisme moral qui le soutient, analyse des forces inconscientes et des désirs qui l'agencent, se retrouvent dans les deux derniers numéros de la revue *Recherches* (1), éditée par le CERFI (Centre d'étude et de recherches sur le fonctionnement des institutions, fondé en 1968 par Félix Guattari). Le ton, pourtant, n'est pas le même que chez Hocquenghem.

Le groupe qui a mené à bien et rédigé le premier volume nous livre, en effet, un texte composite, fruit d'un insolite mélange : d'une part, une étude sur les équipements du pouvoir, esquisses théoriques d'une histoire de l'espace urbain, où viennent se conjuguer les influences de Michel Foucault, de Nietzsche relu par Deleuze, et de l'Anti-Édipe. D'autre part, entrecoupant cette réflexion, des récits, des monologues, donnent à voir les conflits — intellectuels, politiques, affectifs, sexuels — qui traversent le groupe pendant l'élaboration du texte. Ces « séquences » permettent d'entrevoir concrètement les investissements de la libido dans un travail théorique, et qui se vaut, au départ, « militant ».

On ne peut résumer une telle entreprise, poursuivie « en solitaire » par François Fourquet dans le second volume, consacré à une analyse et à une réflexion sur la « pratique libidinale » des « croyants » du marxisme.

Ces deux numéros de *Recherches* inaugurent une série intitulée *Généalogie du capital*. Projet ambitieux : il s'agit de retracer les processus d'investissement du désir à travers lesquels s'est constitué le découpage capitaliste de la réalité sociale — rien de moins. — R.-P. D.

(1) Numéro 13 : « Les équipements du pouvoir », 280 p., 32 F. Numéro 14 : « L'idéal militant », 244 pages, 30 F. CERFI, 165, boulevard de Beaumarchais, 75003, Paris.

MANUEL DE DIEGUEZ, LE DERNIER DES YAHOUS

MANUEL DE DIEGUEZ poursuit dans une retraite quasi totale, en plein cœur de la Normandie, une méditation philosophique surprenante à beaucoup d'égards. Ne serait-ce en premier lieu que par la dimension et le foisonnement des écrits qui en sont le fruit. Cette réflexion se poursuit, dans les années 60, à s'interroger, non sur la philosophie, mais sur la vie autonome du langage et de la pensée. *Science et Mécanique* (Gallimard, 1970), à remettre en cause le savoir scientifique. « La Caverne », par cette année, fait en onze cents pages la critique de l'intelligibilité. Nouveaux images, de symboles, de métamorphoses.

Le style de ces ouvrages déroute et fascine à la fois. Quant au fond de la pensée, il tranche sur les idées actuellement en vigueur : Manuel de Dieguez n'ignore-t-il pas superbement les sciences humaines que notre temps a substituées peu à peu à toute quête de l'absolu ?

Faut-il voir dans cet ermite puissant un atterré de la philosophie classique ou le précurseur d'un courant qui commence à se former ? Daniel Levis, un jeune agrégé de lettres, ancien élève des sciences politiques, en appréhendant dans ses grandes lignes la démarche du philosophe, opte ici résolument pour la seconde hypothèse.

* LA CAVERNE, de Manuel de Dieguez. Gallimard, « Bibliothèque de la Pléiade », 1991 p., 195 F.

Attaqués de toutes parts et toujours triomphant, la raison discursive se trouve ici, une nouvelle fois, mise en question. Mais la méthode adoptée permet d'échapper à la tentation de l'écueil. Parce qu'elle est simple. Examinant tout recours à une science dont il conteste le fondement, Dieguez, dans le droit-fil de l'idéalisme classique, voit l'homme captif de son univers mental. Condamné à n'être qu'un être, sans propres réflexions. À ignorer sa vraie nature. Faut-il s'en tenir là ? Se résigner, comme Hume, à l'empirisme ? Un tel constat d'échec n'est pas inévitable. Car l'univers n'est pas insaisissable. Car l'homme porte témoignage de son auteur. Investi d'une mission, répondant à un besoin, il autorise une anthropologie nouvelle. Portant non sur le portrait, mais sur le peintre lui-même.

Force est donc de remonter aux sources du savoir. En proclamant que « l'eau est la cause de toutes choses », Thalès a réconcilié l'unité que requiert la parole, avec la dispersion où s'évanouit la matière. Par là, il a fondé la science.

Réalité matérielle. La Cause agit au plus profond des choses, dote le monde d'un langage signifiant, lui confère une parole autonome. Indubitable sans nul doute, car il n'y a de parole qu'en l'esprit. « Mixte magique de langage et de matière », la notion de cause engendre donc une science bâtarde, entachée d'animisme. Qu'on ne se trompe pas : les « appétences », « inclinations » et « sympathies » de la physique aristotélicienne respirent toujours au cœur de notre monde apparemment si cartésien. « L'adéquation de la chose et de l'esprit » continue donc d'être la grande règle de toutes les règles, jusque chez Lévi-Strauss. Quant à la Cause, forme essentielle de cette identité, elle n'a rien perdu de sa puissance. Elle a seulement changé de nom. « Ce qui fait mouvoir », ce n'est plus l'eau, c'est l'énergie. Différence négligeable.

Le malentendu est de taille. Où a-t-on pris que la Cause explique quand elle se borne à constater ? Parler de la vertu motrice de l'énergie, c'est parler de la vertu dormitive de l'opium. On ne sort pas du constat. Or, c'est dans la régularité des événements

Les paradis artificiels du savoir

L'apport de l'homme réside justement dans cette sacralisation du constat qui lui fait voir un sens là où il n'y a que de l'instinct. Tel est le pouvoir de cette « lueur de raison » que Manuel de Dieguez lui reconnaît et qui constitue son apogée.

Pourquoi l'intelligibilité ? La réponse à cette question sous-tend tout l'ouvrage et sa simplicité fait sa force : « L'intelligibilité procède de la peur ». La double hantise du néant et du chaos pousse l'homme à se forger un monde qui lui soit un asile. Puis, ayant ordonné toute chose selon l'intelligible, il s'insère lui-même dans cet ordre où il se verra enfin fixé, déterminé, identifié. Un tel « appétent imaginaire » s'apparente tout-à-fait moins à une connaissance qu'à un divertissement. La science rassure : non qu'elle explique, mais parce qu'elle masque. Semblable à la seiche qui se dérobe derrière l'encre qu'elle sécrète, l'homme s'efface derrière sa propre image, dont il s'est fait une idole. « Les idées apaisent la peur ». Paradis artificiel, « l'Éden de la Cause » repose ainsi tout entier sur l'oubli.

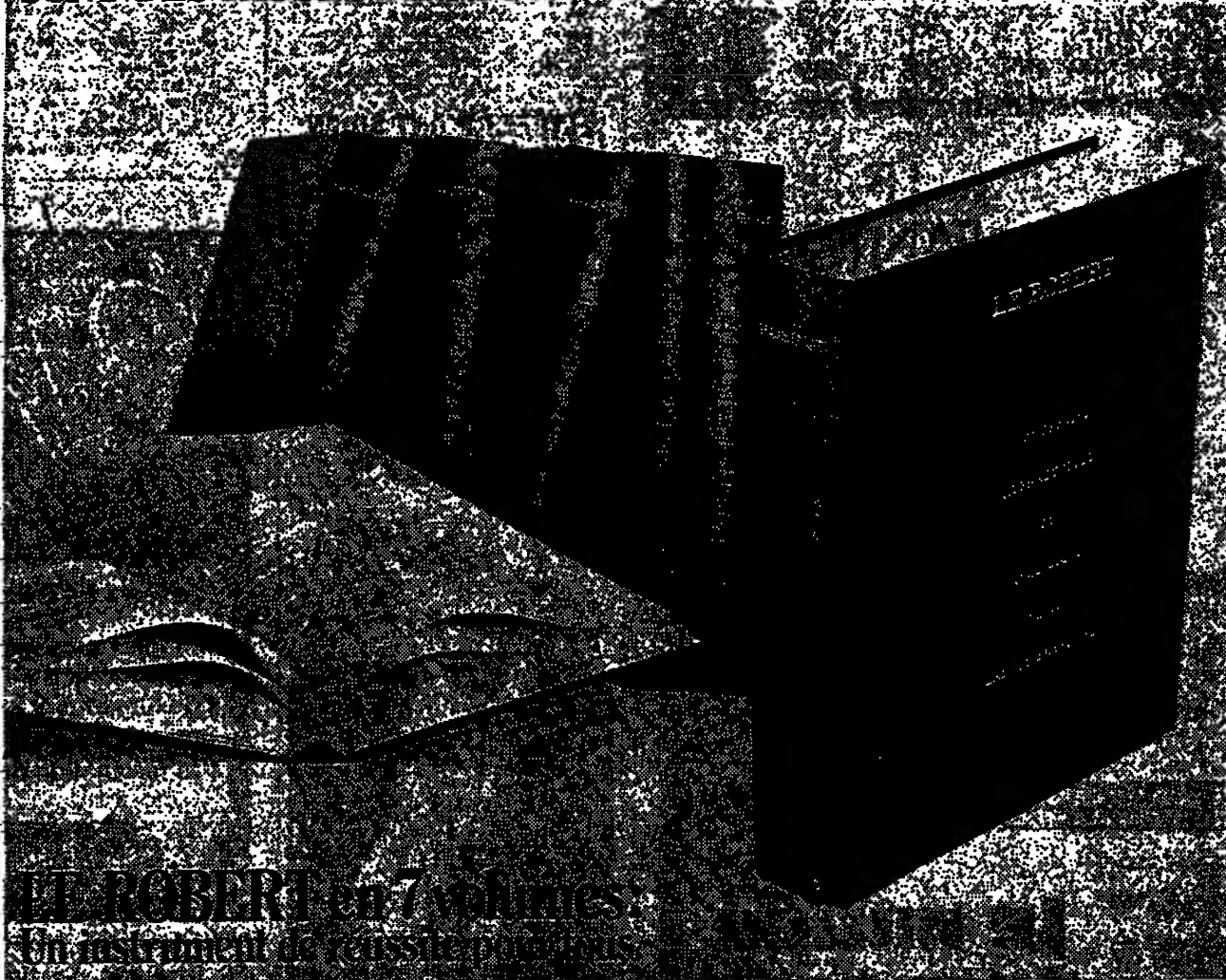
Se souvenir, voilà la mission du philosophe. L'histoire des sciences de la nature, telle que Dieguez la retrace, l'y aidera. Car la physique n'a jamais réussi à atteindre pleinement le but qu'elle s'était assigné. Malgré Descartes et malgré Aristote, toujours une certaine distance sépare la cohérence de l'expérience, la cause des faits. Avec Newton, la faille s'agrandit. L'attraction des masses dans le vide échappe au sens commun. L'union de la science et du bon sens se brise. Et la physique se coupe en deux. D'un côté : les Dons Quichottes, théoriciens qui dessinent des épreuves, de l'autre : les Sancho Panzas, praticiens qui s'efforcent tant bien que mal de les adapter au réel. Ceux-ci retiennent sans cesse la robe que ceux-là ont conçue pour une nature idéale, la Dulcinée de leurs rêves. Enfin, lorsqu'il écrit que « la causalité ne joue aucun rôle dans la démonstration mathématique », Wittgenstein parachève cette évolution. Désormais le savant « orchestre l'équation, non le cosmos ». On le voit : l'esprit et la matière recouvrent peu à peu leur personnalité propre. Leur divorce est définitif. Il ne sera plus permis au philosophe de l'oublier.

Assurant la condition originelle de l'homme, il ne se nourrit plus désormais que du « pain d'éternité du silence ». À la cause, congédiée, pourra se substituer la preuve : la Vérité ne convainc ni ne démontre, elle foudroie. Mais son surgissement n'ira pas sans douleur. Car si « la logique de la chose est le cri du refus de la mort en nous », la philosophie sera « souffrance de la mémoire », accomplissement de notre propre mort.

La critique de la connaissance entreprise par Manuel de Dieguez débouche ainsi sur un double mysticisme. Celui du néant, tout d'abord ; celui du feu, autrement dit du vrai, auquel le premier introduit. *La Caverne* témoigne donc d'une réurgence du sacré, au-delà de toute appréhension rationnelle. Sans doute, par endroits, une science nouvelle se laisse-t-elle espérer, que ne fonderait ni la notion de cause ni le désir de comprendre. Mais Manuel de Dieguez ne se veut que le dernier des hommes, et non le premier des surhommes, des Houghmies. Aussi se borne-t-il à entreouvrir les portes de l'empire d'Éden. Il nous reste à attendre celui qui les poussera toutes grandes.

DANIEL LEVIS.

CEUX QUI RÉUSSISSENT SAVENT QUE LES FAUTES DE FRANÇAIS SONT DES FAUTES DE COÛT, ET SOUVENT CAUSE D'ÉCHEC.



Dans notre monde moderne, vous savez qu'on vous juge sur votre façon de parler et d'écrire. Et vous savez que de cela peut dépendre votre réussite.

Grâce au ROBERT en 7 volumes, vous disposez d'un instrument de culture idéal qui est un véritable placement. En effet, le ROBERT, seul dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française vous permet d'exprimer clairement votre pensée, de remédier aux défaillances de mémoire, de construire correctement des phrases ou de rappeler avec exactitude une citation célèbre ou son auteur. Pour chaque mot, le ROBERT vous donne, bien entendu, définition, étymologie, prononciation, analogies, contraires, synonymes, difficultés grammaticales et citations (le ROBERT en contient

plus de 200.000). Mais de plus, c'est le seul dictionnaire alphabétique et analogique de la langue classique et moderne qui vous permet de découvrir le mot inconnu ou oublié.

Autant indispensable de ceux qui veulent réussir. Le ROBERT en 7 volumes est aussi l'instrument du langage par excellence dont doivent disposer vos enfants.

Parce qu'il occupe une place de choix dans votre bibliothèque d'homme cultivé, le ROBERT en 7 volumes a reçu une présentation de très grande classe : luxueuse reliure verte sous laquelle, inscrites gravées à l'or fin, les pages de haute qualité qui lui ont valu le Prix du plus bel ouvrage imprimé sur aile.

Pour recevoir, gratuitement, une documentation détaillée et illustrée sur ce monument de la langue française : LE ROBERT en 7 volumes, découpez le bon de documentation ci-dessous, et retournez-le à : S.N.L. LE ROBERT 107, avenue Parmentier 75011 PARIS

leur opinion

LE GÉNÉRAL DE GAULLE

« Cette œuvre va rendre les plus grands services à tous ceux qui usent de la langue française avec le souci de la respecter et le désir qu'elle les inspire... »

JULES ROMAINS

« L'ouvrage considérable et fait avec beaucoup de soin, d'espérer que les érudits continueront le courage qui a été indispensable pour entreprendre une tâche pareille. Tous mes vœux et mes félicitations... Vous poursuivrez là un travail magnifique avec une constance, une fermeté de propos dont notre époque bousculée offre peu d'exemples... C'est une œuvre monumentale et l'édifier sans réserve la patience, l'érudition, la conscience littéraire dont vous avez fait preuve... »

ANDRÉ MALRAUX

« Chacun se réjouit de la réussite de cette œuvre à maints égards exemplaire et pour laquelle la langue française n'a pas cessé de vivre en 1950... »

BON DE DOCUMENTATION GRATUITE POUR LE ROBERT EN 7 VOLUMES

Je désire recevoir gratuitement, et sans engagement de ma part, une documentation illustrée et détaillée sur le ROBERT en 7 volumes.

Nom, Prénom, Adresse

A retourner sans affranchir à : S.N.L. LE ROBERT 107, avenue Parmentier 75011 PARIS

SPECTACLES

théâtres

Les théâtres

A.C.T. - Alliance française, 20 h. 45 : La Nuit des dauphins.
Athénée, 21 h. : Le Sexe faible.
Bouffes, 20 h. 30 : 12 coups, pour, manque, cheval, carré et plein.
Carré Théâtre, 21 h. : Pourquoi la robe d'Anna ne veut pas redescendre.
Comédie des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Colomb.
Gymnase, 21 h. : Le Cheval évanou.
Hébertot, 21 h. : L'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve ; le Léon.
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Pasiphaé ; 22 h. : Molly Bloom ; 24 h. : Super-8 (cinéma).
Madelaine, 20 h. 30 : le Tourment Michel ; 21 h. 10 : Duos sur campé Michodière ; 20 h. 30 : l'Archangeur.
Montparnasse, 20 h. 30 : les Trois Tristes.
Montreuil, 20 h. 30 : Guerres d'homme.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Téâtre, 20 h. 30 : le Sauvage.
Théâtre de la Cour des miracles, 20 h. : Cauch' rêves ; 21 h. 15 : Appel-moi maître ; 22 h. 30 : Guêles de l'oubli.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 30 : la B.L.D.
Théâtre Essalon, 20 h. 30 : Comment harpinner le requin ? - Salle II.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Barold et Maude.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Zut.

Les comédies musicales

Variétés, 20 h. 45 : Godspell.

Les festivals

ESTIVAL
Amphi-Richelieu Sorbonne, 18 h. 30 : A. Gorge, piano (Schumann).
Le Théâtre ANTOINE nous prie d'annoncer sa réouverture le vendredi 13 septembre, avec la rentrée de FRANÇOIS PÉRISS dans une comédie nouvelle de FRANÇOIS DORLIN, « LE TIGRE ». Décor de Robert Moulon. Mise en scène de François Périel. Location ouverte Théâtre et Agences.

BOBINO
6^e mois de succès
IL ÉTAIT UNE FOIS
L'OPÉRETTE
Locat. Théâtre 328-68-70, Agences

La salle Richelieu est fermée pour travaux. La Comédie Française vous attend au théâtre MARIGNY
Mise : Fabrice D. Roussel et Champs-Élysées-Cinéma
du 13 au 19 septembre
LES FOURBERIES DE SCAPIN
avec « l'île des esclaves »
Location : 742-37-31, agences. À la Comédie-Française et au Théâtre Marigny.

PUBLICIS MATIGNON / MONTMARNASSE PATHE / GAUMONT CONVENTION
ST LAZARE PASQUIER / ST GERMAIN HUCHETTE / 14 JUILLET
Le milieu du monde
un film de ALAIN TANNER
OLIMPIA CARLISI
PHILIPPE LEOTARD
Intéressant une œuvre de 13 ans

VILLE DE MONTREUIL
FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS
SCHOLA CANTORUM DE CARACAS
Direction : Alberto GRAU
MUSIQUE SACRÉE
MUSIQUE POPULAIRE
VÉNEZUELIENNE
Vendredi 13 septembre 1974 à 21 h.
Église Saint-Pierre-Saint-Paul, rue de l'Église (Métro Mairie-de-Montreuil)
RENSEIGNEMENTS :
SERVICE CULTUREL MUNICIPAL
3, bd Raspail-de-l'île
Tél. 387-43-48

Salle Pleyel, 20 h. 30 : Orchestre philharmonique des pays de la Loire, dir. W. Dan Vogel et P. Amoyal, violon (Webern, Prokofiev, Ravel).
Mairie de Levallois, 21 h. : Ensemble instrumental de Grenoble, direct. S. Cardon (Vivaldi, Bach).
MUSIQUE DE CHAMBRE DE PARIS
Église des Filles-du-Calvaire, 21 h. : G. Purnet, triola ; J.-J. Kozlovsky, violon ; F. Sully, alto, et E. Pédard, violoncelle (Mozart).

Son et lumière
Javalides, 22 h. : Ombre de gloire
de Louis XIV à Napoléon et à l'Algérie

Les concerts
Théâtre du musée de Cluny, 19 h. : H. Gromy-Chauliac, clavier, et H. Gromy-Chauliac, violon (XVIII^e et XIX^e siècles).
Palais des congrès, 20 h. 45 : Orchestre philharmonique de Budapest, dir. A. Kozdovits, chef d'orchestre, de l'Armée soviétique, direct. O. Tchekelidze (« Sibelius », de Kozdovits).
Maison de l'O.R.T.F., 20 h. 45 : Chœur Cantorum de Caracas (Bach, Les-son, folklor sud-américain).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chailot, 18 h. : Father Fanchall, de S. Ray ; 18 h. 30 : Notre pain quotidien, de E. Vidal ; 20 h. 30 : le Voler de bicyclette, de V. de Sica ; 22 h. 30 : les Trois Tristes Tigres, de R. Ruiz (Chili) ; 0 h. 30 : le Châli de Nablou, de M. Lita (Chili).
Rue d'Ulm, 19 h. 30 : Mémoires d'un Mexicain, de C. Tociano ; 21 h. : Que faire ? de S. Landau.

Les exclusivités

AMARCORD (IL. v.o.) (*) : Haute-faillie (8) (338-79-38), Gaumont-Champs-Élysées (8) (338-67-29) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier (8) (338-66-19), P.L.M. Saint-Jacques (14) (338-68-42).
L'ARNAQUEUR (IL. v.o.) : GOC-Océan (8) (338-71-08), Élysées-Cinéma (8) (338-37-80) ; v.f. : Helder (8) (338-11-26), Brétagne (18) (223-97-97).

Émissions - Concorde - Caméo - UGC Odéon - Quintette

CONVENTION GAUMONT - MONTMARNASSE PATHE - CLICHY PATHE - MAYFAIR
TRICYCLE ASNIERES - BELLE ÉPIQUE - THÉÂTRE C21 - VILLAMIS - ARTIEL - HUGUES - C21 - Saint-Germain

C'est un film follement drôle. Et drôlement fou... **le point**
SERGE SILBERMAN
LE FANTÔME DE LA LIBERTÉ
UN FILM DE LUIS BUNUEL
VOYEZ LE FILM DÈS SON DÉBUT. NE MANQUEZ PAS LE PREMIER ÉCLAT DE RIRE. CONSULTEZ LES HORAIRES.

PUBLICIS MATIGNON / MONTMARNASSE PATHE / GAUMONT CONVENTION
ST LAZARE PASQUIER / ST GERMAIN HUCHETTE / 14 JUILLET
Le milieu du monde
un film de ALAIN TANNER
OLIMPIA CARLISI
PHILIPPE LEOTARD
Intéressant une œuvre de 13 ans

VILLE DE MONTREUIL
FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS
SCHOLA CANTORUM DE CARACAS
Direction : Alberto GRAU
MUSIQUE SACRÉE
MUSIQUE POPULAIRE
VÉNEZUELIENNE
Vendredi 13 septembre 1974 à 21 h.
Église Saint-Pierre-Saint-Paul, rue de l'Église (Métro Mairie-de-Montreuil)
RENSEIGNEMENTS :
SERVICE CULTUREL MUNICIPAL
3, bd Raspail-de-l'île
Tél. 387-43-48

Jeudi 12 septembre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

ATTENTION ON VA SE FACHER
(IL. v.o.) : Émirage (8) (338-15-71) ; v.f. : Magic-Conventio (15) (338-20-32), Muret (18) (338-95-75).
LE CANARDEUR (A. v.o.) : Ari-quid (8) (348-83-25), Paramount-Sièges (8) (338-43-34) ; v.f. : Océan (15) (338-15-38), Capri (18) (338-11-69), Paramount-Opéra (8) (338-34-37), Paramount-Galilé (14) (338-38-34), Paramount-Orléans (14) (338-03-75), Grand-Pavot (18) (338-11-44-38), Paramount-Mallot (17) (338-34-38), Hollywood-Boulevard (18) (338-34-38), Marivaux (2) (338-34-38), Paramount-Montparnasse (14) (338-22-77).
EXECUTIVE ACTION (A. v.o.) : Terminal-Poch (18) (338-43-34), Gaumont-Opéra (8) (338-34-37), U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), U.G.C.-Mar-bou (2) (338-11-44-38).
GENERAL (IL. v.o.) : Muret (18) (338-95-75), U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), U.G.C.-Mar-bou (2) (338-11-44-38).
GRANDPÈRE NATURE (P. v.o.) : Ciné-Belles (2) (338-71-72), La Clif, 8 (338-20-32), U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), U.G.C.-Mar-bou (2) (338-11-44-38), Madeline-Gaumont (8) (338-34-38), Bienvenue-Montparnasse (18) (338-34-38), Cluchy-Pathe (18) (338-34-38).
LES GUICHETS DU LOUVRE (P. v.o.) : Ciné-Belles (2) (338-71-72), La Clif, 8 (338-20-32), U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), U.G.C.-Mar-bou (2) (338-11-44-38), Madeline-Gaumont (8) (338-34-38), Bienvenue-Montparnasse (18) (338-34-38), Cluchy-Pathe (18) (338-34-38).
HOSPITAL (A. v.o.) : Muret (18) (338-95-75).
L'INITIATION (IL. v.o.) : Alpha-Élysées (8) (338-79-38), Muret (18) (338-95-75), Gaumont-Conventio (15) (338-20-32), U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), U.G.C.-Mar-bou (2) (338-11-44-38).
LES JOYEUSES AVENTURES DE LA PANTHÈRE ROSE (IL. v.o.) : Pant-hère (8) (338-11-44-38), U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), U.G.C.-Mar-bou (2) (338-11-44-38).
MAILER (A. v.o.) : Haute-faillie (8) (338-79-38), Gaumont-Champs-Élysées (8) (338-67-29) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier (8) (338-66-19), P.L.M. Saint-Jacques (14) (338-68-42).
MID E. DONALD, DINGO ET PLUTO ET YACANCES (A. v.o.) : Le Royal (8) (338-34-38), Autell Bon Ciné (18) (338-34-38), Cluchy-Pathe (18) (338-34-38).

Les films nouveaux

LE FANTÔME DE LA LIBERTÉ, film français de Luis Bunuel, 14 (338-20-32), U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), Concorde (8) (338-34-38), É-mirage (8) (338-15-38), Gaumont (8) (338-34-38), Gaumont-Opéra (8) (338-34-38), Gaumont-Palace (8) (338-34-38), Gaumont-Union (8) (338-34-38), Gaumont-Valley (8) (338-34-38), Gaumont-Village (8) (338-34-38), Gaumont-World (8) (338-34-38), Gaumont-Zoo (8) (338-34-38).
U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), Concorde (8) (338-34-38), É-mirage (8) (338-15-38), Gaumont (8) (338-34-38), Gaumont-Opéra (8) (338-34-38), Gaumont-Palace (8) (338-34-38), Gaumont-Union (8) (338-34-38), Gaumont-Valley (8) (338-34-38), Gaumont-Village (8) (338-34-38), Gaumont-World (8) (338-34-38), Gaumont-Zoo (8) (338-34-38).
U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), Concorde (8) (338-34-38), É-mirage (8) (338-15-38), Gaumont (8) (338-34-38), Gaumont-Opéra (8) (338-34-38), Gaumont-Palace (8) (338-34-38), Gaumont-Union (8) (338-34-38), Gaumont-Valley (8) (338-34-38), Gaumont-Village (8) (338-34-38), Gaumont-World (8) (338-34-38), Gaumont-Zoo (8) (338-34-38).

ÉLYSÉES POINT SHOW
PANTHÉON
STUDIO RÉPUBLIQUE
les Joyeuses
Aventures de
La Panthère Rose
5^e MOIS
Admirable : un chef-d'œuvre !
PARIS MARC

GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES 2 v.o. • HAUTEFILLE v.o. • P.L.M. ST-JACQUES v.o. • ST-LAZARE PASQUIER v.o.
5^e MOIS
Admirable : un chef-d'œuvre !
PARIS MARC

MARSEILLE CONTRAT (A. v.o.)

U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), Concorde (8) (338-34-38), É-mirage (8) (338-15-38), Gaumont (8) (338-34-38), Gaumont-Opéra (8) (338-34-38), Gaumont-Palace (8) (338-34-38), Gaumont-Union (8) (338-34-38), Gaumont-Valley (8) (338-34-38), Gaumont-Village (8) (338-34-38), Gaumont-World (8) (338-34-38), Gaumont-Zoo (8) (338-34-38).
U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), Concorde (8) (338-34-38), É-mirage (8) (338-15-38), Gaumont (8) (338-34-38), Gaumont-Opéra (8) (338-34-38), Gaumont-Palace (8) (338-34-38), Gaumont-Union (8) (338-34-38), Gaumont-Valley (8) (338-34-38), Gaumont-Village (8) (338-34-38), Gaumont-World (8) (338-34-38), Gaumont-Zoo (8) (338-34-38).

Les films nouveaux

LE FANTÔME DE LA LIBERTÉ, film français de Luis Bunuel, 14 (338-20-32), U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), Concorde (8) (338-34-38), É-mirage (8) (338-15-38), Gaumont (8) (338-34-38), Gaumont-Opéra (8) (338-34-38), Gaumont-Palace (8) (338-34-38), Gaumont-Union (8) (338-34-38), Gaumont-Valley (8) (338-34-38), Gaumont-Village (8) (338-34-38), Gaumont-World (8) (338-34-38), Gaumont-Zoo (8) (338-34-38).
U.G.C.-Océan (8) (338-15-38), Concorde (8) (338-34-38), É-mirage (8) (338-15-38), Gaumont (8) (338-34-38), Gaumont-Opéra (8) (338-34-38), Gaumont-Palace (8) (338-34-38), Gaumont-Union (8) (338-34-38), Gaumont-Valley (8) (338-34-38), Gaumont-Village (8) (338-34-38), Gaumont-World (8) (338-34-38), Gaumont-Zoo (8) (338-34-38).

ÉLYSÉES POINT SHOW
PANTHÉON
STUDIO RÉPUBLIQUE
les Joyeuses
Aventures de
La Panthère Rose
5^e MOIS
Admirable : un chef-d'œuvre !
PARIS MARC

GAUMONT CHAMPS ÉLYSÉES 2 v.o. • HAUTEFILLE v.o. • P.L.M. ST-JACQUES v.o. • ST-LAZARE PASQUIER v.o.
5^e MOIS
Admirable : un chef-d'œuvre !
PARIS MARC

Les séances spéciales

A. BOUT DE SOUFFLE (P. v.o.) : 10 h. 13 h. 24 h. 30 h. 33 h. 36 h. 39 h. 42 h. 45 h. 48 h. 51 h. 54 h. 57 h. 60 h. 63 h. 66 h. 69 h. 72 h. 75 h. 78 h. 81 h. 84 h. 87 h. 90 h. 93 h. 96 h. 99 h. 102 h. 105 h. 108 h. 111 h. 114 h. 117 h. 120 h. 123 h. 126 h. 129 h. 132 h. 135 h. 138 h. 141 h. 144 h. 147 h. 150 h. 153 h. 156 h. 159 h. 162 h. 165 h. 168 h. 171 h. 174 h. 177 h. 180 h. 183 h. 186 h. 189 h. 192 h. 195 h. 198 h. 201 h. 204 h. 207 h. 210 h. 213 h. 216 h. 219 h. 222 h. 225 h. 228 h. 231 h. 234 h. 237 h. 240 h. 243 h. 246 h. 249 h. 252 h. 255 h. 258 h. 261 h. 264 h. 267 h. 270 h. 273 h. 276 h. 279 h. 282 h. 285 h. 288 h. 291 h. 294 h. 297 h. 300 h. 303 h. 306 h. 309 h. 312 h. 315 h. 318 h. 321 h. 324 h. 327 h. 330 h. 333 h. 336 h. 339 h. 342 h. 345 h. 348 h. 351 h. 354 h. 357 h. 360 h. 363 h. 366 h. 369 h. 372 h. 375 h. 378 h. 381 h. 384 h. 387 h. 390 h. 393 h. 396 h. 399 h. 402 h. 405 h. 408 h. 411 h. 414 h. 417 h. 420 h. 423 h. 426 h. 429 h. 432 h. 435 h. 438 h. 441 h. 444 h. 447 h. 450 h. 453 h. 456 h. 459 h. 462 h. 465 h. 468 h. 471 h. 474 h. 477 h. 480 h. 483 h. 486 h. 489 h. 492 h. 495 h. 498 h. 501 h. 504 h. 507 h. 510 h. 513 h. 516 h. 519 h. 522 h. 525 h. 528 h. 531 h. 534 h. 537 h. 540 h. 543 h. 546 h. 549 h. 552 h. 555 h. 558 h. 561 h. 564 h. 567 h. 570 h. 573 h. 576 h. 579 h. 582 h. 585 h. 588 h. 591 h. 594 h. 597 h. 600 h. 603 h. 606 h. 609 h. 612 h. 615 h. 618 h. 621 h. 624 h. 627 h. 630 h. 633 h. 636 h. 639 h. 642 h. 645 h. 648 h. 651 h. 654 h. 657 h. 660 h. 663 h. 666 h. 669 h. 672 h. 675 h. 678 h. 681 h. 684 h. 687 h. 690 h. 693 h. 696 h. 699 h. 702 h. 705 h. 708 h. 711 h. 714 h. 717 h. 720 h. 723 h. 726 h. 729 h. 732 h. 735 h. 738 h. 741 h. 744 h. 747 h. 750 h. 753 h. 756 h. 759 h. 762 h. 765 h. 768 h. 771 h. 774 h. 777 h. 780 h. 783 h. 786 h. 789 h. 792 h. 795 h. 798 h. 801 h. 804 h. 807 h. 810 h. 813 h. 816 h. 819 h. 822 h. 825 h. 828 h. 831 h. 834 h. 837 h. 840 h. 843 h. 846 h. 849 h. 852 h. 855 h. 858 h. 861 h. 864 h. 867 h. 870 h. 873 h. 876 h. 879 h. 882 h. 885 h. 888 h. 891 h. 894 h. 897 h. 900 h. 903 h. 906 h. 909 h. 912 h. 915 h. 918 h. 921 h. 924 h. 927 h. 930 h. 933 h. 936 h. 939 h. 942 h. 945 h. 948 h. 951 h. 954 h. 957 h. 960 h. 963 h. 966 h. 969 h. 972 h. 975 h. 978 h. 981 h. 984 h. 987 h. 990 h. 993 h. 996 h. 999 h. 1002 h. 1005 h. 1008 h. 1011 h. 1014 h. 1017 h. 1020 h. 1023 h. 1026 h. 1029 h. 1032 h. 1035 h. 1038 h. 1041 h. 1044 h. 1047 h. 1050 h. 1053 h. 1056 h. 1059 h. 1062 h. 1065 h. 1068 h. 1071 h. 1074 h. 1077 h. 1080 h. 1083 h. 1086 h. 1089 h. 1092 h. 1095 h. 1098 h. 1101 h. 1104 h. 1107 h. 1110 h. 1113 h. 1116 h. 1119 h. 1122 h. 1125 h. 1128 h. 1131 h. 1134 h. 1137 h. 1140 h. 1143 h. 1146 h. 1149 h. 1152 h. 1155 h. 1158 h. 1161 h. 1164 h. 1167 h. 1170 h. 1173 h. 1176 h. 1179 h. 1182 h. 1185 h. 1188 h. 1191 h. 1194 h. 1197 h. 1200 h. 1203 h. 1206 h. 1209 h. 1212 h. 1215 h. 1218 h. 1221 h. 1224 h. 1227 h. 1230 h. 1233 h. 1236 h. 1239 h. 1242 h. 1245 h. 1248 h. 1251 h. 1254 h. 1257 h. 1260 h. 1263 h. 1266 h. 1269 h. 1272 h. 1275 h. 1278 h. 1281 h. 1284 h. 1287 h. 1290 h. 1293 h. 1296 h. 1299 h. 1302 h. 1305 h. 1308 h. 1311 h. 1314 h. 1317 h. 1320 h. 1323 h. 1326 h. 1329 h. 1332 h. 1335 h. 1338 h. 1341 h. 1344 h. 1347 h. 1350 h. 1353 h. 1356 h. 1359 h. 1362 h. 1365 h. 1368 h. 1371 h. 1374 h. 1377 h. 1380 h. 1383 h. 1386 h. 1389 h. 1392 h. 1395 h. 1398 h. 1401 h. 1404 h. 1407 h. 1410 h. 1413 h. 1416 h. 1419 h. 1422 h. 1425 h. 1428 h. 1431 h. 1434 h. 1437 h. 1440 h. 1443 h. 1446 h. 1449 h. 1452 h. 1455 h. 1458 h. 1461 h. 1464 h. 1467 h. 1470 h. 1473 h. 1476 h. 1479 h. 1482 h. 1485 h. 1488 h. 1491 h. 1494 h. 1497 h. 1500 h. 1503 h. 1506 h. 1509 h. 1512 h. 1515 h. 1518 h. 1521 h. 1524 h. 1527 h. 1530 h. 1533 h. 1536 h. 1539 h. 1542 h. 1545 h. 1548 h. 1551 h. 1554 h. 1557 h. 1560 h. 1563 h. 1566 h. 1569 h. 1572 h. 1575 h. 1578 h. 1581 h. 1584 h. 1587 h. 1590 h. 1593 h. 1596 h. 1599 h. 1602 h. 1605 h. 1608 h. 1611 h. 1614 h. 1617 h. 1620 h. 1623 h. 1626 h. 1629 h. 1632 h. 1635 h. 1638 h. 1641 h. 1644 h. 1647 h. 1650 h. 1653 h. 1656 h. 1659 h. 1662 h. 1665 h. 1668 h. 1671 h. 1674 h. 1677 h. 1680 h. 1683 h. 1686 h. 1689 h. 1692 h. 1695 h. 1698 h. 1701 h. 1704 h. 1707 h. 1710 h. 1713 h. 1716 h. 1719 h. 1722 h. 1725 h. 1728 h. 1731 h. 1734 h. 1737 h. 1740 h. 1743 h. 1746 h. 1749 h. 1752 h. 1755 h. 1758 h. 1761 h. 1764 h. 1767 h. 1770 h. 1773 h. 1776 h. 1779 h. 1782 h. 1785 h. 1788 h. 1791 h. 1794 h. 1797 h. 1800 h. 1803 h. 1806 h. 1809 h. 1812 h. 1815 h. 1818 h. 1821 h. 1824 h. 1827 h. 1830 h. 1833 h. 1836 h. 1839 h. 1842 h. 1845 h. 1848 h. 1851 h. 1854 h. 1857 h. 1860 h. 1863 h. 1866 h. 1869 h. 1872 h. 1875 h. 1878 h. 1881 h. 1884 h. 1887 h. 1890 h. 1893 h. 1896 h. 1899 h. 1902 h. 1905 h. 1908 h. 1911 h. 1914 h. 1917 h. 1920 h. 1923 h. 1926 h. 1929 h. 1932 h. 1935 h. 1938 h. 1941 h. 1944 h. 1947 h. 1950 h. 1953 h. 1956 h. 1959 h. 1962 h. 1965 h. 1968 h. 1971 h. 1974 h. 1977 h. 1980 h. 1983 h. 1986 h. 1989 h. 1992 h. 1995 h. 1998 h. 2001 h. 2004 h. 2007 h. 2010 h. 2013 h. 2016 h. 2019 h. 2022 h. 2025 h. 2028 h. 2031 h. 2034 h. 2037 h. 2040 h. 2043 h. 2046 h. 2049 h. 2052 h. 2055 h. 2058 h. 2061 h. 2064 h. 2067 h. 2070 h. 2073 h. 2076 h. 2079 h. 2082 h. 2085 h. 2088 h. 2091 h. 2094 h. 2097 h. 2100 h. 2103 h. 2106 h. 2109 h. 2112 h. 2115 h. 2118 h. 2121 h. 2124 h. 2127 h. 2130 h. 2133 h. 2136 h. 2139 h. 2142 h. 2145 h. 2148 h. 2151 h. 2154 h. 2157 h. 2160 h. 2163 h. 2166 h. 2169 h. 2172 h. 2175 h. 2178 h. 2181 h. 2184 h. 2187 h. 2190 h. 2193 h. 2196 h. 2199 h. 2202 h. 2205 h. 2208 h. 2211 h. 2214 h. 2217 h. 2220 h. 2223 h. 2226 h. 2229 h. 2232 h. 2235 h. 2238 h. 2241 h. 2244 h. 2247 h. 2250 h. 2253 h. 2256 h. 2259 h. 2262 h. 2265 h. 2268 h. 2271 h. 2274 h. 2277 h. 2280 h. 2283 h. 2286 h. 2289 h. 2292 h. 2295 h. 2298 h. 2301 h. 2304 h. 2307 h. 2310 h. 2313 h. 2316 h. 2319 h. 2322 h. 2325 h. 2328 h. 2331 h. 2334 h. 2337 h. 2340 h. 2343 h. 2346 h. 2349 h. 2352 h. 2355 h. 2358 h. 2361 h. 2364 h. 2367 h. 2370 h. 2373 h. 2376 h. 2379 h. 2382 h. 2385 h. 2388 h. 2391 h. 2394 h. 2397 h. 2400 h. 2403 h. 2406 h. 2409 h. 2412 h. 2415 h. 2418 h. 2421 h. 2424 h. 2427 h. 2430 h. 2433 h. 2436 h. 2439 h. 2442 h. 2445 h. 2448 h. 24

DEMANDES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	6,00	6,88
REPRESENTAT. : Demandes	27,00	31,52
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51



emplois régionaux

SUD-OUEST

INGÉNIEUR MATIÈRES PLASTIQUES

Nous sommes une Société d'appareillage électrique B.T. (installations et distributions) en pleine expansion. Située dans la région toulousaine. Nous créons le poste d'Adjoint du Chef du Service Méthodes. Le candidat retenu sera chargé des études d'applications des nouveaux matériaux plastiques et des nouvelles techniques d'utilisation. Il a déjà quelques années de pratique dans la transformation des matières plastiques. La spécialisation méthodes n'est pas indispensable et pourra être acquise dans notre Entreprise. Le logement est assuré, même en maison individuelle.

Adresser lettre de candidature, C.V. et photo sous R.E.P. 121.278, 30, rue de Mogador, PARIS-8^e.

Centre de Psychologie Appliquée

SUD-OUEST RÉGION TOULOUSE

SOCIÉTÉ D'APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE ET (installation et distribution) en pleine expansion recherche

JEUNE INGÉNIEUR

Spécialité ÉLECTRICITÉ ou ELECTRO-MÉCANIQUE (A. et M., SUFLEC, GRENoble-TOULOUSE) pour succéder le Responsable du BUREAU D'ÉTUDES.

— Ouvert aux contacts.
— Disposé à voyager.

Un candidat déjà sensibilisé aux problèmes du montage des plastiques serait plus particulièrement apprécié.

LOGEMENT AISE.
MÊME EN MAISON INDIVIDUELLE.

Adresser C.V. et photographies, sous référence 121.113, 30, rue de Mogador, PARIS-8^e.

Centre de Psychologie Appliquée

DIRECTEUR LYON

Société jeune, en expansion rapide, spécialisée dans la construction de MAISONS INDIVIDUELLES (20 Avenue en France), recherche le responsable de ses activités à Lyon.

IL EST :
• Ingénieur connaissant la construction et les prix
• HEC, ESSEC, rompu à la gestion et au marketing des biens d'équipement.

IL SERA :
— pleinement responsable de son affaire :
— Définition des objectifs (ventes, C.A., bénéfices) ;
— animation des hommes : vendeurs, techniciens, administratifs ;
— promotion commerciale ;
— gestion financière et administrative ;
— coordination des constructions.

Les personnes intéressées prendront contact en écrivant sous référence 3.850-6.

COFAP 20 rue de Chabrol 75010 Paris 10

Important groupe de CONSEILS D'ENTREPRISES recherche 2 Cadres de formation supérieure destinés à prendre en charge les problèmes

d'ÉVALUATIONS

FINANCIÈRES, IMMOBILIÈRES, INDUSTRIELLES et COMMERCIALES

Il est offert une carrière de conseil, une formation adaptée, une rémunération avec intérêt.

Les postes à pourvoir sont situés :
• à LILLE où il faut un spécialiste ;
• à NANCY où il faut un débutant.

Adresser C.V. et photo en indiquant vos présentations à J. BRAVARD, 50, rue Périer, à MONTROUGE 92120.

LYON

L'une des premières entreprises de Bâtiment et T.P. de la Région Rhône-Alpes, recherche un Directeur de Travaux ayant une expérience en Bâtiment Civil et Génie Civil.

Age minimum 30 ans (D.N.P., A.M., E.S.P.). Il sera responsable d'un service de 40 millions de F. de travaux. Rattaché au Directeur Général, il sera chargé de l'implantation d'autres Directeurs de Travaux en liaison avec un Bureau d'Études et un Bureau de Méthodes Recherche.

Poste de responsabilité et ouvert dans une entreprise solide et de premier plan dans la région.

Adresser dossier de candidature sous réf. 8738/M, à : SEMA selection 22222 Montreuil (Membre de l'ANPE)

Laboratoire Ordonné recherche

ÉLECTRONICIEN

pour réalisation équipements, fusées scientifiques. Technicien, avancé. Adresser C.V. et photo à : BLEU Publicité, 17, rue Labat, 9300 Vincennes, 93001.

ORGANISME PROFESSIONNEL recherche un ingénieur expérimenté en électronique pour la réalisation de prototypes.

INGÉNIEUR

30 ans minimum. Ce cadre assurera, au sein d'une équipe jeune, un rôle important de conseil auprès des entreprises dans les problèmes techniques de REMUNÉRATION.

CONDITIONS DE TRAVAIL : La solution des problèmes humains, une expérience des problèmes de rémunération et de qualification, de même que des notions d'organisation du travail sont nécessaires.

Formation assurée. D'urgence assurée. Écrire sous réf. 34.705, 15 bis, r. Rémur, PARIS (2^e).

Recherches

TECHNICO-COMMERCE

Responsable commercialisation en Allemagne, et pays de l'Est, d'équipements de FILTRATION. Spécialisation secteurs mécanisme et métallurgie. Brevets européens et pays de l'Est.

Poste à pourvoir à l'unité de fabrication de CHAMBERY avec déplacements à l'étranger.

Ecr. av. C.V. et réf. n° 4390, « Le Monde » P. Réponse assurée.

CHER. Supplément annuel de 10% — Ecrire POLYDORQUE LA ROSAIE, avenue du 11-Novembre, 67200 VERNISSEUR.

emplois féminins

CHER. Supplément annuel de 10% — Ecrire POLYDORQUE LA ROSAIE, avenue du 11-Novembre, 67200 VERNISSEUR.

offres d'emploi

offres d'emploi

etap

GROUPE PAPETIER

recherche pour une de ses usines de fabrication en expansion - Ville Es France

DIRECTEUR D'USINE ADJOINT

Le titulaire de ce poste remplacera, dans quelques années, le Directeur d'Usine actuel qui sera promu au sein du groupe.

Ce poste peut convenir à Ingénieur diplômé Grande École :

• ayant une solide expérience papetière, acquise de préférence dans fabrications utilisant des machines de grande largeur et à grande vitesse ;

• témoignant de réelles qualités d'animateur, d'organisateur et de gestionnaire.

Logement assuré.
Ecrire sous référence MF 123 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DISTRIBUTION D'EAU

offre dans le cadre de son expansion réelles possibilités de carrières à

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRO-MÉCANICIENS

ADJOINTS A CHEFS D'EXPLOITATION

débutants ou ayant 1 à 2 ans d'expérience. Ces cadres seront formés sur le plan technique puis évolueront et pourront assumer des fonctions de chef d'exploitation impliquant des responsabilités techniques, relations extérieures et gestion.

Ecrire sous référence SL 125 AM.

INGÉNIEURS CONFIRMÉS

CHEFS D'EXPLOITATION

Cadres ayant 5 à 10 ans d'expérience. Ils seront formés au sein de la Société pour accéder rapidement à des postes de chef d'exploitation.

Ecrire sous référence TM 126 AM.

Une certaine mobilité géographique est à prévoir pour faire carrière au sein de la Société.

IMPORTANTE FIRME FRANÇAISE DE DISTRIBUTION

Siège ville universitaire proche Région Parisienne offre poste intéressant et avenir dans groupe en forte expansion à

ANIMATEUR DE FORMATION

disposent formation supérieure commerciale ou psychologique et ayant 3 à 5 ans d'expérience de préférence dans branche distribution.

Ce cadre participera à la conception et à la réalisation des actions de formation :

• analyse des besoins ;
• organisation des stages et relations avec organismes spécialisés ;
• animation personnelle dans le cadre de stages internes, en particulier en relations humaines ;
• gestion et suivi des actions.

Ecrire sous référence LS 128 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Leader dans sa branche - produits préfabriqués rattachés à groupe international crée, à PARIS, poste de

CHEF SERVICE EXPORTATION

Ce poste peut convenir à candidat formation supérieure, ayant expérience vente à l'exportation de produits destinés au bâtiment, ou de biens d'équipement, capable :

• d'avoir personnellement une action de vente et de promotion auprès des utilisateurs, des industriels et des prescripteurs ;

• de mettre en place et d'organiser un réseau. Situation intéressante et avenir dans firme en expansion pour candidat ayant qualités d'initiative et de dynamisme.

Connaissance anglaise et allemand nécessaires.

Ecrire sous référence YF 113 AM.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE ÉTUDES ET RÉALISATIONS MATÉRIELS DE HAUTE TECHNICITÉ - Ville Côte-d'Azur offre situation intéressante

CHEF DE LABORATOIRE CHIMIE

Ingénieur chimiste, débutant ou de préférence ayant quelques années d'expérience (dominante matières plastiques) capable assurer fonctions d'étude et de contrôle en suivant une petite équipe de techniciens.

Poste impliquant intérêt technique, contacts intellectuels, qualité de contact.

Ecrire sous référence RH 116 AM.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Située à GRENOBLE et groupant une dizaine d'usines et filiales - recherche candidat stable pour poste de confiance afin d'assurer de larges responsabilités de gestion et d'animation (20 personnes).

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABILITÉ

DISPOSANT D'UNE BONNE MAÎTRISE DE LA FISCALITÉ.

Ce cadre sera responsable :

• des services C.G. - C.A. - Trésorerie ;
• de la coordination de la gestion comptable des ventes ;
• de la prise en charge des problèmes fiscaux.

Une formation supérieure HEC - ESSEC - ESC (Option finances comptables) - EXPÉRIENCE COMPTABLE et une solide expérience acquise dans firme industrielle ou cabinet spécialisé sont nécessaires.

Poste intéressant et bien rémunéré dans entreprise solide et en expansion.

Ecrire sous référence OW 152 CM.

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS Distribution Multinationale - recherche

pour la plus importante unité de production (1500 personnes) d'une de ses filiales Banlieue Ouest PARIS.

FUTUR CHEF DE PERSONNEL

Afin de se préparer à assumer le rôle important de responsable du potentiel humain de l'établissement.

Le titulaire du poste :

• assurera, dans un premier temps, la responsabilité actuelle sur l'ensemble des fonctions de gestion et de direction de personnel (2 ans max.) ;

• par la suite, assurera les responsabilités :
— recrutement - production ;
— gestion administrative ;
— relations sociales ;
— plan de formation.

Ce poste conviendrait à candidat dynamique, de formation supérieure et ayant environ 5 ans d'expérience de la fonction de personnel en milieu industriel.

Traitement pas inférieur à 80.000 F

Ecrire sous référence NU 124 AM.

SOCAPEX

Filiale du groupe THOMSON C.S.F. offre d'intéressantes possibilités de carrière dans ses services techniques à

INGÉNIEUR MARKETING TECHNIQUE

Pour composants électromécaniques

En liaison avec le service commercial, ce cadre sera chargé de suivre l'évolution technologique des produits et de collaborer à leur définition et à leur réalisation.

Il s'agit d'un poste de contact et de réflexion pouvant conduire à Ingénieur Diplômé ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine des matériels électromécaniques professionnels.

Anglais très apprécié.

Ecrire sous référence NA 124 CM.

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN ou ÉLECTRO-MÉCANICIEN

Pour petite mécanique de série

Débutant ou débutant avec des fonctions étendues d'industrialisation et ayant goût pour l'innovation technologique. Quelques années d'expérience appréciées - éventuellement débutant.

Anglais souhaité.

Ecrire sous référence BL 125 CM.

etap

recherche pour son département « ÉCLAIRAGE »

PROJETEUR I ou II

Étude d'appareils spéciaux (petite mécanique et électromécanique) pour adaptation sur véhicules automobiles.

NE PAS SE PRÉSENTER. Envoyer curriculum vitae, références et photographies à S.E.V. MARCHAL

Services du Personnel, 14, rue MARCEL, 93001 PARIS 12^e.

directeurs hypermarchés

Région Nord

Chaine Hyper et Supermarchés C.A. 250 M., recherche pour région NORD.

2 DIRECTEURS HYPERMARCHÉS

4 à 5 000 m² - 30 ans minimum - apportant une expérience de la distribution dans une chaîne à gestion intégrée.

Rattachés au Directeur Commercial et participant aux décisions concernant l'ensemble des magasins, ils seront avant tout des responsables et des animateurs.

Postes évolutifs pour candidats ambitieux. Adresser lettre manuscrite, indiquant présentations, C.V. détaillé sous réf. 690/M réponse et disposition assurées, au :

Groupe Opéra Sélection 8, RUE DE LA MICHODIÈRE - PARIS 2^e

USINE DE GROUPE DES SYSTÈMES

VILLERS-ÉCALLES

CHEF QUALITÉ DES SYSTÈMES

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Electronicien actif, ambitieux et coopératif.

4 à 5 ans d'expérience en Études ou Développement ou de contrôle des Calculateurs ou terminaux électroniques sont demandés.

Anglais parlé et écrit indispensable.

Le Groupe des Systèmes de l'usine assure l'étude et la production de Terminaux.

Envoyer C.V. avec photo, indiquant présentations, à G. RICHARD, Directeur des Relations Industrielles S.A. BUREAUX, Étude et Production en série de machines à calculer et terminaux, VILLERS-ÉCALLES, 78000 BARENTIN. - Disposition assurée. Réponse et retour photo sont garantis.

BANQUE HERVET

offre à BOURGES un poste d'

adjoint au directeur comptable

avec possibilité d'évolution.

Niveau études Comptables Supérieures. Adresser C.V. manuscrit et photo à Banque Hervet, Direction du Personnel BP 154, 92201 Neuilly

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE

D'IMPLANTATION NATIONALE recherche pour ses Bureaux

Région Angoulême

COLLABORATEURS

Ayant expérience pratique de services de comptabilité générale (chef comptable ou comptable) ou de l'exercice libéral de la profession.

Sous des conditions humaines. Goût du travail en équipe. Situation stable et d'avenir.

Ecrire avec C.V. à n° 89.005, CONTESTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS-1^{er}, qui transmettra.

سكيا في الامم

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.)		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	21,00	24,51
AUTOS - BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

LE DIRECTEUR COMMERCIAL d'un important groupe métallurgique français cherche pour PARIS

un ingénieur sidérurgiste

pour l'intégrer au service technique, conseil de sa force de vente.
Il a de solides connaissances en élaboration des aciers spéciaux et inoxydables et si possible une expérience en fonderie, acquises auprès d'une entreprise industrielle. Cela lui permet d'être le conseil permanent :
— des commerciaux, au cours de leurs négociations ;
— des clients pour l'utilisation des produits du groupe ;
— des producteurs pour une meilleure adaptation au marché.
C'est un ingénieur de 32 ans minimum, diplômé d'une grande école, ayant assumé des responsabilités de FABRICATION.
Il est amené à effectuer des déplacements fréquents et de courte durée en France et dans les pays de la Communauté.
Anglais ou allemand courant indispensables. Les ingénieurs intéressés adressent leur dossier de candidature (as réf. 2545 M) à G. BARDOU.



ALEXANDRE TICS A.
10, RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

Important Etablissement Industriel dans le cadre du développement de son DEPARTEMENT INFORMATIQUE (I.B.M. 370/145 sous D.O.S.-V.S.) recherche

- 1 ANALYSTE
Diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, ayant 3 à 4 ans d'expérience.
- 2 ANALYSTES PROGRAMMEURS
Niveau licence, ayant 2 à 3 ans d'expérience.
- 2 PROGRAMMEURS DÉBUTANTS
Niveau Math-Sup.
(Une formation complémentaire sera assurée.)

Adresser C.V. manuscrit, photo et présent. n° 86.000, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, rue Réaumur, 75008 PARIS, qui transmettra.

Le SIEGE SOCIAL d'une importante SOCIÉTÉ SIDÉRURGIQUE établie à (92) Neuilly-s/Seine, recherche UN CADRE SÉDENTAIRE pour son service commercial EXPORTATION

LE CANDIDAT DEVRA :
• avoir une bonne connaissance de l'anglais et si possible de l'allemand
• faire preuve de qualités d'ordre, de méthode et de commandement,
• offrir si possible une expérience dans une activité similaire.
Situation stable présentant de réelles possibilités d'avenir.

Envoyer le dossier : C.V. et photo sous référence 13.185 à S.A.P.M. 100, av. de la République, 92250 NEUILLY

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE NUCLÉAIRE EN FORTE EXPANSION PROCHE BANLIEUE SUD recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

POUR COMBUSTIBLE EAU LÈGERE :
— THERMODYNAMIQUE
— MATÉRIAUX
— CONTRAITS
EXPERIENCE QUELQUES ANNÉES APPRECIÉE ANGLAIS INDISPENSABLE

Adresser C.V. et Présent. sous référence J.B. 02, à n° 72.725 PUBLIALL, B.P. 153-02, 75008 PARIS, CHOREX 02, qui transmettra

POUR SIEGE SOCIAL A PARIS importante Société Chimique offre situation à

CADRE

ayant grande expérience dans Service approvisionnement et aptitudes réelles pour les achats. Possibilité de carrière intéressante. Formation souhaitée
HEC - ESSEC - SUP DE CO

Envoyer avec curriculum détaillé et photo, n° 9909, PUBLIPRESS, 11, bd Bonne-Nouvelle, 75002 Paris Cedex 02.



FRAMATOME Société d'Engineering et de Constructions Nucléaires recherche pour sa Division Études COURBEVOIE-LA DEFENSE

des INGENIEURS GRANDES ECOLES EXPERIMENTES (2/3 ans minimum) DANS LES DOMAINES D'APPLICATIONS SUIVANTS :

- Conception et exploitation de « process ». Réf. E. 55
 - Chimie de l'eau et corrosion. Réf. E. 60
 - Electromécanique
/vannes, pompes, robinetterie. Réf. E. 65
/télémanutention. Réf. 70
 - Installation générale et réseaux de tuyauteries. Réf. E. 75
 - Hydraulique et thermique. Réf. E. 80
 - Mécanique (corps sous pression). Réf. E. 85
- Pour ces deux derniers domaines, la mission de certains postes comporte principalement l'application de règles de Sécurité.
Bonne connaissance de la langue anglaise.
Certains débutants à fort niveau de connaissance pourront être sélectionnés.
Adresser C.V. détaillé, photo, présentations en précisant la référence du domaine choisi à :
Service du personnel, 77/81, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE

BANQUE PRIVÉE PARIS recherche

DIPLOMÉS DE GRANDE ÉCOLE avec formation complémentaire (Licence Sciences ECO. par exemple) POUR LE POSTE

D'ANALYSTE FINANCIER

au sein de son Bureau d'Études spécialisé dans l'approche des valeurs mobilières.
— avoir si possible une première expérience professionnelle (financière ou industrielle) ;
— anglais courant.

LE POSTE IMPLIQUE DES CONTACTS FRÉQUENTS AVEC LES SOCIÉTÉS
Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous n° 70.203, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris (1er), q. 12.

WABCO - WESTINGHOUSE recherche pour son établissement 93270 SEVRAN transport aller-retour assuré depuis l'Église de Paris

DESSINATEUR E1 ou E2

EN MÉCANIQUE GÉNÉRALE des connaissances en ELECTROPNEUMATIQUE seront appréciées.

DESSINATEURS D'ÉTUDES

Intégrés par PETITE MÉCANIQUE niveau BTS bureau d'étude Deux ans d'expérience pour réalisation de travaux d'études d'appareils de freinage.
Envoyer C.V. détaillé à Mme GRELE WABCO WESTINGHOUSE Boite Postale n° 2 - 93270 SEVRAN

SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE recherche JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

ESE - ENREA - ISEN - ESEO pour laboratoire d'études

Adresser C.V. sous la n° 225 CE à C.O.P. 25, rue Cavendish, 75019 PARIS.

Dans le cadre de son développement informatique EN COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche 1 ANALYSTE-PROGRAMMEUR confirmé (5 ans de pratique), ayant expérience démarrage et maîtrise IBM 370/145 et 370/155.
Situation intéressante comportant les nombreux avantages de l'expatriation.
Envoyer C.V. et photo à S. 2-Brio, 5, place des Victoires, 75001 PARIS, qui transmettra.

FILIALE FRANÇAISE de GROUPE INTERNATIONAL spécialisée dans la distribution des matériels de

TRAVAUX PUBLICS

créé un poste de Directeur Administratif et Financier Le candidat devra connaître l'anglais. Il sera chargé des responsabilités administratives et financières et sera placé sous l'autorité du Président de la société.
Lieu de travail, Banlieue Sud-Ouest.
Envoyer C.V. et présentations à HELLAGONE P.A. 13, rue de Grenelle - 75007 PARIS

ORGANISATION PROFESSIONNELLE recherche

POUR POSTES DE CHARGÉS DE MISSION DE FORMATION PROFESSIONNELLE INGENIEURS Généralistes

- Diplômés d'une Ecole d'Ingénieurs ou titulaires d'un B.T.S. (mécanique) complétés par un diplôme d'enseignement supérieur niveau maîtrise (Bac + 4).
- Anciens élèves d'E.N.S. appréciés.
- Expérience professionnelle industrielle ou de l'enseignement technique de 2 à 5 ans.
- Contact humain facile et sens du travail en équipe. Fréquentes déplacements de courte durée.

POSTES A PARIS avec possibilités ultérieures d'affectation en PROVINCE.
Adresser C.V. détaillé et manuscrit avec photo et saleté actuelle à PARIS C.E.M., 1, rue André-Mall, 75008 PARIS Cedex 17.

Cabinet de courtage d'assurances - Paris recherche pour son bureau parisien

un INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

30 ans minimum, célibataire. Il s'agit d'un poste de responsabilité pour un candidat aillant les notions et désirant affirmer sa personnalité.
Ce poste comporte également une part de travaux de réflexion, de tâches à caractère administratif ou de gestion. La possibilité de déplacements en France ou à l'étranger.
Une excellente présentation est indispensable, la maîtrise d'une ou plusieurs langues étrangères souhaitable.
Le poste est actuellement disponible.
Adresser C.V. détaillé et photo à : Centre S.G.A. 126, 126, bd Paraire, 92017 Paris, q. 12.

SOLVAY & C^{IE} recherche pour PARIS (92)

OPÉRATEUR-PUPITREUR

pour exploitation de son ordinateur IBM 370/145 sous OS
— Solide expérience ;
— Exploitation DOS origina ;
— Formation OS assurée.
Dégagé des O.M. - 5 jours semaine en 2 x 8.
Ecrire avec C.V., photo et prêt à Service du Personnel, 12, cours Albert-1^{er}, 75003 Paris Cedex 03.

SOCIÉTÉ DE NEGOCIE INTERNATIONALE recherche

JEUNE COLLABORATEUR DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Profil souhaité : Formation Supérieure, D.E.C.S. 1 à 2 ans d'expérience de cabinet.
Ecrire avec C.V. et présentations sous réf. 165 à P. LICHARD S.A., 16, r. Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmettra.

IMPORTANT CABINET DE CONSEILS D'ENTREPRISES RECHERCHE :

DIRECTEUR DU PERSONNEL

désirant pratiquer l'activité de conseil dans le domaine du droit du travail et de la politique du personnel.
Mise au courant assurée, Grande liberté d'action. Situation importante et d'avenir.
Envoyer C.V. et lettre manuscrite à n° 9020, SPERAR, 75, Champs-Élysées, PARIS-8^e, qui transmettra.

Société d'Ingénieurs-Conseil à vocation internationale recrute

CHEF D'AGENCE AFRIQUE DE L'OUEST

Le poste comporte des responsabilités techniques, commerciales et administratives exercées avec l'appui de l'état-major du siège.

LES QUALIFICATIONS EXIGÉES SONT :

- 1) Une expérience prouvée dans une activité analogue (grands projets d'infrastructures outre-mer).
- 2) L'aptitude aux contacts et aux négociations.
- 3) La pratique de l'anglais parlé et écrit.

Les personnes intéressées sont invitées à faire acte de candidature en adressant leur C.V. et leur photo à n° 553 - C.O.P.A. 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra. Le personnel de la Société est au courant de ce recrutement.

Importante société recherche

CHEF DU DEPARTEMENT Agro-industriel

Ingénieur diplômé, d'au moins 40 ans, ayant la connaissance de la production de matériels chaudronnés et mécaniques, fabriqués unitairement ou en petite série, le goût de l'innovation et sachant être un négociateur avisé pour des contrats à l'exportation.
Une expérience de l'engineering et de l'industrie des corps gras serait particulièrement appréciée.
Langue anglaise indispensable.

Adresser CV sous référence 20.614 à :

GEDEV SÉLECTION 34 BIS, RUE VIGNON, 75008 PARIS

THOMSON-CSF recherche

INGENIEURS

GRANDES ÉCOLES
(ESE - ENST - Centrale - ENSCM - ENSA)
— plusieurs INGENIEURS DÉBUTANTS pour travaux d'étude en électronique et informatique ;
— UN INGENIEUR IT B III confirmé en électronique pour projets système radar et traitement de l'information.

Transport gratuit par cargo porte Sud de Paris et banlieue Sud. 41 h. 30 hebdomadaires.
Ecrire avec curriculum vitae, 1, rue des Mathurins, BAGNEUX (Hts-de-Seine).

IMPORTANT SOCIÉTÉ D'EXPORTATION de biens d'équipement de technologie avancée, en expansion continue, solidement établie depuis plus de 50 ans et disposant d'un réseau mondial recherche :

- 1) Pour délégation ROES DE FRANCE
- 2) Pour le siège à PARIS

CADRES SUPÉRIEURS

rompus aux affaires internationales. — Postes à pourvoir en ORIENT (Anglais courant exigé), en AMÉRIQUE LATINE (Anglais - Espagnol courant exigé).

CADRES TECHNICO-COMMERCEAUX

ayant au minimum 5 ans d'expérience techniques commerciales et affaires internationales (Anglais ou Espagnol courant exigé).

Adr. C.V. détaillé et présentations, n° 68.000, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ENGINEERING à vocation INTERNATIONALE recherche

pour un de ses établissements au PROCHE-ORIENT

un INGENIEUR confirmé

formation Grande Ecole ou équivalent 35 ans minimum

Ayant expérience entreprise en chauffage-climatisation pour bâtiments importants et constructions industrielles.
Il sera chargé d'assurer l'implantation du bureau d'études techniques et son animation.

De bonnes notions de langues anglaises sont nécessaires. Séjour à l'étranger prévu pour deux ans minimum.

Ce poste est à pourvoir dans les meilleurs délais.
Ecrire avec C.V. détaillé et présentations à n° 67.144, CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

مكتبة الامم

صلى الله عليه وسلم

SPORTS

AUTOMOBILISME

La première partie du Rallye de Monte-Carlo sera plus sportive en 1975

Le 43^e Rallye de Monte-Carlo, qui sera disputé du 15 au 24 janvier 1975, comprendra, comme d'habitude, trois parties bien distinctes : les itinéraires de concentration (15-19 janvier), dont les points de départ seront Agadir, Stockholm, Aberdeen, Vancouvé et Monte-Carlo (4 344 kilomètres, en moyenne) ; le parcours commun Monaco-Vals-les-Bains, Digne-Monaco (1 561 kilomètres, du 20 au 23 janvier), et l'épreuve complémentaire de classement, Monaco-Monaco (778 kilomètres, du 23 au 24 janvier).

Nommé au Conseil économique et social

LE COLONEL CRESPIN, directeur des sports, sera remplacé par le recteur MAGNIN.

Le conseil des ministres du 11 septembre a nommé membre du Conseil économique et social, le colonel Maurice Crespin, directeur des sports, qui occupe depuis 1966, il sera remplacé à ce poste par le recteur Pierre Magnin, de l'académie de Besançon.

M. Pierre Magnin est né le 24 juillet 1926 à Nancy. Il est licencié en sciences de la médecine et agrégé en médecine (pharmacologie). Titulaire de la chaire de pharmacologie de Besançon et chef du centre hospitalo-universitaire de cette ville, il est élu doyen de la faculté de médecine de Besançon en 1968. En 1970, il est nommé recteur de l'académie de Besançon. Il a dirigé en 1973 un groupe de travail sur la réforme des écoles médicales, en particulier en milieu rural, puis un autre groupe sur les rythmes scolaires. En tant que fond, le canoë-kayak et le judo. Il a été champion universitaire de box.

ENVIRONNEMENT

A la septième conférence internationale de recherche sur la pollution de l'eau

Ce que nous craignons le plus, ce sont les usagers

La septième conférence de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau se réunit à Paris jusqu'au 13 septembre. Les représentants de quarante nations sont rassemblés au Palais des congrès de la porte Maillot pour étudier les nombreux aspects de la pollution des eaux. A cette occasion, M. Louis Coin, président de la section des eaux et de l'assainissement du Conseil supérieur d'hygiène publique de France et président du comité d'organisation de la conférence, a bien voulu répondre à nos questions.

« Quel est votre diagnostic de la pollution des rivières françaises et plus particulièrement dans la région parisienne ? »

« On ne peut plus se baigner en eau vive dans la Seine, sauf à la hauteur de Fontainebleau. On ne se baigne plus à Charenton. Les piscines parisiennes doivent être alimentées par l'eau du robinet. Il faudra attendre les réserves d'eau des futures grandes centrales de la région parisienne (à Cergy-Pontoise, par exemple) pour pouvoir se baigner dans de l'eau naturelle et propre. »

« La pollution en région parisienne provient pour moitié des habitants et pour moitié des industries (chimie, papier). »

« D'où provient l'eau potable des Parisiens ? »

« Paris intra-muros est alimenté à 40 % par l'eau de source, à 60 % par les rivières. La banlieue puise à 90 % ses ressources dans les rivières. L'eau de la Seine, de la Marne, de l'Oise est tout d'abord pompée, puis on l'épure par coagulation, décantation, enfin on la traite à l'osmose, c'est-à-dire que la mécanique, la chimie et la biologie concourent à cette épuración. L'eau ainsi obtenue est potable. Le goût que lui trouvent certains Parisiens est plus un goût de rivière qu'une saveur due à l'épuration. Au reste un simple séjour dans le réfrigérateur suffit à la faire disparaître. »

« La mer est-elle aussi polluée que les rivières ? »

« Non, il n'y a pas de commune mesure. Son problème est celui des grandes concentrations urbaines. En Méditerranée, elle rejette sur le rivage les détritus de villes entières, mais les pétroliers et les industries ne l'ont pas atteinte de façon décisive. Le seul problème inquiétant actuellement est celui des coquillages : les huîtres et les moules digèrent parfaitement la contamination, mais on ne peut pas en faire autant de leurs consommateurs. »

(Propos recueillis par MARIE-CHRISTINE ROBERT.)

● Cinq associations de protection de la nature se fédèrent. L'Institut d'écologie appliquée, la Fédération des sociétés de protection de la nature, la Fédération des associations de sauvegarde de l'environnement ou de jeunes gens, les deux pas de l'Université de la vie, qui représentent environ cinq cent mille membres, viennent de se grouper sous le nom de Civilisation et Environnement. Présidée par le professeur Agnès, la Confédération a pour but d'entreprendre les actions d'ensemble et de rendre aux associations les services matériels dont elles ont besoin. Son siège est à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), 29, rue du Mont-Valérien. Tél. : 771-71-34.



PALU SPORTS
vêtements de chasse
11, rue de Valenciennes 75008 Paris
Tél. 265.25.97

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'AFFAIRE DES HALLES

Une balle qui change de camp

La Société d'aménagement des Halles (SEMAH) n'a pas à dialoguer avec le président de la République ou le gouvernement ; c'est à la Ville de Paris d'engager ce dialogue, a déclaré mercredi 11 septembre M. Christian de La Malène (U.D.R.), président de la SEMAH, conseiller de Paris et rapporteur général du budget à l'issue d'une réunion du conseil d'administration qui a duré près de huit heures.

Réuni pour évaluer les conséquences, sur le plan financier et sur celui de l'urbanisme, de la décision de M. Valéry Giscard d'Estaing d'aménager un espace vert sur le carreau des Halles, le conseil d'administration s'est borné, a précisé M. de La Malène, à bien définir les limites de ses compétences. La SEMAH est une société régie par le droit privé et commercial, qui a reçu de la Ville mission d'exécuter une convention précise. Il n'est évidemment pas en son pouvoir de modifier les termes de cette convention. Aussi la société se rallie-t-elle vers la Ville pour lui demander des instructions. En raison des circonstances, elle a fixé le délai de réponse de cette dernière à fin octobre.

C'est pourquoi, a précisé M. de La Malène, le Conseil de Paris devrait se réunir en session spéciale dans la seconde quinzaine du mois d'octobre pour définir son attitude face à la décision du président de la République, puis donner à la SEMAH les instructions qu'elle réclame. Huit heures de discussion pour arriver à cette

Mais, de leur côté, les conseillers de Paris vont avoir le temps d'évaluer les conséquences financières de la décision du président de la République. Elles seront lourdes en tout état de cause. Et l'on voit bien que si l'Etat parle de prêt et non de subvention, c'est qu'il entend faire supporter à la Ville de Paris l'énorme déficit. En refusant de discuter au sein de la SEMAH, en renvoyant la balle à l'Hôtel de Ville, où

conclusion de bon sens, cela peut sembler long. Mais à la vérité, dans cette affaire d'échec entre le gouvernement et les élus parisiens, et encore, parmi ces derniers, entre les giscardiens et les gaulistes - durs -, le coup joué était déterminant pour la suite des événements.

En portant le débat à l'Hôtel de Ville, on s'accorde d'abord, de part et d'autre, un délai de réflexion. Le gouvernement, par exemple, va pouvoir préciser ses instructions. M. Robert Galley, ministre de l'équipement, pourra présenter un plan cohérent de l'opération et préciser quels équipements vont garnir le « trou » du Centre français de commerce international. M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, trouvera sans doute le nouveau Le Nôtre qui dessiner le parc voulu par l'Elysée. Enfin, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, pourra faire ses comptes et dire s'il peut aller au-delà du prêt de 100 millions de francs que l'Etat a proposé à la SEMAH (le Monde du 12 septembre).

A chacun ses responsabilités

PIERRE BRANCHE.

Districte parisien

LES ÉLUS DE VERSAILLES : pas de camping chez Louis XIV

On ne verra probablement jamais de village de tentes dans les tentes du Roi Soleil. La municipalité de Versailles, a en effet, décidé de s'opposer au projet de M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, qui envisageait d'aménager un terrain de camping-caravaning sur le polygone des Mortemets (« le Monde » du 30 août). Sur une parcelle de 12,5 hectares, à deux pas de l'avenue du château, M. Jarrot prévoyait de créer une annexe du terrain de camping de Bois de Boulogne, depuis longtemps arrivé à saturation avec ses cent cinquante mille résidents annuels. Jamais consulté sur ce projet par les services du ministère de la qualité de la vie, c'est par vote de presse que M. André Jarrot, élu maire de Versailles, a eu connaissance des intentions de M. Jarrot. L'équipe municipale a aussitôt décidé de contester ce projet, jugé utopique : « Toujours propriété

de l'armée, le polygone des Mortemets est inscrit au plan d'urbanisme de la ville pour devenir un vaste ensemble sportif, expliquent les élus locaux. Il y a six ans, après l'abandon du projet d'édifier une villa, qui avait été l'armée était d'accord pour céder ces terrains, et le ministère des affaires culturelles avait donné son feu vert à la condition qu'aucune construction — pas même des tribunes — ne soit érigée sur cette parcelle et que les terrains de sport alternent avec d'importantes zones vertes. »

Situé dans le prolongement du château, l'ancien champ de tir des Mortemets est un site classé, et ni les élus ni les différentes associations de défense de la ville n'acceptent de voir s'y installer quelques milliers de tentes multicolores entre l'Allée des Maitrots et la pierre d'eau des Suisses.

Pour M. Jarrot, la tâche risque d'être délicate... — D. R.

(PUBLICITE)

AU MASCULIN

rentrée confortable... pour les grands pieds

Déjà des jours maussades qui incitent à prendre des précautions pour affronter la saison humide et à ne pas différer les achats de chaussures, en particulier lorsqu'il s'agit d'hommes dont les pieds sont plus longs ou plus larges. Qu'il s'agisse d'adultes ou de jeunes gens, ils n'ont pas à hésiter puisque LE PALAIS DE LA CHAUSSURE est le seul spécialiste à proposer une gamme de modèles élégants et confortables, du 36 au 50, par demi-pointure et en six largeurs !

Le choix est unique : chaussures sport, box souples, chevrons, chaussures montantes, après-ski, bottillons sport, bottes, basket, tennis, pantoufles, etc.

LE PALAIS DE LA CHAUSSURE, 30, av. de la République, Paris-11* (face métro Parmentier), envoie gratuitement son catalogue. Ecrivez ou téléphonez à : 337-45-92. Pas de surcursale, parking gratuit.

LE PRIX D'UN FRANÇAIS

un numéro exceptionnel du Nouvel Observateur

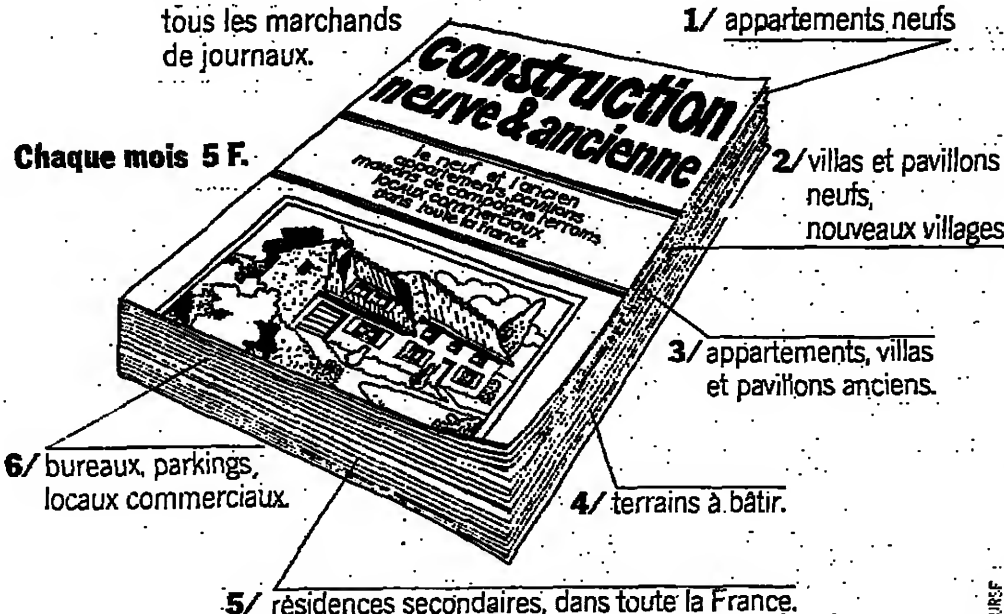
LE NOUVEL

observateur

numéro du 16 septembre 1974.

60 000 ANNONCES IMMOBILIERES DANS UNE SEULE REVUE.
(Trouvez mieux!)

En vente chez tous les marchands de journaux.



construction neuve & ancienne
La revue immobilière la plus complète.

Pour recevoir la revue chez vous : envoyez 8 F en timbres à G.N.A. p.7, 15, av. Gourgaud Paris 17^e.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Les organisations politiques et syndicales de gauche veulent faire obstacle aux modalités financières de la réforme de la Sécurité sociale

Les projets d'extension et de modification de la Sécurité sociale adoptés le 11 septembre par le conseil des ministres de Lyon et présentés avec une certaine euphorie par M. Durafour, « Ces réformes de structure doivent concourir à transformer profondément la société française », a déclaré le ministre du travail — suscitant de vives critiques parmi les organisations syndicales. Celles-ci reprochent avec force le projet de compensation entre les réformes de Sécurité sociale

dont ils craignent qu'à terme les salariés fassent les frais. Pour la C.G.T., c'est « la mise en place du système novateur de 1946 », et pour la C.F.D.T. « un battage publicitaire sans précédent (ne peut cacher) la régression sociale que constitue la compensation ». Forces ouvrières « n'admettent pas la mise en cause des avantages acquis... » et la C.F.T.C. estime « inadmissible que le gouvernement maintienne imperméablement un projet (...)

rejeté sans équivoque par les conseils d'administration des trois caisses ». La C.G.C. déclare que la compensation ne doit pas favoriser le régime des non-salariés, et l'Union nationale des associations familiales (UNAF) estime qu'une réforme profonde de la Sécurité sociale s'impose. « L'Humanité » titre sur toute une page : « Le commencement de la fin... ».

De gauche, qui ont signé cet été un plateau-forme revendicative sur la Sécurité sociale, essaieront de déterminer une riposte au projet de gouvernement. En fait, les décisions ou orientations arrêtées mercredi par le conseil des ministres constituent un ensemble assez disparate. Si certaines mesures ont toutes chances de recueillir un large assentiment populaire, d'autres, en particulier de nature financière, ne sont pas sans ambiguïté pour l'avenir.

Des mesures populaires mais des perspectives ambiguës

Le premier volet du plan social retenu à Lyon peut être comparé aux ficelles colorées qu'une main féminine met joliment autour d'un paquet pour que le colis, au contenu moins agréable, soit plus facilement accepté.

Une série d'améliorations déjà annoncées par M. Pompidou, lorsqu'il était ministre de la Santé, seront certes très appréciées par certaines personnes. Aux assurances sociales on promet des formalités moins fastidieuses, des cotisations moins répétées, une information plus simple, ainsi qu'un accueil plus chaleureux ; aux gestionnaires des caisses, qui ne sont autres que les représentants des syndicats et des employeurs, on affirme que la pesante tutelle des pouvoirs publics sera allégée.

Populaire et facilement compréhensible, cette première partie du plan social pourrait avoir l'avantage de minimiser, pour l'opinion publique, la complexité et parfois l'ambiguïté des autres projets.

spéciaux ou autonomes, qui ont de moins en moins de cotisants, sans que, pour autant, le nombre des bénéficiaires diminue (c'est notamment le cas des systèmes d'assurance-vieillesse chez les commerçants, les artisans, les mineurs, les exploitants et salariés agricoles).

Le principe est à la fois logique et juste : les catégories socio-professionnelles en expansion doivent aider les catégories en voie d'extinction ou en perte de vitesse. Quel de plus normal pour les jeunes qui quittent la ferme ou le petit magasin pour devenir salarié que de financer les retraites de leur père, agriculteur ou commerçant ?

Au total, la compensation entraîne, après une série d'additions et de soustractions, une charge de 4 milliards de francs en 1975 pour le

régime général. Mais celui-ci recouvrera le produit des taxes sur l'alcool. Soit, après une majoration de ces taxes en 1975, une somme égale à la compensation finale, c'est-à-dire

4 milliards de francs. La loi, telle qu'elle est rédigée, se traduit ainsi par une opération blanche. L'impôt, pour la première fois, alimentera les caisses de salariés.

Des arrière-pensées ?

Ce mécanisme compliqué a pourtant été rejeté par les syndicats et les employeurs. Selon les partenaires sociaux, il s'agit ni plus ni moins que de condamner le régime général, dans les années à venir, à financer la plus grande partie de la compensation. En 1978, par exemple, si la charge supportée par les salariés atteint 6,7 ou 8 milliards de francs, la taxe sur l'alcool sera-t-elle relevée

d'autant pour atteindre ces sommes ? Ne va-t-on pas plutôt chercher à accroître les cotisations des salariés par un relèvement des taux ou celles des seuls cadres par un dédoublement des salaires soumis à cotisation ? Si ce n'est pas le cas, pourquoi n'avoir pas directement fait supporter par le budget de l'Etat le poids de la compensation ?

« Nous n'avons pas d'arrière-pensées », a déclaré M. Durafour. Il n'est question ni de remettre en cause les avantages acquis en créant un système d'assistance minimum, ni d'augmenter les cotisations des salariés. En élaborant ce système de calcul, le ministre affirme vouloir mettre en avant trois idées : développer la notion de solidarité en confirmant la formule de compensation inter-régimes, donner au régime général des salariés le rôle de système-pilote sur lequel devrait s'aligner les autres institutions, et réaliser la justice par la fiscalisation.

« Si c'est vrai, a précisé le ministre, que la compensation est mise au compte du régime général, celle-ci est intégralement remboursée par le biais de l'affectation de la taxe sur l'alcool, et il est bien

Les orientations et les décisions du gouvernement

Le conseil des ministres, réuni à Lyon le 11 septembre, a été essentiellement consacré à la Sécurité sociale. Différentes mesures ont été adoptées, que M. Durafour, ministre du travail, a présentées en début d'après-midi au cours d'une conférence de presse organisée dans la salle du conseil général du Rhône et dont nous avons publié les principaux éléments dans les dernières éditions d'ici. L'ensemble comporte trois parties : une série d'orientations (retraites des anciens combattants, simplification de la réglementation, allègement de la tutelle des pouvoirs publics sur les caisses d'assurances), un avant-projet de loi sur l'extension de la Sécurité sociale à tous les Français et enfin un projet de loi sur la compensation.

En outre, l'allègement du contrôle des ressources est envisagé pour les personnes âgées qui reçoivent les allocations minimales. Enfin, la simplification des règles de coordination entre les caisses et la mutualisation du paiement des retraites seront amorcées ; il s'agit là d'un projet qui nécessitera de nombreux décrets avant que cela soit généralisé.

● Pour les allocations familiales, l'obligation de présenter chaque année pour tout enfant d'âge scolaire un certificat d'inscription sera supprimée. D'autre part, les différentes allocations familiales, l'allocation de salaire unique et l'allocation de frais de garde seront revalorisées à une même date (actuellement ces différentes allocations sont majorées, les unes en juillet, les autres au mois d'août). Le choix de la date sera fixé après discussion avec l'Union nationale des associations (UNAF).

● L'ALLEGÈREMENT DE LA TUTELLE. — La loi de finances pour 1975 avait prévu un allège-

ment de la tutelle exercée par l'Etat sur les caisses. Ces dispositions sont entrées en vigueur en 1973 pour le régime général et en 1974 pour le régime des travailleurs non salariés. Il a été décidé de dresser un premier bilan de l'application de ces mesures.

● Le transfert aux caisses nationales d'une part des responsabilités dans l'exercice du contrôle de l'extension du budget (actuellement lorsque des caisses dépassent le budget prévu, de nouvelles facilités financières ne peuvent être accordées qu'à la décision des services ministériels).

de la population qui ne bénéficie pas encore d'autres prestations, soit environ un million de Français. Deux étapes sont prévues : dans une première étape, deux cent mille personnes appartenant aux catégories les plus défavorisées seront gratuitement couvertes au titre de l'assurance-maladie, et cela dès le 1^{er} juillet 1975. Cela concerne les personnes à la recherche d'un premier emploi et des militaires du contingent qui s'inscrivent à l'agence nationale pour l'emploi ; des conjoints d'un assuré décédé, des femmes divorcées, des personnes de corps et, pour ces dernières catégories, la couverture de l'assurance-maladie sera accordée pendant une durée d'un an. A ces personnes s'ajouteront celles qui entrent dans un régime obligatoire pour éviter qu'elles ne restent sans couverture pendant ce qu'on appelle le délai de stage, c'est-à-dire environ trois mois (dans ces derniers cas le critère de l'activité professionnelle sera momentanément supprimé).

Deuxième étape, d'ici à 1978, seront également couvertes les personnes relevant de certaines professions ou professions libérales qui ne bénéficient pas encore d'un régime d'assurance-vieillesse (professions relevant du secteur des loisirs, explorateurs, sourciers, etc.). Ce sera également le cas des membres du clergé, des familles résidant en France des personnes expa-

LES PRIX DE DÉTAIL DE L'ALCOOL : + 10 % ENVIRON

En 1974, les droits sur l'alcool auront rapporté quelque 3,6 milliards de francs contre 3,5 milliards de francs en 1973 (+4,6 %) 3,1 milliards de francs et 2,5 milliards de francs en 1971.

Le relèvement de quelque 15 % (le taux n'est pas encore exactement fixé) de droits sur les alcools annoncés par M. Durafour sera uniforme et aboutira l'an prochain à une hausse de 10 % environ de ces marchandises soit 4 F pour une bouteille de whisky par exemple.

fiel comme les autres des allocations familiales.

En généralisant le système d'assurances aux 2 % de Français encore exclus, l'avant-projet de loi a le mérite de parachever les textes de 1945 et 1946 qui prévoyaient que toute la population bénéficierait de la sécurité sociale.

En 1978 ce sera chose faite, avec un retard de trente ans, mais le texte de loi, dont seules les grandes lignes viennent d'être présentées, pose deux problèmes d'importance non négligeable. Premier problème : système actuel d'assurances ne prévoit le versement des prestations que dans la mesure où les bénéficiaires exercent une activité professionnelle. La réforme envisagée implique-t-elle que ce critère sera définitivement abandonné ? Il s'agit là d'un événement dans l'histoire de la couverture des risques de santé qui donnerait enfin son sens véritable à la notion de sécurité sociale.

Deuxième problème : les modalités de financement de cette extension (cotisations ou budget de l'Etat) n'ont pas encore été précisées. En outre, il sera difficile de recenser les différentes catégories sociales non encore couvertes, l'expression d'un adjoint du ministre étant d'ailleurs significative : « Il s'agit de saisir à la louche tous ceux que la législation a oubliés. »

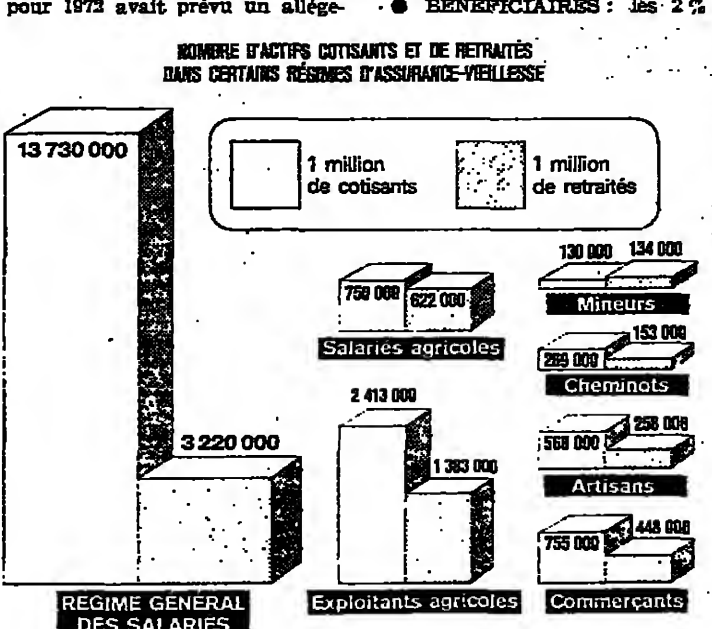
Un principe logique des modalités complexes

La création d'une protection commune de base à toute la population et la mise en place d'une compensation financière entre tous les régimes (troisième volet du plan) constituent en fait le pivot de résistance du conseil des ministres. Le projet de loi tend à faire supporter par les régimes sociaux, dont les effectifs sont en accroissement (en première ligne, le régime général des salariés) le déficit des régimes

1) RETRAITE ANTICIPÉE POUR LES ANCIENS COMBATTANTS. — Les textes adoptés par le Parlement ont ouvert aux anciens combattants le droit à une retraite anticipée à soixante ans, sous certaines conditions et progressivement d'ici à 1977. Le gouvernement a décidé de réduire les délais d'application de ce droit, mais aucune précision n'a été donnée sur le nouveau calendrier.

2) SIMPLIFICATION ET HUMANISATION DE LA RÉGLEMENTATION. — La complexité de la réglementation actuelle rend difficile, parfois, pour l'assuré une connaissance exacte de ses droits et retards souvent inévitables dans le traitement des dossiers. Le ministre du travail affirme que le ministre du travail, un certain nombre de mesures, dont la mise en œuvre va être étudiée. L'ensemble des textes, ont été adoptés, de façon à pouvoir entrer en application dans les meilleurs délais.

● Pour l'ensemble des branches : simplification des formulaires et réduction de leur nombre ; ● Pour le régime des non-salariés : les trois déclarations de revenus exigées pour déterminer les cotisations des travailleurs non salariés seront remplacées par une déclaration unique (actuellement, des déclarations doivent être envoyées à la caisse d'assurance-maladie, à la caisse d'assurance-vieillesse et à l'Union des régimes de Sécurité sociale, U.R.S.S.A.F.).



ment de la tutelle exercée par l'Etat sur les caisses. Ces dispositions sont entrées en vigueur en 1973 pour le régime général et en 1974 pour le régime des travailleurs non salariés. Il a été décidé de dresser un premier bilan de l'application de ces mesures.

● Le transfert aux caisses nationales d'une part des responsabilités dans l'exercice du contrôle de l'extension du budget (actuellement lorsque des caisses dépassent le budget prévu, de nouvelles facilités financières ne peuvent être accordées qu'à la décision des services ministériels).

Un service « S.V.P. » pour les assurés

● Le desserrement de certaines contraintes, telles que la fixation des effectifs dans les régimes d'assurances (actuellement un état détaillé et complet des effectifs doit être envoyé au service de tutelle qui autorise ou non l'augmentation du personnel).

de la population qui ne bénéficie pas encore d'autres prestations, soit environ un million de Français. Deux étapes sont prévues : dans une première étape, deux cent mille personnes appartenant aux catégories les plus défavorisées seront gratuitement couvertes au titre de l'assurance-maladie, et cela dès le 1^{er} juillet 1975. Cela concerne les personnes à la recherche d'un premier emploi et des militaires du contingent qui s'inscrivent à l'agence nationale pour l'emploi ; des conjoints d'un assuré décédé, des femmes divorcées, des personnes de corps et, pour ces dernières catégories, la couverture de l'assurance-maladie sera accordée pendant une durée d'un an. A ces personnes s'ajouteront celles qui entrent dans un régime obligatoire pour éviter qu'elles ne restent sans couverture pendant ce qu'on appelle le délai de stage, c'est-à-dire environ trois mois (dans ces derniers cas le critère de l'activité professionnelle sera momentanément supprimé).

Deuxième étape, d'ici à 1978, seront également couvertes les personnes relevant de certaines professions ou professions libérales qui ne bénéficient pas encore d'un régime d'assurance-vieillesse (professions relevant du secteur des loisirs, explorateurs, sourciers, etc.). Ce sera également le cas des membres du clergé, des familles résidant en France des personnes expa-

LE FISC SE TROMPE LUI AUSSI...

Plusieurs salariés de Saint-François-en-Cher (Cher) ont eu la désagréable surprise de se voir réclamer 538 465 francs d'impôts sur le revenu, correspondant à un salaire annuel de 1 273 000 francs. Ces contribuables n'avaient pourtant que de maigres ressources.

Après réclamation des intéressés, l'administration a rectifié le chiffre de l'imposition, qui est passé à 184 francs. Il s'agissait d'une erreur de l'ordinateur...

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

TROIS NOMINATIONS

M. Rossi a indiqué que la réunion du conseil avait commencé par la présentation des magnétiques des pièces de 10 F et de 50 F par le ministre de l'économie et des finances. Le gouvernement a ensuite nommé trois membres du Conseil économique et social. Il s'agit de M. Marcel Cressin, ancien directeur des sports au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports (de 1967 à 1974), Pierre Fanconnet, président de la chambre d'agriculture de l'Aube et secrétaire adjoint de la F.N.S.E.A. et Lucienne Demerys (jusqu'à la fin de l'année), directeur des relations extérieures des chambres d'agriculture. M. Rossi a indiqué qu'il restait encore trois membres à nommer au Conseil économique et social.

LEN organise votre **ARCHIVAGE**

L'archivage archivé LEN transforme documents fastidieux en renseignements précieux. La boîte, véritable tiroir en carton rigide, contient individuellement sur deux niveaux, très haute capacité (une pile de 4,80 m de documents sur une base de 90 cm).

1.049 F HT
996 F HT

(Promotion jusqu'au 31/12/74)

Exposition - information
35, av. FRIEDLAND
PARIS 8^e - Tél. Paris : 901.18.73

Documentation gratuite en retour mail. M.S. les bon à CLEN Direction et Usine : 35, av. Friedland - 75008 PARIS - Tél. : 901.18.73

MATÉRIELS ET MÉTHODES 16 1216

VOYAGES DES ASSOCIATIONS ET COLLECTIVITÉS EN UNION SOVIÉTIQUE POUR L'ANNÉE 1975

Etant donné la situation hétéroclite provoquée par l'afflux considérable de touristes de toutes nationalités à MOSCOU et à LÉNINGRAD, les Comités d'Entreprises et Associations qui envisagent un voyage en Union Soviétique l'année prochaine sont invités à faire connaître dès à présent leurs besoins.

TRANSTOURS
49, avenue de l'Opéra
75002 PARIS
Tél. 742.47-39
(Clic 132)

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

M. Bergeron attaque la politique gouvernementale contre l'inflation

Un millier de militants environ s'étaient rassemblés, le 11 septembre, à la Bourse du travail, pour entendre M. André Bergeron, secrétaire général de la Force ouvrière, critiquer sévèrement la politique du gouvernement face à l'inflation.

Le syndicaliste, dont nos dernières éditions datées du 12 septembre ont publié une partie du discours, a repris les critiques et propositions récemment formulées par la commission exécutive F.O. : instauration de la double échelle prix d'achat-prix de vente, baisse de la T.V.A. accompagnée de moyens de contrôle qui, pour l'instant, sont très insuffisants, redéfinition d'une politique économique et financière globale, indexation de l'épargne.

« Il y a forcément antinomie entre la lutte anti-inflationniste et l'abolition des pratiques qui caractérisent la société de gaspillage », a dit M. Bergeron, et il a annoncé que F.O., avec les agriculteurs de la F.N.S.S.A. et du C.N.A.A., allait mobiliser l'opinion publique. Il espère prouver, à Paris les ventes « sauvages » réalisées en province.

Auparavant, M. Claude Payement, secrétaire général de l'union régionale parisienne F.O., avait lancé au gouvernement trois « défis pour le changement » : l'indexation du prix de la carte hebdomadaire de transport, la forme des ponts/hommes et construction d'une Bourse du travail répondant aux besoins des syndicalistes.

ÉNERGIE

Vers la majoration du prix effectif du « brut »

(Suite de la première page.) Les deux capitales se seraient mises d'accord avant la réunion de l'OPEP pour geler les prix affichés pendant trois mois encore. L'Algérie y trouve son compte. Aux prix affichés actuels, auxquels s'ajoutent pour Alger des primes de qualité et de proximité géographique (un peu trop fortes sans doute), ce pays éprouve même certaines difficultés à écouler son brut sur le marché où l'offre tend encore à excéder la demande. Difficultés d'autant plus réelles que, les freins étant en ce moment au plus bas, le pétrole du golfe Persique plus éloigné, est avantageux pour l'Europe.

Le même raisonnement vaut pour la Libye et une partie de l'Irak. Par contre, l'Algérie a tout intérêt à aligner le régime fiscal du Golfe sur le sien, où tout le pétrole est pratiquement de participation; l'Algérie renchérirait ainsi le pétrole concurrent du Golfe.

Trois possibilités de réforme. A l'heure où nous écrivons, rien n'est encore décidé. Si l'Arabie Saoudite a accepté le compromis évoqué plus haut, elle se fait tirer l'oreille non pas tant sur le principe de la réforme fiscale que sur son contenu et surtout sur le niveau de prix unique auquel elle devrait aboutir (sans que, pour autant, soient supprimées,

AGRICULTURE

M. Marchais réclame de nouveau la convocation d'une session extraordinaire du Parlement

Le vif mécontentement des paysans est la conséquence d'une politique qui favorise le transfert d'une partie des richesses produites par l'agriculture au profit du grand capital industriel, bancaire et commercial, écrit M. Georges Marchais dans une déclaration remise à la presse.

Le secrétaire général du parti communiste estime que « le gouvernement français dispose donc, et en a la volonté, de moyens pour obtenir un ajustement des prix agricoles européens tenant compte de l'évolution du coût des charges de production. A défaut, il doit prendre les mesures nationales nécessaires à la sauvegarde du pouvoir d'achat de la paysannerie ».

Notre parti, conclut M. Marchais, « doit continuer à soutenir sans réserve l'action des agriculteurs pour obtenir des gouvernements européens des mesures fiscales adéquates et des lois législatives rendant plus faciles la convocation extraordinaire du Parlement ».

A L'ÉTRANGER

Pour éviter une aggravation du chômage Bonn lance un programme exceptionnel d'investissements

De notre correspondant

Bonn. — Pris entre son désir de maintenir la politique de stabilité et son souci d'éviter une augmentation trop importante du chômage, le gouvernement fédéral a adopté, le mercredi 11 septembre, au cours d'une réunion qui a duré toute la journée, le principe d'un programme exceptionnel d'investissements d'un montant de 800 millions de DM (soit 1 milliard 800 millions de francs). Pour M. Apel, ministre des Finances, et Friedrich, ministre de l'Économie, il ne s'agit pas d'une relance de la conjoncture mais simplement d'une poursuite du premier programme d'investissement de 800 millions de DM adopté au mois de février dernier et dont les effets commencent à s'estomper.

Comme en février, le programme exceptionnel se divise en deux parties. L'une de 600 millions, financée à parts égales par l'État fédéral et par les Länder, sera mise en œuvre par les collectivités locales; l'autre, de 200 millions, financée uniquement par l'État fédéral, consistera en investissements publics directs. Dans les deux cas les fonds seront pris dans la réserve de 10 milliards de deutschemarks qui provient des mesures fiscales décidées l'année dernière et qui a été bloquée auprès de la Bundesbank.

Les secteurs des régions qui seront ainsi pourvus d'une nouvelle réunion du cabinet fédéral à la fin du mois. Mais il est d'ores et déjà certain que les investissements supplémentaires se situeront essentiellement dans le secteur du bâtiment (non pas construction de logements mais grands travaux d'infrastructure) et dans les équipements collectifs comme les écoles, les stations d'épuration des eaux, les jardins d'enfants. Les fonds seront dispensés selon deux critères : dans les régions qui sont déjà l'objet de programmes d'aide régionaux et dans celles où le taux du chômage est plus élevé que la moyenne.

M. Apel a précisé que d'autres programmes d'aide conjoncturelle étaient déjà en cours : le programme de production de l'OPEP visant à ajuster au plus près l'offre à la demande et à éviter ce qui s'est passé ces derniers mois, où l'on a pu observer sur le marché un surplus de 1,5 à 2 millions de barils par jour. Il est possible que certains membres de l'OPEP, notamment ceux des pays du Golfe, renonceraient à signer un tel programme en argument de leur souveraineté. Qui, d'ailleurs, contredirait l'utilisation d'une telle production ? On se rappelle que l'hiver dernier l'embargo pétrolier arabe avait souffert de nombreuses fuites et que la commission de contrôle qui avait été prévue à l'époque n'avait pratiquement jamais fonctionné. Qu'en sera-t-il de l'OPEP, qui, elle, n'est pas ligée par une « guerre sainte » contre un ennemi commun ?

Sans doute, ces dernières semaines, a-t-on observé une baisse importante des livraisons de pétrole dans la Méditerranée orientale. Mais cette baisse peut être la conséquence d'un défaut de la demande (conjoncture du marché, baisse des frètes pétroliers) et non d'une volonté délibérée des producteurs de la région de réduire leur offre. Or, si certains pays membres peuvent prendre l'initiative, en effet, d'une réduction de leurs livraisons, on voit mal encore, pour le moment, une coordination précise de ces réductions au niveau de l'OPEP.

Enfin, les pays producteurs de pétrole doivent discuter du Fonds d'aide aux pays pauvres qu'ils comptent instituer. Il s'agit d'un sujet dont on parle depuis plus de six mois sans conséquence concrète.

PHILIPPE SIMONNOT.

Au Japon

M. Tanaka PART A LA RECHERCHE DE FOURNISSEURS DE MATIÈRES PREMIÈRES Pays visités : Brésil, Mexique, Canada

Tokyo. — M. Kakuei Tanaka, premier ministre du Japon, a quitté Tokyo le jeudi 12 septembre pour un voyage de seize jours qui le mènera au Mexique, au Brésil et au Canada, avec un arrêt d'un jour, le 21 septembre, à Washington où il doit rencontrer le président Ford.

Le choix des pays visités par M. Tanaka correspond au désir du Japon d'assurer un approvisionnement stable en matières premières et en produits énergétiques. La création d'un institut nippon-mexicain est notamment prévue, avec une participation japonaise d'un million de dollars, pour développer les échanges entre les deux pays. Une aide japonaise pour le développement du bassin de l'Amazonie pourrait d'autre part être offerte au Brésil, o l'opèrent déjà quelques trois cents sociétés nipponnes.

Au Canada enfin, le Japon s'intéresse plus particulièrement aux nouveaux gisements de pétrole de la province de l'Alberta, à la pétrochimie et à la sidérurgie.

LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN A DÉCIDÉ, pour combattre un accroissement du chômage, d'allouer 415 millions de dollars pour la création de quatre-vingt-cinq mille nouveaux emplois dans le secteur public au niveau des États et des administrations locales. 85 millions de dollars doivent être débloqués immédiatement, et 350 millions d'ici à la fin de septembre.

DANIEL VERNET.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschemarks	Francs suisses
48 heures	10 1/2 11 1/2	7 3/4 8 3/4	8 1/4 9 1/2
1 mois	11 1/2 12 1/2	8 1/4 9 1/4	9 1/4 10 1/4
3 mois	12 1/2 13 1/2	9 1/4 10 1/4	10 1/4 11 1/4
6 mois	13 1/2 14 1/2	10 1/4 11 1/4	11 1/4 12 1/4

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AIR-INDUSTRIE

Rappelons que l'offre publique d'achat du groupe Saint-Gobain-Font-A-Mousson est valable jusqu'au 27 septembre 1974.

Il est proposé d'échanger sept actions Air-Industrie (coupon n° 12 attaché) contre cinq actions Saint-Gobain-Font-A-Mousson (coupons n° 12 attachés) et une obligation convertible Air-Industrie (coupon n° 12 attaché) contre une action Saint-Gobain-Font-A-Mousson (coupon n° 12 attaché).

KUBOTA LIMITED

Le gouvernement japonais ayant maintenu sa politique de restriction de la demande nationale au moyen de mesures monétaires et fiscales et de recommandations administratives, des signes de ralentissement de la tendance inflationniste sont apparus et, d'une manière générale, le niveau d'activité des sociétés japonaises est devenu stable.

Pour Kubota, ces mesures ont entraîné une diminution d'activité dans le secteur du logement et des équipements ménagers.

Cependant les résultats d'ensemble du premier trimestre (période du 16 avril au 15 juillet) de l'exercice en cours sont favorables. La société a enregistré une forte demande dans les secteurs de l'équipement agricole et des produits de fonte et d'acier.

Pour assurer la vente des produits de la filiale Kubota Trane Ltd., la société a créé à partir du 16 avril de cette année un département spécialisé dans les matériels de conditionnement d'air qui dépend de la Division Fonderie de Fonte et d'Acier.

ACIER-INVESTISSEMENT

Au 31 août 1974, la valeur liquidative globale d'Acier-Investissement s'élevait à 175,10 millions de francs, soit 100,05 F par action, contre 104,53 F à la fin du mois précédent.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Ancien diplôme exigé pour l'accès à l'enseignement supérieur. Demandez le nouveau guide de l'ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État.

4, rue des Petites-Champs, 75008 PARIS — CEDEX 02.

COFIMEG

Les recettes de la société au cours du 1^{er} semestre 1974 se sont élevées à 38,7 millions de francs, contre 35,8 pour la période correspondante de 1973.

Compte tenu de l'indexation des loyers du 2^e semestre et des sommes à recevoir de l'État au titre de la garantie accordée pour compenser les effets du blocage des loyers du 1^{er} semestre, les recettes de l'année 1974 se situent à l'ordre de 80 millions de francs contre 73 l'année dernière.

Cet accroissement des revenus devrait permettre comme il était prévu de distribuer, au titre de l'exercice en cours, un dividende en espèces notablement supérieur à 8 F par action.

Cette progression se poursuivra en 1975, grâce notamment aux recettes nouvelles provenant des constructions achevées en 1974, soit 18 000 m² de locaux commerciaux situés à Créteil et à Clichy, qui porteront le patrimoine en exploitation de la société à 9 920 appartements et 88 000 m² de bureaux et commerces.

BOURSE DU BRILLANT

communique

MARCHE DU BRILLANT

Prix d'un brillant rond spécimen BLANC EXCEPTIONNEL 1 CARAT

12 SEPTEMBRE : 41.392 F T.T.C. + commission 4,90 %

M. GÉRARD JOAILLIERS

8, avenue Montaigne, PARIS (8^e)

Tél. 359-83-96

ORDINATEUR IBM 3/10

5410 Unité centrale 8 K
5203 Imprimante 200 l/m
5424 Lecteur Perfo 500 c/m
5496 2 Perfor-Vérifs

PRIX DE VENTE :

175.000 F H.T.

LOCATION :

3.800 F H.T./mois

Visible à Paris - Tél. : 567-88-66

LE PRIX D'UN FRANÇAIS

un numéro exceptionnel du Nouvel Observateur

LE NOUVEL
observateur

numéro du 16 septembre 1974.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

SOCIÉTÉ NATIONALE SONATRACH

DIVISION ENGINEERING ET DÉVELOPPEMENT
DIRECTION DES TRAVAUX ET CONSTRUCTIONS

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'étude et la réalisation de tous les dispositifs et installations mécaniques d'un amphithéâtre à BOUMERDES destiné à accueillir 3.000 personnes pour :

- des réunions à caractère officiel ;
- des colloques, conférences et congrès nationaux et internationaux ;
- salle de théâtre pour toutes représentations ;
- salle de concerts et soirées musicales ;
- salle de cinéma.

Les sociétés intéressées par cet appel d'offres peuvent retirer les dossiers à la D.T.C., Villa les Arbres, rue Shakespeare, LE GOLF, ALGER (ALGÉRIE).

Les offres devront parvenir sous double enveloppe cachetée recommandée à l'adresse ci-dessus mentionnée avec la mention suivante :

Soumission Amphithéâtre BOUMERDES

« A ne pas ouvrir »

Le délai du dépôt des offres est fixé au 6 décembre 1974.

A QUITO, LA FISCALITÉ AVAIT DÉJÀ ÉTÉ MODIFIÉE

Lors de la réunion de Quito, qui s'est tenue du 15 au 17 juin, les pays membres de l'OPEP (Arabie Saoudite, Émirats du Golfe, Émirats du Koweït, Libye, Nigéria, Qatar, Venezuela) ont décidé de geler durant le troisième trimestre les prix payés à l'étranger d'hydrocarbures.

A compter du 1^{er} juillet 1974, ce taux est donc passé officiellement de 12,5 à 14,5 % du prix affiché, pour l'équipement et le Venezuela — qui pratiquait un pourcentage plus élevé — les taux ont été respectivement portés à 18 et 19,5 %.

L'impact mécanique sur les prix du pétrole brut de cette majoration a été assez faible. Théoriquement, le coût du « brut concession » a été augmenté de 18,3 cents par baril, et d'environ 14 cents pour le pétrole équatorial et vénézuélien. Cela correspond à une hausse d'un peu plus de 1 %.

Il reste que tous les pays n'ont pas, semble-t-il, encore appliqué cette mesure. L'Arabie Saoudite, pour sa part, ne s'y était pas associée.

VOUS SOHAITEZ VENDRE AU MIEUX VOTRE ENTREPRISE

Le Groupement Français de Conseils

vous aide à trouver une solution

Trois introductions après d'investisseurs, acquéreurs d'affaires, nous pouvons

vous apporter un CONCOURS EFFICACE

Revoir ou téléphoner pour R.V.

G.F.C., 187, rue de la Pompe

92121 PARIS 16^e 553-23 ou 57-55

NOTRE Télex

A VOTRE DISPOSITION POUR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les transmettons par télex à vos destinataires.

Télex : nous vous téléphonons, 40 mots par heure : 7 h 30 à 21 h 15 (hors 20 h 30 à 21 h 15).

Service Télex : 34521-62 / 34600-28

15, RUE HECTOR MALOT, 75012 PARIS

Agence à Lille et 50 correspondants.

Les Sucreries Nationales du GHARB

Lancent un appel d'offres pour la fourniture de tubes en acier.

Le cahier des charges est à retirer au siège de la S.N.A.G., 11, avenue Abdelkader RAHAT.

La clôture des consultations est fixée au 10 octobre 1974, à 12 h.

SITUATION CONSOLIDÉE ET CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES AU 31/12/1973

Le Groupe des Assurances Nationales (GAN) est constitué par trois sociétés mères :

- Les Assurances Nationales Incendie, Accidents, Risques divers,
- Les Assurances Nationales Vie,
- Les Assurances Nationales Capitalisation,

leurs actions étant détenues par la Société Centrale du Groupe des Assurances nationales.



SITUATION CONSOLIDÉE DU GAN

La situation du Groupe des Assurances Nationales a été établie à partir des critères suivants :

— La présentation de la situation consolidée est faite sur la base des situations comptables des diverses sociétés au 31 décembre 1973, les divers éléments d'actif et de passif n'ayant pas été réestimés en fonction de ce que pourrait être leur valeur réelle. Les actifs et passifs étrangers sont convertis en francs sur la base des cours de change au 31 décembre 1973 établis pour les sociétés françaises par la Direction des Assurances.

— Les filiales à plus de 50 % ont fait l'objet d'une intégration globale. La valeur d'inventaire des titres de la filiale au bilan de la société mère est remplacée par l'ensemble des postes d'actif et de passif de ladite filiale. La situation nette de la filiale est ventilée

entre les intérêts hors Groupe, lorsqu'il en existe, et la plus-value de consolidation qui est égale à la quote-part du Groupe dans la situation nette diminuée de la valeur d'inventaire des titres et majorée des produits perçus par le Groupe au titre de la filiale. Le résultat de la filiale est réparti entre les intérêts hors Groupe et le bénéfice consolidé du Groupe qui est majoré, au titre de la filiale, de la quote-part du Groupe dans le résultat de la filiale diminuée des produits perçus par le Groupe au titre de la filiale.

— Les filiales à moins de 50 % n'ont pas été prises en compte pour la consolidation.

— Les opérations en compte courant et les opérations de réassurance qui donnent lieu à dettes et créances réciproques entre les sociétés du groupe et les filiales consolidées ont été éliminées.

Les filiales faisant l'objet d'une intégration globale sont les suivantes :

- La Tunisie,
 - La Caisse Fraternelle-Vie,
 - Le Soleil Investissement,
 - La Société Moderne de Courtage et de Représentation (S.M.C.R.),
 - La Banque pour l'Industrie Française,
 - La Nationale Immobilière Tunisienne.
- Les Sociétés Civiles Immobilières ci-après :
 - S.C.I. de l'Hôtel-Vauillemont,
 - S.C.I. Laffitte-Paradis,
 - S.C.I. Briand-Naudin,
 - S.C.I. Vauquelin,
 - S.C.I. Résidence du Parc,
 - S.C.P. Château Blanc,
 - S.C. de la Tour GAN.

ACTIF	
Frais d'établissement et de développement en France	765 298,17
Immobilisations en France	983 739 072,63
Autres valeurs immobilisées en France	6 089 865 611,58
Valeurs immobilisées à l'étranger	712 793 222,11
Valeurs remises par les réassureurs	80 570 279,28
TOTAL des valeurs immobilisées nettes	7 866 968 185,60
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	265 917 574,74
Valeurs réalisables à court terme ou disponibles	1 803 343 396,05

PASSIF	
Capital social	170 000 000,00
Réserves	471 155 682,65
Plus-value de consolidation	38 463 979,42
Report à nouveau	327 962,79
TOTAL des capitaux propres et réserves	679 947 624,86
Subventions d'équipement reçues	1 683 876,64
Provisions pour pertes et charges	23 172 159,90
Dettes à long et moyen terme	188 779 849,27
Intérêts hors Groupe	7 838 259,16
TOTAL des subventions, provisions pour pertes et charges, dettes à long et moyen terme et intérêts hors Groupe	221 474 144,97
Provisions techniques :	
Primes	5 202 517 334,80
Sinistres	3 013 021 777,02
Engagements envers les institutions de prévoyance ou relatifs aux fonds de placement gérés par l'entreprise	17 396 932,00
TOTAL des provisions techniques	8 232 936 043,82
Dettes à court terme	699 056 670,96
Résultats (excédent avant affectation)	103 579 969,95

9 936 994 454,56

9 936 994 454,56

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GAN

Pour le chiffre d'affaires ont été pris en compte :

— Le montant des primes émises au 31 décembre de l'exercice, net des annulations de primes comptabilisées dans l'exercice (affaires directes plus acceptations en réassurance avant cessions et rétrocessions).

— Le montant des produits des placements et les autres produits. Pour les filiales, il est établi à partir des chiffres d'affaires globaux des filiales sans que soit appliquée une correction pour tenir compte des pourcentages de participation détenus par le Groupe dans chaque filiale.

Les opérations internes sont déduites tant pour les opérations d'assurances que pour les produits des placements. Le chiffre d'affaires global ainsi défini atteint, pour l'exercice 1973, un montant de 3,9 milliards de francs, en augmentation de 13,4 % sur l'exercice 1972.

	1973			
	PRIMES émises	PRODUITS des placements et autres produits	OPÉRATIONS internes	CHIFFRE D'AFFAIRES
Les Assurances Nationales-Vie	1 060 049 834,70	302 257 859,86	9 482 723,19	1 352 824 971,37
Les Assurances Nationales Incendie, Accidents, Risques Divers	1 955 791 927,84	162 544 540,97	4 600 433,02	2 113 736 035,79
Les Assurances Nationales Capitalisation	218 674 302,29	90 884 706,90	7 538 143,23	302 020 865,96
La Tunisie	61 427 117,50	2 159 325,03	1 785 249,34	61 801 193,19
La Caisse Fraternelle-Vie	8 211 260,57	2 150 635,77	128 111,12	10 233 785,22
A déduire :				
Opérations internes au Groupe	3 304 154 442,90	559 997 068,53	21 300 543,11	
	— 2 234 116,79	— 21 300 543,11	— 23 534 659,90	
Sociétés d'Assurances	3 301 920 326,11	538 696 525,42		3 840 616 851,53
La Soleil Investissement	2 551 271,01	253 794,66		2 297 476,35
La Société Moderne de Courtage et de Représentation (S.M.C.R.)	191 186,34	733,33		190 453,01
La Banque pour l'Industrie Française	45 143 500,00	26 680,52		45 116 819,48
La Nationale Immobilière Tunisienne	1 354 997,59			1 354 997,59
Les Sociétés Civiles Immobilières ci-après :				
S.C.I. de l'Hôtel Vauillemont	979 272,19			979 272,19
S.C.I. Laffitte-Paradis	1 592 748,75			1 592 748,75
S.C.I. Briand-Naudin	5 368 298,92			5 368 298,92
S.C.I. Vauquelin	821 384,12			821 384,12
S.C.I. Résidence du Parc	1 147 208,04			1 147 208,04
S.C.P. Château Blanc	1 652 870,91			1 652 870,91
A déduire :				
Opérations internes au Groupe	60 802 737,87			
	— 281 208,51	— 281 208,51		
Autres Sociétés	60 521 529,36			60 521 529,36
Total des Sociétés consolidées	3 301 920 326,11	599 218 054,78		3 901 138 380,89

مركز الاموال

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. LA DÉPOSITION DE L'EMPEREUR NAÏLE SELASSIE

4. AFRIQUE
— TUNISIE : plusieurs anciens dirigeants du parti destourien dénoncent les conditions dans lesquelles se tient le congrès de Monastir.

5. EUROPE
— GRANDE-BRETAGNE : les libéraux envisagent de participer à un mouvement de coalition.

6. ASIE
6-7. IL Y A UN AN.
LE COUP D'ÉTAT AU CHILI
— Le nouveau matin des militaires chiliens (II), par Jean-Pierre Clerc.

— L'échec économique du gouvernement populaire, par Serge-Christophe Kolm.

8-9. POLITIQUE
— Le voyage des ministres à Lyon.

9. ARMÉE
— Après la manifestation des appelés à Draguignan, des sections individuelles seront prises contre les « meneurs ».

10-11. ÉDUCATION
— Menaces de grève à la rentrée dans l'enseignement primaire et secondaire.

18-19. ARTS ET SPECTACLES
— THÉÂTRE : la succession de Jacques Rosier au Théâtre de la Comédie, de Jean Anouilh.

— MUSIQUE : le Festival de Besançon.

LE MONDE DES LIVRES

PAGES 13 A 17

LE FEUILLETON DE R. POIR-BOY-DELAUNAY : « Porpo-rino », de Dominique Fer-nandez.
LITTÉRATURE ET CRITIQUE : Daniel Defoe chez les capi-talistes.
LA RÉVOLUTION ROMANESQUE : Diane de Marguerite, Georges Lumbrière, Bernard Waller, Guy Crouzet.
LE CHILI TRAVERS LES LIVRES : le dossier noir de la répression.
ÉDUCATION : la Carrière 2, de Manuel de Diegues.

25. SPORTS
25. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
— ENVIRONNEMENT : le VII^e congrès de l'Association inter-nationale de recherche sur la pollution.

26-27. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE
— SÉCURITÉ SOCIALE : les organisations politiques et syndicales de gauche veulent faire obstacle aux modalités financières de la réforme.

— L'ÉTRANGER : pour éviter une aggravation du chômage, Bonn lance un programme exceptionnel d'investissements.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (13)

— Annonces classées (20 à 24) ;
— Courrier (11) ; Informations pra-tiques (12) ; « Journal officiel » (12) ; Loterie nationale (12) ;
— Météorologie (12) ; Notes orales (12) ; Finances (29).

Louer une voiture
c'est facile
Europcar : 645.21.25

En plein cœur du Faubourg Saint-Antoine, une boutique de copies d'œuvres, pas comme les autres.

Rémy
antiquaire décorateur

LIT DE REPOS CANNÉ
copie fidèle d'un modèle ancien,
laques et patines anciennes.

REMY
32, FAUB. SAINT-ANTOINE
PARIS XI^e TEL. 74-65-58

A B C D E G H

Après l'occupation du « France » par son équipage

Les pouvoirs publics hésitent à engager l'épreuve de force

On hésitait encore, jeudi matin 12 septembre dans l'entourage de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, à qualifier l'occupation du « France » par son équipage et son immobilisation devant Le Havre de simple « grève », d'« acte d'indiscipline », voire de « mutinerie » mettant en danger le navire et rendant par consé-quent ses auteurs passibles du tribunal maritime. A la Transat, en tout cas, on affirmait qu'il était difficile d'envisager de prendre des sanctions contre des marins qui ne font que défendre avec amertume et aussi détermination leur droit de travail.

Qui est à l'origine de cette action spectaculaire, déclenchée en avance sur la date prévue ? La réponse était difficile à donner ce jeudi car, entre la C.G.T. (très majoritaire chez les marins et les officiers) et la C.F.D.T. (entre les officiers et les agents d'exécution, entre le personnel hôtelier (le plus menacé par la disparition du « France ») et les marins, entre l'équipage du « France » et les fédérations nationales, les nuances, voire les divergences, ne sont pas toujours insignifiantes.

De notre correspondant

Le Havre. — Jeudi matin 12 septembre, des milliers de Havrais ont fait un détour pour se rendre à leur travail. Ils ont emprunté les boulevards du front de mer pour contempler un spectacle insolite : le paquebot « France », à l'ancre, à 2 kilomètres de la plage. De la terre, on distingue bien le navire qui se présente par le travers aux yeux des curieux. C'est un fait unique dans les annales de la marine marchande : pour la première fois, en effet, un paquebot est occupé et immobilisé par son équipage avec les pas-sagers à bord.

Les observateurs au Havre ont été surpris par cette action des marins du « France ». On savait que l'équipage, et surtout une partie du personnel hôtelier, était décidé à tenter quelque chose avant le départ du paquebot, prévu toujours pour le 25 octobre, mais pensant, pas même les autorités portuaires n'avaient-elles pas prévu, pour la première fois, un paquebot en action hors du port.

Pourtant, au cours de ce voyage inachevé, le climat à bord s'était considérablement détérioré et à New-York comme à Southampton, plusieurs membres de l'équipage avaient déjà proposé de cesser immédiatement leur service pour contraindre la compagnie à faire rentrer au Havre le paquebot vide. C'est ce climat tendu qui a décidé les responsables syndicaux, MM. Noël Comès, secrétaire général du syndicat C.G.T. Roger Deschamps, président du Syndicat national des marins C.F.D.T. et René Perrot, secrétaire général de la section du Havre des marins C.G.T., à monter à bord, mer-credi à l'escalier de Southampton.

Veillant à ne pas se faire débou-der par leur base, les responsables syndicaux ont immédiatement consulté les délégués, et c'est au cours de cette réunion que le principe de l'occupation du navire fut décidé.

Mercredi soir, vers 22 heures, alors que le paquebot avait déjà engagé le chenal, le commandant Pétré était avisé que le personnel du « France » avait décidé de ne pas travailler. Le navire, paralysé à quelques kilomètres du port, était obligé de mouiller ses ancres dans le chenal.

D'autre part, le trafic du port est perturbé mais non paralysé. Jeudi matin, le porte-conteneur *Atlantis-Crown*, de dimensions respectables, a pu entrer au Havre sans problème. Seuls les gros pétroliers ne pourront faire escale tant que le « France » se trou-vera dans le chenal. Mais aucun d'eux n'est annoncé pour les pro-chain jours. Les quelque mille deux cents passagers, avertis mer-credi soir du retard qu'on leur imposait, ont accepté avec bonne humeur ce contretemps. Servis comme d'habitude par le person-nel hôtelier, ils ont dansé une bonne partie de la nuit, en mas-quant leur sympathie aux grévistes. Les autorités portuaires ont envoyé le transbordeur *Viking-III*, de l'armement Thoren-sen, avec à son bord les bagages des passagers, pour assurer le débarquement des passagers.

Les syndicats, à présent, sont décidés à diriger le mouvement, jusqu'à ce qu'un dialogue cons-titutif s'engage avec les auto-rités gouvernementales.

CLAUDE SOYER.

M. Gerald Ford semble écarter l'éventualité d'une clémence générale aux inculpés du Watergate

Washington (A.P.P., A.P., Reu-ter). — A la suite des décla-rations faites par l'annonce que le président Ford étudierait la pos-sibilité d'accorder un pardon pré-sidentiel à toutes les personnes impliquées dans le scandale du Watergate, le porte-parole de la Maison Blanche a rendu publique, le mercredi 11 septembre, une déclaration écrite du président soulignant que les demandes de grâce seraient étudiées cas par cas. « Une telle étude », déclare M. Ford, est évidemment faite pour chaque individu. Cepen-dant, aucune spéculation ne doit être faite concernant le résultat de l'étude d'un cas particulier. Ainsi, le message de pardon ac-cordé à l'ancien président Nixon ne

525.25.25
Gratuitement.
Tous les
renseignements
sur 30.000
appartements

Information Logement
• vous renseigne sur plus
de 600 programmes
immobiliers
• vous aide à choisir
selon vos disponibilités
et vos désirs
• vous donne des
descriptifs, informations
juridiques, conseils
fiscaux
• vous indique les
possibilités de crédit
Sur simple rendez-vous,
un entretien personnalisé

Information Logement
Centre Etoile
49 avenue Kléber Paris 16^e
525 25 25
Centre Nation
45 cours de Vincennes
Paris 20^e
346 11 74
Service spécialisé créé par
la Compagnie Bancaire

COURS A.Z. PARENTS...
Méthode AUDIOVISUELLE
196, rue St-Monard, Paris (1^{er})
Tél. 508-94-44 ou 508-93-63
Métro : Palais-Royal
LANGUES en 150 h.
STENO en 40 h.
DACTYLO en 15 h.
Entraînement machine électrique
De 8 h à 21 h sans interruption

Après la réunion de l'Élysée

M. SAUVAGNARGUES RECEVRA A DINER LUNDI LES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA COMMUNAUTÉ

En marge de leur réunion offi-cielle de coopération politique, les ministres des affaires étrangères de l'Europe des Neuf partiront lundi 16 septembre au Quai d'Orsay à « un dîner privé » pour discuter de la relance européenne. C'est à ce dîner qu'ils pourront évoquer les conversations qu'au-ront eues l'avant-veille à l'Élysée, au cours d'un dîner « privé », les chefs d'Etat ou de gouvernement. A l'ordre du jour de la réunion sur la coopération politique, qui commencera à midi et se termi-nera vers 18 h. 30, figurent notam-ment les relations entre la Communauté et la Grèce, Chypre, la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et le dis-cours euro-arabe du 25 septembre, le ministre français des affaires étrangères, M. Sauvagnargues compte réunir à déjeuner ou à dîner, pendant la conférence New-York à l'occasion de la présen-tation des Nations unies, tous ses collègues de la Communauté des vingt ministres des affaires étrangères des pays arabes.

Pour lutter contre les conséquences de la loi du 28 juillet

L'Intersyndicale de l'O.R.T.F. envisage de mener des « actions illégales »

Une action dure pourrait être décidée dans les jours à venir par l'Intersyndicale de l'O.R.T.F., a-t-il été annoncé, mercredi après-midi, M. Marcel Huart, secrétaire gé-néral du Syndicat national de la radio-télévision (S.N.R.T.), au cours d'une conférence de presse organisée par la Fédération natio-nale du spectacle C.G.T., qui réu-nissait les représentants de sept organisations syndicales. C.G.T. groupant les personnels des ser-vices de l'Office et les collabo-rateurs au cabinet.

L'Intersyndicale, a-t-il été pré-cisé, a commencé une série de réunions pour mettre au point une action que les syndicats ont décidé de mener pour lutter contre la loi du 28 juillet. Elle devrait être reçue vendredi 13 septembre, à 18 heures, par M. André Ross, secrétaire d'Etat auprès du mi-nistre ministre, porte-parole du gouvernement.

M. Gerald Ford semble écarter l'éventualité d'une clémence générale aux inculpés du Watergate

Washington (A.P.P., A.P., Reu-ter). — A la suite des décla-rations faites par l'annonce que le président Ford étudierait la pos-sibilité d'accorder un pardon pré-sidentiel à toutes les personnes impliquées dans le scandale du Watergate, le porte-parole de la Maison Blanche a rendu publique, le mercredi 11 septembre, une déclaration écrite du président soulignant que les demandes de grâce seraient étudiées cas par cas. « Une telle étude », déclare M. Ford, est évidemment faite pour chaque individu. Cepen-dant, aucune spéculation ne doit être faite concernant le résultat de l'étude d'un cas particulier. Ainsi, le message de pardon ac-cordé à l'ancien président Nixon ne

525.25.25
Gratuitement.
Tous les
renseignements
sur 30.000
appartements

Information Logement
• vous renseigne sur plus
de 600 programmes
immobiliers
• vous aide à choisir
selon vos disponibilités
et vos désirs
• vous donne des
descriptifs, informations
juridiques, conseils
fiscaux
• vous indique les
possibilités de crédit
Sur simple rendez-vous,
un entretien personnalisé

Information Logement
Centre Etoile
49 avenue Kléber Paris 16^e
525 25 25
Centre Nation
45 cours de Vincennes
Paris 20^e
346 11 74
Service spécialisé créé par
la Compagnie Bancaire

A trois jours du jugement du tribunal de commerce

Les salariés de Titus-Coder manifestent pour la défense de leur emploi

De notre correspondant régional

Marseille. — Le personnel des usines de Titus-Coder à Marseille, à Marseillan et à Villeneuve-sur-Saône, a manifesté dans les rues de ces trois villes, mercredi 11 septembre, pour demander qu'une solution soit rapidement apportée aux difficultés de leur entreprise. A Marseille, les onze cents salariés de l'établissement ont formé un cortège d'une dizaine de camions-citernes et de remorques, qui a gagné la Can-nebière, où les matériels Titus-Coder ont été « exposés » au public. A Villeneuve-sur-Saône, la manifestation au centre de la ville a pris la même forme, tan-dis que Marseillan les huit cent cinquante salariés de l'usine, qui devaient à nouveau débarrasser ce jeudi, ont bloqué la circulation en plusieurs points de la grande rue nationale Paris - Bruxelles. Un arrêt de travail a également été observé par les six cents salariés d'un autre établissement de Titus-Coder servant de base tech-nique à Coudray, sur la commune

Pour lutter contre les conséquences de la loi du 28 juillet

L'Intersyndicale de l'O.R.T.F. envisage de mener des « actions illégales »

« Nous estimons que le gouver-nement viole ses propres lois en faisant voter une loi qui rend caduques les dispositions législa-tives concernant le personnel de l'Office », a déclaré M. Pierre No-guère, président du S.N.R.T., C.G.T. Nous considérons que le gouvernement commet une illé-galité. Il ne faut pas qu'il s'étienne si les mouvements à venir sortent aussi de la légalité. »

« Ce qui s'est passé à l'O.R.T.F. pour se passer dans n'importe quel service public », a précisé M. René Javelle, parlant au nom de la Fédération nationale du spectacle (C.G.T.).

Les organisations syndicales C.G.T. de l'O.R.T.F. ont constaté la situation des personnels de l'Office à celle des travailleurs de Lip, de Larousse, de Retaux et des Tanneries d'Annemay ou de Titus-Coder, et ont annoncé : « Si les menaces contenues dans la loi devaient se concrétiser, notre lutte rejoindrait la leur pour les mêmes raisons. »

M. Huart a fait état de la ren-contre avec M. Marcel Long, P.-D.G. de l'O.R.T.F., mardi après-midi. « M. Marcel Long, a-t-il dit, avait affirmé qu'avant de signer une loi, le président de la République consulte les syndicats et la loi relative à la radio et à la télévision, les syndicats seraient consultés. Or nous avons appris que plusieurs étaient déjà rédigés et que certains seraient déjà cou-lés par le Conseil d'Etat. »

Cependant, le service des rela-tions publiques de l'O.R.T.F. le-qual, à faire savoir, vendredi ma-tin, que « la version donnée par les représentants de la C.G.T. telle qu'elle était rapportée par certains journaux du matin, de leur réunion avec M. Marcel Long ne correspondait pas exac-tement à la réalité ».

M. Gerald Ford semble écarter l'éventualité d'une clémence générale aux inculpés du Watergate

Washington (A.P.P., A.P., Reu-ter). — A la suite des décla-rations faites par l'annonce que le président Ford étudierait la pos-sibilité d'accorder un pardon pré-sidentiel à toutes les personnes impliquées dans le scandale du Watergate, le porte-parole de la Maison Blanche a rendu publique, le mercredi 11 septembre, une déclaration écrite du président soulignant que les demandes de grâce seraient étudiées cas par cas. « Une telle étude », déclare M. Ford, est évidemment faite pour chaque individu. Cepen-dant, aucune spéculation ne doit être faite concernant le résultat de l'étude d'un cas particulier. Ainsi, le message de pardon ac-cordé à l'ancien président Nixon ne

525.25.25
Gratuitement.
Tous les
renseignements
sur 30.000
appartements

Information Logement
• vous renseigne sur plus
de 600 programmes
immobiliers
• vous aide à choisir
selon vos disponibilités
et vos désirs
• vous donne des
descriptifs, informations
juridiques, conseils
fiscaux
• vous indique les
possibilités de crédit
Sur simple rendez-vous,
un entretien personnalisé

Information Logement
Centre Etoile
49 avenue Kléber Paris 16^e
525 25 25
Centre Nation
45 cours de Vincennes
Paris 20^e
346 11 74
Service spécialisé créé par
la Compagnie Bancaire

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde